

FACTEURS DE SUCCÈS ET CONTRAINTES À LA FORESTERIE COMMUNAUTAIRE : ÉTUDE
DE CAS ET ÉVALUATION DE DEUX INITIATIVES

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE

DE LA MAÎTRISE EN SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT

PAR

JASON FOURNIER

JUIN 2013

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

AVANT-PROPOS

Ce mémoire est l'aboutissement d'un partenariat entre l'étudiant, son équipe de direction ainsi que la Forêt modèle du Lac-Saint-Jean (FMSLJ) visant à concilier les besoins d'acquisition de connaissances de cette dernière aux exigences académiques inhérentes à la production d'un mémoire de recherche. En ce sens, certains choix (notamment le choix des cas à l'étude) – pourvu qu'ils soient justifiés scientifiquement – découlent des besoins du milieu et d'une collaboration entre l'étudiant, son équipe de direction et la FMSLJ.

Cette organisation de recherche et développement résulte d'un partenariat entre la communauté autochtone de Mashteuiatsh, la MRC du Domaine du Roy ainsi que la MRC Maria Chapdelaine. Ces partenaires ont – avec l'appui d'organisations locales et régionales – obtenu en 2007 un mandat de recherche et développement provenant du Programme des collectivités forestières du Service canadien des forêts (Ressources naturelles Canada, 2012). Le premier mandat de la FMSLJ, d'une durée maximale de 5 ans, a été reconduit de 4 ans en début d'année 2012. Les objectifs de la FMSLJ sont notamment d'« améliorer les moyens d'existence durable des communautés dépendantes de la forêt » et de « développer une gestion durable et intégrée des ressources du milieu forestier » (FMSLJ, 2011).

Ce mandat a été accompagné d'une enveloppe budgétaire assurant le fonctionnement de base de l'organisation. Ce financement est accompagné de contribution financière provenant des partenaires du projet, permettant notamment la réalisation de projets de recherche et d'expérimentation ancrés dans le milieu régional et local. Plusieurs organisations locales et régionales sont d'ailleurs représentées dans des groupes de travail de la Forêt modèle du Lac-Saint-Jean. Parmi ceux-ci, notons les deux initiatives au cœur de ce mémoire : l'Agence de gestion intégrée des ressources et les corporations locales de développement en milieu forestier de la MRC Maria-Chapdelaine ainsi que la Coopérative Rivière-aux-Saumons de la MRC Domaine-du-Roy. Ces dernières font d'ailleurs toutes deux partie du territoire d'expérimentation de la Forêt modèle du Lac-Saint-Jean.

Le cheminement menant au dépôt de ce mémoire a été une école de vie formidable; marquée de hauts et de bas; d'exaspérations et de maintes inspirations. Mes remerciements vont tout d'abord à mes deux co-directeurs de recherche : Daniel Kneeshaw, professeur à l'UQAM et Nathalie Lewis, professeure à l'UQAR. Nathalie, Daniel, je tiens ici à vous exprimer ma gratitude la plus sincère pour l'indéfectible support dont vous m'avez témoigné tout au long de ce processus. Je me considère chanceux d'avoir pu compter sur deux personnes d'exception telles que vous.

Merci à Sara Teitelbaum, stagiaire postdoctorale au Centre d'études de la forêt (CEF), pour la supervision apportée et ces rencontres formatrices autour d'un café. Merci à M. Jean Gaudreault, directeur par interim en 2009 de la Forêt modèle du Lac-Saint-Jean ainsi qu'aux membres du conseil d'administration. Merci à l'équipe de travail de la Forêt modèle, Emmanuelle, Frédéric, Marie-Claude. Un merci chaleureux à Guy Martin, Michel Bouchard et Dominique Tremblay. Un merci tout spécial à toutes les personnes rencontrées durant les 12 semaines de terrain. J'ai énormément appris de chacun d'entre vous.

D'un point de vue plus personnel, j'exprime ici ma gratitude envers toutes les personnes m'ayant supporté et aidé d'une façon ou d'une autre durant ces trois dernières années. Merci à mes colocos montréalais Guillaume, Marie-Pier, Zéphyr et Isabelle. Merci à Yan et Hélène pour l'accueil dans cette chaleureuse maison du 3^{ième} rang à St-Fabien. Merci à Florian, alias l'encyclopédie-vivante pour l'aide apportée. Merci à ma sœur Chantal pour son support quasi quotidien. Merci à ma sœur Cynthia pour m'avoir pavé le chemin des études supérieures. Merci à Élise, notamment pour avoir placé la Forêt modèle du Lac-Saint-Jean sur mon chemin. Merci à Dudley, fidèle accompagnatrice de terrain. Finalement, mes remerciements les plus chaleureux vont à mes parents Denis et Andrée pour le soutien inconditionnel que vous m'avez témoigné au cours des dernières années. Merci avant tout à vous qui avez su m'insuffler le goût de la lecture et la curiosité intellectuelle.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	iii
LISTE DES FIGURES	viii
LISTE DES TABLEAUX.....	ix
LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES	x
RÉSUMÉ	xi
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I	
DE LA GESTION FORESTIÈRE CENTRALISÉE PAR L'ÉTAT À L'ÉMERGENCE DE LA FORESTERIE COMMUNAUTAIRE	5
1.1 Gestion forestière centralisée par l'État.....	5
1.2 Émergence du concept de foresterie communautaire.....	10
1.3 Facteurs de succès et contraintes à la foresterie communautaire	14
1.4 Québec : forêt habitée	19
1.4.1 Projets pilotes : leçons à tirer et évaluation	20
CHAPITRE II	
CADRE CONCEPTUEL ET MÉTHODOLOGIQUE.....	27
2.1 Questions et hypothèses de recherche.....	28
2.2 Communautés, acteurs sociaux et parties prenantes	30
2.3 Différents types de droits	31
2.4 Approche méthodologique.....	33
2.4.1 Analyse qualitative	34
2.4.2 Analyse à partir d'un outil d'évaluation des IFC.....	38
2.4.3 Pertinence des cas étudiés.....	43
2.5 Cinq concepts-clés de la foresterie communautaire.....	44
2.5.1 Gouvernance participative	44
2.5.2 Retombées économiques locales	45
2.5.3 Gestion intégrée des ressources	45
2.5.4 Gestion multiressource	45
2.5.5 Viabilité écologique.....	46

CHAPITRE III

CONTEXTE POLITIQUE QUÉBÉCOIS ET PRÉSENTATION DES CAS À L'ÉTUDE... 47

3.1	Gestion forestière au Québec	47
3.1.1	Refonte du régime forestier.....	49
3.1.2	Forêt de proximité	51
3.2	Présentation des cas à l'étude.....	54
3.2.1	MRC Maria-Chadelaine : l'AGIR et les CLDMF	58
3.2.2	Coopérative de Rivière-aux-Saumons et projet de forêt habitée	63

CHAPITRE IV

RÉSULTATS DE L'ÉTUDE QUALITATIVE 68

4.1	Facteurs de succès.....	68
4.1.1	Mobilisation pour la création des initiatives.....	68
4.1.2	Implication de la population et leadership.....	71
4.1.3	Expertise technique et professionnelle	71
4.1.4	Relation entre les initiatives et l'industrie forestière	73
4.2	Contraintes et défis	75
4.2.1	Absence de droits sur les ressources et dépendance envers l'industrie	75
4.2.2	Démobilisation et relève	76
4.3	Pistes de réflexion à propos des forêts de proximité.....	77

CHAPITRE V

RÉSULTATS DE LA GRILLE DE CRITÈRES ET D'INDICATEURS 80

5.1	Gouvernance participative	81
5.2	Retombées économiques locales.....	86
5.3	Gestion intégrée des ressources	91
5.4	Gestion multiresource.....	93
5.5	Viabilité écologique	97
5.6	Conclusion du chapitre.....	100

CHAPITRE VI

DISCUSSION GÉNÉRALE..... 103

6.1	Retour sur les résultats.....	104
6.1.1	Support et la motivation de la communauté	104
6.1.2	Soutien gouvernemental	106
6.1.3	Expertise technique et professionnelle	108

6.1.4	Les droits sur les ressources	108
6.1.5	Réflexion sur la démarche méthodologique	110
6.2	Gouvernance participative, relations entre acteurs-clés et conflits	111
6.2.1	Des communautés hétérogènes et des parties prenantes aux intérêts divers .	112
6.2.2	Approches participatives et conflits.....	114
6.2.3	Analyse des relations entre les parties prenantes : l'analyse stratégique.....	116
6.2.4	Contexte forestier en transformation : l'importance du « vivre ensemble »..	117
CONCLUSION.....		118
APPENDICE A		
LISTE DES PROJETS TÉMOINS DE FORÊT HABITÉE		125
APPENDICE B		
LOCALISATION GÉOGRAPHIQUE DES PROJETS-PILOTES DE FORÊT HABITÉE		126
APPENDICE C		
TERRITOIRE DE LA CORPORATION AMÉNAGEMENT FORÊT NORMANDIN.....		127
APPENDICE D		
TERRITOIRE DE LA CORPORATION FORÊT ENVIRONNEMENT ST-THOMAS-DIDYME		128
APPENDICE E		
ZONES D'AMÉNAGEMENT CORPORATION ST-THOMAS		129
APPENDICE F		
TERRITOIRE DU PROJET DE FORÊT HABITÉE DE LA DORÉ.....		130
APPENDICE G		
PLAN D'AFFECTATION DU TERRITOIRE PUBLIC LA DORÉ		131
APPENDICE H		
OUTIL D'ÉVALUATION DES INITIATIVES DE FORESTERIE COMMUNAUTAIRE		132
BIBLIOGRAPHIE.....		136

LISTE DES FIGURES

Figure	Page
3.1 Carte du territoire d'expérimentation de la FMLSJ	57

LISTE DES TABLEAUX

Tableau	Page
1.1 Propriétés publiques ou privées des forêts dans le monde et au Canada	7
2.1 Types de droits.....	32
2.2 Catégories de répondants	36
3.1 Tableau synthèse des cas à l'étude.....	55
3.2 Liste des Corporations locales de développement en milieu forestier (CLDMF) ..	60
3.3 Acteurs représentés dans le comité des usagers selon catégories	65
5.1 Organisations évaluées par la grille de critères et d'indicateurs	81
5.2 Processus décisionnel local.....	83
5.3 Représentativité du processus décisionnel	84
5.4 Ampleur du pouvoir décisionnel.....	86
5.5 Création d'emplois locaux	87
5.6 Viabilité économique de l'organisation	89
5.7 Autres retombées	90
5.8 Processus vers plan de gestion intégrée	92
5.9 Élaboration d'un plan de gestion intégrée et suivi	93
5.10 Récréotourisme, éducation et recherche	95
5.11 Produits forestiers non ligneux	97
5.12 Inventaires, études et leur intégration	100

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

AGIR	Agence de gestion intégrée des ressources
CAAF	Contrat d'approvisionnement et d'aménagement forestier
CADLD	Corporation d'aménagement et de développement de la Doré
CFEST	Corporation forêt environnement Saint-Thomas-Didyme
CSFRS	Coopérative de solidarité forestière de la Rivière-aux-Saumons
CLDMF	Corporation locale de développement en milieu forestier
CRÉ	Conférence régionale des élus
CRRNT	Commission régionale des ressources naturelles et du territoire
IFC	Initiative de foresterie communautaire
MRC	Municipalité régionale de comté
MRNF	Ministère des ressources naturelles et de la faune
PMVRMF	Programme de mise en valeur des ressources du milieu forestier

RÉSUMÉ

Ce mémoire porte sur les facteurs de succès à la foresterie communautaire. Ce mode de gestion implique une participation des communautés à la gestion forestière dans le but de générer des bénéfices économiques, sociaux et écologiques. Deux initiatives de foresterie communautaire partageant un contexte de création commun et ayant des territoires limitrophes ont été sélectionnées. Elles se situent dans la région administrative du Saguenay-Lac-Saint-Jean dans la province de Québec au Canada. Nous nous sommes penchés, d'une part, sur le contexte de création et d'évolution de ces initiatives, et d'autre part, sur l'atteinte ou non des objectifs sous-jacents à la foresterie communautaire, soit : une gouvernance participative, des retombées économiques locales, une gestion intégrée des ressources, une gestion multiressource ainsi qu'une viabilité écologique. L'approche méthodologique est l'étude de cas et les outils méthodologiques se déclinent en deux volets : une analyse qualitative et un outil d'évaluation constitué d'une grille de critères et d'indicateurs. Les principaux résultats de l'étude démontrent que les initiatives ont été créées dans un but double, soit la création d'emploi ainsi qu'une volonté de gérer la forêt différemment et en respectant l'environnement. Au fil du temps, les deux initiatives ont su se doter d'une expertise technique qui leur a permis de réaliser une série d'inventaires, d'études et d'outils de planification. Les principaux facteurs de succès identifiés sont un soutien gouvernemental (notamment quant au financement), une expertise technique ainsi que le support et le soutien de la communauté. À la lueur des résultats, nous sommes d'avis que dans le cas d'une étude ultérieure, le concept de gouvernance participative pourrait être analysé plus en profondeur. En effet, une collaboration entre les différents acteurs concernés par la gestion forestière locale est un facteur de succès important. En contrepartie, une non-reconnaissance de conflits potentiels entre les parties prenantes risque de nuire au succès éventuel des initiatives de foresterie communautaire. Finalement, en regard des transformations à venir dans le régime forestier québécois, il apparaît nécessaire de porter une attention particulière à identifier les moyens de mettre en place un modèle de gestion locale et régionale respectant les intérêts et les besoins des différents acteurs impliqués.

Mots-clés : foresterie, communautaire, forêt, habitée, communauté

INTRODUCTION

À l'échelle internationale, la gouvernance des forêts est un sujet d'actualité. Particulièrement depuis la deuxième partie du XX^e siècle, maints chercheurs et acteurs de la société civile ont remis en question le rôle prépondérant que jouent les décideurs publics et privés dans la gestion forestière, et le peu de pouvoir d'influence et d'autonomie que laisse ce type de gestion aux communautés dépendantes de la forêt (Agrawal, Chhatre et Hardin, 2008; McCarthy, 2006). Plusieurs ont également critiqué l'échec des gouvernements nationaux à assurer un aménagement durable des ressources forestières et des écosystèmes forestiers (MEA, 2007). Le débat scientifique quant aux capacités des communautés à prendre en charge la gestion forestière – et plus globalement la gestion des « biens communs » – a fait l'objet de publications et de discussions dans le monde scientifique, au Canada et aux États-Unis notamment (Dietz, Ostrom et Stern, 2003; Tucker, 2009).

Alors que la gestion forestière traditionnelle en Occident était centrée sur les acteurs étatiques et privés, des initiatives autour du globe ont été créées dans le but de favoriser un rôle accru des communautés dans cette gestion (Agrawal, Chhatre et Hardin, 2008). Ces initiatives se regroupent autour du concept de foresterie communautaire. Ce dernier concept implique un plus grand pouvoir des communautés locales dans la gestion de la forêt, de manière à ce qu'elles tirent des bénéfices de la gestion des différentes ressources du milieu (McCarthy, 2006). Divers chercheurs (Allan et Frank, 1994; Bullock, Hanna et Slocombe, 2009; Gélinas, 2001, Teitelbaum, 2009) se sont penchés sur les initiatives de foresterie communautaires au courant des dernières décennies, de manière à évaluer le contexte de création de ces initiatives, à suivre leur déroulement ou à évaluer leurs activités. On retrouve au sein de ces initiatives une variété de facteurs de succès et de contraintes et la littérature à ce sujet révèle un mélange de potentialités, de questionnements et de critiques (Padgee, Kim et Daugherty, 2005 : 49). Au Québec, la littérature porte principalement sur des projets pilotes de forêt habitée (Bérard, 2000, Gélinas, 2001, Chiasson, Blais et Boucher, 2006) lancés par le gouvernement québécois au milieu des années 1990. Le concept de forêt habitée s'apparente de près à celui de foresterie communautaire.

Au Canada et au Québec, la gestion forestière traditionnelle est également caractérisée par la centralisation de la gestion aux mains de l'État et de l'industrie (Howlet et Rayner, 2001; Chiasson, Blais et Boucher, 2006), laissant peu ou pas de place pour les communautés. Bien qu'une volonté de prise en charge de la forêt par les communautés ait été périodiquement exprimée au cours du dernier siècle (Laplane et Provost, 2010; Bouthillier et Dionne, 1995), le modèle de gestion actuel demeure peu propice à la création et au bon fonctionnement d'initiatives de foresterie communautaire. Néanmoins, certaines réformes en faveur d'un pouvoir accru des communautés sont maintenant en place (en Colombie-Britannique¹ notamment) ou sur le point d'être mises en application (au Québec, via la nouvelle loi forestière adoptée en 2011 et entrant en vigueur en 2013) (Assemblée nationale, 2010). C'est dans ce contexte forestier en transformation que s'inscrit cette étude.

Par ailleurs, ce mémoire s'inscrit dans la convergence entre, d'une part, des courants de recherche au Canada et aux États-Unis à propos de la foresterie communautaire et, d'autre part, une littérature portant sur des initiatives de gestion communautaire des forêts en sol québécois. Le corpus scientifique québécois lié à la foresterie communautaire – et plus globalement aux aspects sociaux de la forêt (Lewis et Flamand-Hubert, 2011) – étant somme toute assez limité, nous sommes d'avis que les études de cas et les enseignements issus de courants de recherche sur la foresterie communautaire au Canada et aux États-Unis enrichiront notre réflexion et notre analyse. Il faut dire également que globalement, la problématique de la foresterie communautaire gagnerait à être mieux documentée (Beckley, 1998). Ce mémoire vise ainsi à contribuer à cet effort de documentation de la foresterie communautaire au Québec tout en inscrivant celle-ci dans une perspective plus large.

Pour mener à bien ce mémoire, nous avons réalisé une étude de deux cas d'initiatives de foresterie communautaire. Notre objectif général de recherche est d'*identifier les facteurs de succès et les contraintes aux initiatives de foresterie communautaire*. Pour répondre à cet objectif, il apparaît pertinent d'évaluer le succès ou non de ces initiatives, partant de la question spécifique suivante : *dans quelle mesure les initiatives de foresterie communautaire arrivent-elles à atteindre les objectifs dont ce mode de foresterie s'est doté?* Ces objectifs

¹ En 1998, cette province canadienne a mis en vigueur un mode de tenure communautaire visant le développement d'initiatives de foresterie communautaire (Teitelbaum, 2009).

visent notamment à un mode de fonctionnement favorisant la participation des différentes parties prenantes liées à la gestion forestière et à la présence de retombées économiques, sociales et écologiques. Par ailleurs, nous compléterons l'évaluation du succès des initiatives de foresterie communautaire par un questionnaire plus large sur le contexte dans lequel ces initiatives évoluent : *quel est le contexte de création, d'évolution et de fonctionnement des initiatives de foresterie communautaire?* Cette seconde question spécifique, volontairement large, vise à comprendre en profondeur les initiatives à l'étude. Elle permettra également d'avoir une lecture plus dynamique des cas étudiés et d'appréhender l'évolution dans le temps des initiatives. Il faut ainsi insister sur la complémentarité des deux questions spécifiques de recherche. Alors que la première question permettra de mesurer le succès de ces initiatives et d'identifier les forces et les faiblesses des organisations impliquées, la seconde élargira et approfondira notre compréhension des initiatives étudiées, notamment en suivant leur évolution dans le temps.

Les deux cas à l'étude prennent place dans la région administrative du Saguenay-Lac-Saint-Jean. La mise en place de ces initiatives se situe au milieu des années 90 et celles-ci sont aujourd'hui en plein développement. D'une part, l'Agence de gestion intégrée des ressources (AGIR) regroupe huit corporations locales de développement en milieu forestier (CLDMF) qui œuvrent dans une perspective de gestion intégrée des ressources au sein de la MRC Maria-Chapdelaine (AGIR, 2011). D'autre part, la Coopérative de solidarité forestière de la Rivière-aux-Saumons sise dans la municipalité de La Doré et faisant partie de la MRC Domaine-du-Roy, intervient et planifie selon une approche de gestion intégrée des ressources par bassin versant² (CSFRS, 2009a). La plupart des organisations impliquées ont effectué des opérations de récolte ainsi que des travaux sylvicoles et des aménagements diversifiés sur le territoire, et ce, depuis environ 15 ans. Par ailleurs, les deux initiatives étudiées prennent place au sein de deux MRC limitrophes, sises dans la même région administrative. Ainsi, bien que les deux initiatives s'inscrivent au sein de deux MRC distinctes, elles partagent des

² Contrairement à l'approche de l'AGIR et des CLDMF, qui interviennent sur un territoire délimité par les limites municipales, les contours du territoire d'intervention de la CSFRS sont délimités par les limites du bassin versant de la Rivière-aux-Saumons ainsi que celui d'une partie de la rivière Péribonka.

attributs communs et des similitudes, notamment quant à leur contexte politique, économique et culturel.

Pour mener à bien cette étude, nous favoriserons une méthodologie mariant l'utilisation d'un outil d'évaluation sur les initiatives de foresterie communautaire (IFC) composé de critères et d'indicateurs à une analyse qualitative basée sur des entrevues réalisées avec des acteurs des deux initiatives à l'étude. Tout d'abord, l'analyse qualitative, basée sur douze entretiens avec les membres des initiatives ainsi que quatre entretiens avec des intervenants forestiers régionaux, nous permettra de cerner plus efficacement le contexte où évoluent les initiatives. Ensuite, l'outil d'évaluation utilisé (Teitelbaum, 2009) permettra d'évaluer les IFC à partir de 27 indicateurs regroupés autour de cinq concepts-clés de la foresterie communautaire : la gouvernance participative, les bénéfices économiques locaux, la gestion intégrée, la gestion multiressource et la viabilité écologique.

Le premier chapitre présentera la problématique axée sur la foresterie communautaire. Des constats sur la gestion forestière traditionnelle et l'émergence du concept de foresterie communautaire seront réalisés. Le chapitre II introduira les objectifs de recherche et la démarche méthodologique. Le chapitre III se penchera sur le contexte forestier québécois et la présentation des cas à l'étude. Nous y verrons de quelle manière les initiatives se sont graduellement dotées d'une expertise technique, d'inventaires et d'outils de planification. Le chapitre IV consistera quant à lui en une présentation des résultats de l'analyse qualitative. Une évaluation des deux IFC sera effectuée au chapitre V, à partir de cinq concepts-clés de la foresterie communautaire. Vous retrouverez d'ailleurs en *Appendice H* un tableau résumant et regroupant les différents indicateurs et les seuils de mesure utilisés. Finalement, nous discuterons des résultats de l'étude en les croisant avec les enseignements issus de la littérature scientifique au chapitre VI.

CHAPITRE I

DE LA GESTION FORESTIÈRE CENTRALISÉE PAR L'ÉTAT À L'ÉMERGENCE DE LA FORESTERIE COMMUNAUTAIRE

Au sein de ce chapitre, nous aborderons une transformation présente dans la gouvernance des forêts, particulièrement depuis le début des années 1980. Alors qu'au XIX^e et XX^e siècle, la gestion des forêts était généralement centralisée par les gouvernements nationaux, l'approche communautaire fait appel à une implication des communautés locales dans cette gestion. Cette nouvelle approche a permis la création d'initiatives de foresterie communautaire. Celles-ci ont fait l'objet de maintes publications scientifiques afin d'en connaître les potentialités, les facteurs de succès et les contraintes. Nous nous pencherons sur une partie de la littérature disponible à propos des facteurs de succès et des contraintes à la foresterie communautaire, tout en portant un regard particulier sur les initiatives réalisées au Québec, notamment sous le vocable de forêt habitée.

1.1 Gestion forestière centralisée par l'État

Au sein de ce chapitre, nous ferons référence au modèle de gestion forestière centralisé par les gouvernements nationaux, qui a marqué une bonne partie du 19^e et du 20^e siècle³, particulièrement dans les pays industrialisés, mais également à l'échelle de la planète (Agrawal, Chhatre et Hardin, 2008). Dans ce modèle de gestion forestière, des droits sur les ressources sont généralement délégués à l'industrie forestière sous la forme de droits d'extraction ou d'approvisionnement de matière ligneuse (McCarthy, 2006). C'est un modèle

³ Selon White et Martin (2002), on retrouve les racines de cette tradition à l'époque de l'Europe médiévale, où la foresterie se développa dans la finalité de fournir un approvisionnement stable de produits forestiers au pouvoir central. Ensuite, cette approche a été appliquée au sein de maintes colonies instaurées par les États impériaux du 16^e et 17^e siècle. L'autonomie et la souveraineté quant aux déclinaisons du devenir forestier ont alors été retirées des populations autochtones et peuples conquis.

où les communautés locales vivant à proximité ou à l'intérieur du territoire sont généralement exclues de la gestion forestière. Ce modèle de gestion est qualifié par Amelagi de « modèle de concession forestière postcolonial »⁴. Celui-ci est marqué par la délégation de droits forestiers aux compagnies forestières et fait l'objet de débats à l'échelle internationale : « It tends to confer forest exploitation to larger-scale logging companies, oftentimes at the expense of the local communities where the forests are located » (Alemagi, 2010 : 929).

Selon White et Martin (2002), la gestion forestière mondiale est largement caractérisée par la détention des droits forestiers par les gouvernements nationaux, et ce, particulièrement depuis la révolution chinoise de 1940. L'obtention de statistiques précises et fiables concernant les propriétaires des forêts autour du monde n'est pas tâche aisée – notamment dû à la diversité des modes de tenure des différents pays. Toutefois, White et Martin (2002) ont réalisé une telle étude à partir de 24 des 30 pays possédant le plus de forêts. Les superficies forestières de ces pays combinées couvrent 93 % des forêts mondiales. Les auteurs déclinent la propriété publique en deux catégories : « administrée par le gouvernement » et « réservée pour les communautés et les autochtones ». Ils font de même avec la propriété privée où l'on retrouve les deux catégories suivantes : « communautés / autochtones » et « individuels / firmes ». La distinction entre les deux catégories liées aux communautés et aux autochtones est que dans le cas de la propriété publique, les gouvernements demeurent propriétaires des forêts tout en déléguant différents droits sur les ressources forestières, tandis que dans celui de la propriété privée, les communautés et les autochtones sont pleinement propriétaires de forêts. L'étude révèle que sur l'ensemble des pays analysés, 77 % des forêts sont administrées par les gouvernements nationaux, tandis que cette proportion grimpe à 93,2 % dans le cas du Canada (White et Martin, 2002).

⁴ Traduction libre de : « post-colonial forest concession model ».

Tableau 1.1 Propriétés publiques ou privées des forêts dans le monde et au Canada

	Pourcentage des superficies totales ¹			
	Propriété publique		Propriété privée	
	Administrée par le gouvernement	Réservée pour les communautés et les groupes autochtones	Communautés / autochtones	Individuelle / firmes
Ensemble de 24 des 30 pays possédant le plus de superficies forestières	77	4	7	12
Au Canada	93,2	0,3	0	6,5

¹ Cela inclut toutes les superficies forestières, et non pas le pourcentage des forêts commerciales.
Selon White et Martin (2002)

Le *tableau 1.1* nous démontre ainsi que les gouvernements jouent un rôle prépondérant dans la gestion forestière. Au sein de ce modèle, les droits sur les ressources forestières – notamment les droits d'extraction et de gestion – sont généralement délégués à l'industrie forestière par les gouvernements nationaux. Il s'agit d'un modèle bureaucratique, où une gestion scientifique de la forêt est réalisée en vue d'un intérêt national, et ce, parfois au détriment des communautés locales (McCarthy, 2006; Alemagi, 2010). McCarthy résume ici ce modèle de gestion:

From the late nineteenth and throughout the twentieth century, forest management largely followed standard models of scientific forestry adapted from colonial templates. Enormous areas of forest – the great majority of some states and provinces – were owned directly by the state and managed by a bureaucracy created for that purpose. Use rights to public forests were granted to private actors under a variety of tenure arrangements, with extractive logging by timber firms being the dominant one, often at the expense of others users and uses (McCarthy, 2006 : 88).

Le modèle de gestion dont il est question ici – centralisé par les gouvernements nationaux, où les droits sont délégués à l'industrie forestière – est également caractérisé par une gestion industrielle de la forêt. Celle-ci est effectuée à grande échelle en vue de la maximisation des profits dégagés de l'exploitation de la matière ligneuse (Beckley, 1998). Beckley insiste également sur l'idée d'une gestion scientifique de la forêt, où les connaissances développées sont axées sur la régénération et la récolte de la matière ligneuse :

Forest scientists' efforts in fire control, pathology, silviculture, entomology, economics, and other disciplines have focussed on maximizing financial returns through timber values (Beckley, 1998: 741).

Ce modèle de gestion scientifique et industriel s'accorderait ainsi peu à la mise en valeur des autres ressources du territoire (Duchesne et Wetzal, 2002) et à l'intégration des multiples valeurs associées (Kimmins, 2002).

À l'échelle internationale, particulièrement à partir des années 80, des acteurs de la société civile et des chercheurs ont critiqué et remis en question le modèle de gestion forestière. Ces critiques portaient notamment sur l'idée que les communautés jouent un rôle mineur dans la gestion forestière (Bradshaw, 2003) et qu'elles ne tirent pas suffisamment de retombées socioéconomiques de cette gestion (FAO, 1978). Prenant l'exemple de la province de la Colombie-Britannique au Canada, Bullock et Hanna affirment que les retombées financières de l'exploitation de la ressource ligneuse bénéficient peu aux communautés et ont tendance à quitter le milieu local (Bullock et Hanna, 2008 : 82), alors même que les communautés font face à des coûts sociaux et écologiques dus à l'exploitation forestière. Toujours selon ces auteurs, les communautés dépendantes de la forêt retirent moins de bénéfices que par le passé. Cette situation serait créatrice de conflits :

But as the traditional contract between private capital and public resources no longer seems to provide the benefits that once flowed from the forests, the efficacy of and values reflected in BC forest policy are increasingly being questioned, leading to more conflict (Bullock et Hanna, 2008: 82).

Par ailleurs, l'économie forestière a été marquée – particulièrement depuis la deuxième moitié du XX^e – par des cycles d'« expansion-récession » (Hayter, 2003) qui ont provoqué une instabilité dans les communautés dépendantes de la forêt (Mallik et Rahman, 1994).

D'ailleurs, selon ces derniers auteurs, le modèle de gestion industrielle ne serait ni économiquement ni écologiquement durable.

En somme, le modèle forestier – caractérisé par une gestion industrielle de la forêt, centralisée par l'État et déléguée aux acteurs privés – ne fait pas l'unanimité et est sujet à critiques. À cet égard, Michael Jenkins, président du « Forest Trends »⁵, résume bien les débats qui se jouent depuis quelques décennies :

The questions of who owns the forests, who claims them, who has access to them and further, who *should* [sic] own them, are hotly contested in many forest regions of the world. These are often the primary concerns of local people most directly dependent on forest resources. (Jenkins dans White et Martin, 2002 : preface).

D'ailleurs, ces débats – couplés à des pressions locales en faveur d'un rôle accru des communautés autochtones (Agrawal, Chhatre et Hardin, 2008 : 1461; Glasmeir et Farrigan, 2005 : 59) – ont mené les gouvernements nationaux à se questionner à propos de leur régime forestier et des modes de tenure qui leur sont associés. À cet égard, White et Martin soutiennent qu'on assiste – particulièrement depuis le milieu des années 1980 – à un changement des modes de tenure. En effet, des droits de propriété « administrés par le gouvernement » se transfèrent vers des modes de tenure communautaires. Cette transition peut s'opérer autant :

- de la tenure publique « administrée par le gouvernement » à une tenure publique « réservée pour les communautés et les autochtones »;
- de la tenure publique « administrée par le gouvernement » à une tenure privée détenue par des communautés locales ou autochtones.

Bien que les changements ne s'effectuent pas dans tous les pays sondés, une tendance globale est observée. En effet, alors que des réformes visant le transfert de superficie vers des modes de tenure communautaire ont vu le jour en Amérique latine à la fin des années 1970, des pays des continents africains et asiatiques ont emboité le pas à la fin des années 90 et au début des années 2000 (White et Martin, 2002 : 11). Ces changements apportent une conjoncture

⁵ Découlant du « Center for International Environmental Law », Washington, DC (Forest Trends, 2012).

propice à l'émergence d'initiatives de foresterie communautaire, ces dernières étant de plus en plus documentées à travers le globe, notamment en Afrique du Sud, en Australie et en Nouvelle-Zélande (Bradshaw, 2003 : 139)...

1.2 Émergence du concept de foresterie communautaire

Bien qu'il existe différentes définitions du concept de foresterie communautaire, nous pouvons affirmer que celui-ci vise à accroître le pouvoir des communautés locales sur l'aménagement de leur territoire tout en permettant des retombées socioéconomiques locales de la gestion de la ressource forestière (Teitelbaum, Beckley et Nadeau, 2006). Un objectif de gestion intégrée et durable des multiples ressources du territoire forestier y est souvent associé (Roy, 2006 : 11). Finalement, il impliquerait également un système de gouvernance local participatif où les différentes parties prenantes (des représentants de l'industrie, des villégiateurs, des municipalités, des associations de motoneige, etc.) sont représentées. Selon Alemagi (2010), le point commun de toutes les définitions du concept de foresterie communautaire est qu'il implique des bénéfices socioéconomiques, écologiques et culturels grâce à la participation des communautés dans la gestion des forêts. La foresterie communautaire est, selon Teitelbaum (2009) et Bradshaw (2003), une réponse aux approches de développement du « haut » vers le « bas » (top-down) qui ont échoué à assurer suffisamment de bénéfices socio-économiques aux communautés locales (Teitelbaum, 2009 : 19).

Le concept de foresterie communautaire a été popularisé dans de nombreux pays à partir des années 1970 (FAO, 2010). Le concept tire ses origines des pays en développement, notamment les pays tropicaux :

(...) alors que dans les pays industrialisés, la gestion des ressources naturelles est sous la responsabilité d'acteurs extérieurs aux communautés locales, l'État et les industries privées, depuis environ deux siècles, elle était encore, jusqu'à tout récemment, dans certaines régions tropicales, sous la responsabilité des communautés locales (Gareau, 2005 : 3).

Quoique la foresterie communautaire existe depuis plusieurs générations dans les continents asiatiques, européens et africains, le phénomène demeure relativement récent en Amérique, et spécifiquement en Amérique du Nord (Beckley, 1998). Néanmoins, le concept de foresterie

communautaire commence à faire son chemin dans les débats publics ainsi que dans les politiques gouvernementales aux États-Unis et au Canada. (McCarthy, 2006). Selon Teitelbaum, plusieurs modèles de foresterie communautaire sont nés au Canada depuis le début des années 1990, portés par un mouvement local de réappropriation des ressources forestières :

Since the early 1990s, a variety of new models have emerged or have been brought into the fold of local governance, including projects associated with Quebec's public intramunicipal lands, Ontario's former Agreement Forests, and British Columbia's Community Forest Pilot Projects. (Teitelbaum, 2009 : 89)

La mise en place d'initiatives de foresterie communautaire permettrait d'ailleurs une diversification des économies locales, rendant celles-ci plus résilientes face aux variations économiques :

« (...) many communities in forested areas, especially single-industry towns dependent on mining, forests or tourism, are searching for ways to diversify their economies. In doing so, they aim to become more resilient to the vagaries of external economic forces » (Duinker, Matakala et Zhang, 1991: 131).

La foresterie communautaire est généralement reconnue dans la littérature comme étant une bonne alternative au modèle de gestion traditionnelle des forêts (Alemagi, 2010). Selon White et Martin (2002), il est de plus en plus reconnu « que les organisations communautaires locales sont d'aussi bons, et souvent meilleurs, gestionnaires des forêts que les gouvernements fédéraux, régionaux et locaux »⁶. Agrawal va dans le même sens en exprimant l'idée que les communautés peuvent souvent mieux gérer la forêt que les acteurs privés ou étatiques :

« (...) communities can often manage their resources better than either private actors negotiating through market-based exchanges or state actors regulating through command and control policies » (Agrawal, 2003: 246).

Néanmoins, la capacité réelle des communautés à gérer efficacement et durablement la forêt demeure sujette à questionnements et débats. Certains chercheurs (Bradshaw, 2003; Beckley, 1998; McCarthy, 2006; Kellert et al., 2000) adoptent un point de vue critique sur les potentialités qu'offre la foresterie communautaire. Par exemple, Bradshaw (2003) critique une présomption présente dans la littérature selon laquelle la gestion communautaire est plus

⁶ Traduction libre de : « (...) local community-based entities are as good, and often better, managers of forests than federal, regional and local governments » (White et Martin, 2002 : 2).

à même d'assurer un aménagement durable des ressources que les modèles publics ou privés (Bradshaw, 2003 : 138). Il est plutôt d'avis que la capacité à gérer durablement les ressources varie d'un cas à l'autre. Par ailleurs, selon McCarthy (2006), bien que les partisans de la foresterie communautaire soutiennent que cette dernière peut « aider les communautés rurales à assurer un développement durable, autant dans ces dimensions économiques, sociales et qu'environnementales »⁷, le succès des initiatives de foresterie communautaire à cet égard est variable. Glasmeir et Farrigan abondent dans le même sens, dans la mesure où, dépendamment des régions du monde, la « foresterie communautaire peut être ou non une stratégie viable pour réduire ou atténuer la pauvreté »⁸. Par ailleurs, l'étude de Charnley et Poe (2007) nous démontre qu'il existe un décalage entre les potentialités de la foresterie communautaire et la capacité réelle qu'à ce mode de gestion d'assurer plus de retombées économiques, sociales et écologiques qu'une gestion étatique ou privée. Devant le peu d'évaluation comparant les retombées d'une gestion communautaire versus une gestion centralisée par les gouvernements, Charnley et Poe concluent que les résultats sont variables d'un cas à l'autre et que d'autres études sont nécessaires pour pouvoir combler le décalage entre la théorie et la pratique.

Le débat sur les potentialités qu'ont les initiatives de foresterie communautaire à assurer un aménagement durable des ressources forestières n'est d'ailleurs pas étranger à une réflexion plus globale sur la gestion des « biens communs ». Le débat s'est particulièrement cristallisé autour d'un texte rédigé par Garrett Hardin en 1968 s'intitulant « Tragedy of the commons »⁹. Hardin sous-entendait qu'une gestion par les communautés des biens communs ne peut que mener à une surexploitation des ressources (Hardin, 1968). En réponse à cette conception,

⁷ Traduction libre de : « help rural communities achieve economic, social, and environmental sustainability » (McCarthy, 2006 : 100).

⁸ Traduction libre de : « community forestry may or may not be a viable strategy for reducing or alleviating poverty » (Glasmeir et Farrigan, 2005 : 61).

⁹ Hardin soulevait l'idée que l'augmentation exponentielle de la population mondiale, ainsi que la pression grandissante sur le système naturel risquent de créer des problèmes de surexploitation des ressources. Ce dernier point se base sur l'idée que les sociétés ne peuvent augmenter à l'infini leur utilisation des ressources naturelles dans un monde fini (Hardin, 1968). Selon Hardin, le problème fondamental de l'utilisation des biens communs est que chaque individu poursuit ses propres intérêts et utilise de façon maximale les ressources dont il peut avoir accès. L'union de ces intérêts individuels provoquerait ainsi une surexploitation des ressources. Le point de vue d'Hardin a d'ailleurs donné une certaine légitimité à la gestion des biens communs centralisée par les gouvernements ainsi que la privatisation (Ostrom et al., 2002).

des chercheurs ont étudié des cas où une gestion communautaire d'un bien commun respectait la capacité de régénération des écosystèmes. Hardin aurait d'ailleurs occulté le fait que plusieurs communautés gèrent durablement des ressources :

He missed the point that many social groups, including the herders on the commons that provided the metaphor for his analysis, have struggled successfully against threats of resource degradation by developing and maintaining self-governing institutions (Dietz, Ostrom et Stern, 2003: 1907).

Des comparaisons ont également été réalisées entre différents modes de tenures (publics, privés et communautaires) quant à leur capacité à respecter l'équilibre naturel. Le corpus scientifique ainsi créé a notamment permis de démontrer qu'une gestion communautaire des biens communs peut être au moins aussi efficace – ou même plus efficace dans certains cas – que la gestion centralisée par les gouvernements nationaux ou la privatisation (McCarthy, 2006 : 85). Toutefois, le succès de la gouvernance des forêts en termes d'aménagement durable des forêts ne serait qu'en partie explicable par le type de tenure (privé, public, communautaire) associé, mais bien davantage par une panoplie de facteurs, telle la création de règles cohérentes avec les conditions écologiques ou l'application de sanctions en cas de violation des règles (Dietz, Ostrom et Stern, 2003). Des études auraient notamment démontré qu'il existe des succès et des échecs – quant à la capacité à arrêter la surexploitation et la dégradation des écosystèmes – dans tous les types de tenure (Gibson, Williams et Ostrom, 2005). Bref, aucun des modes de tenure n'est une panacée (Ostrom, Janssen et Anderies, 2007).

Un constat similaire s'applique à la gestion forestière. En effet, aucune forme de tenure ne garantit le succès ou non d'une gestion durable des forêts. En ce sens, nous devons considérer une panoplie de facteurs influençant l'atteinte d'une gestion durable des forêts :

The local context influences the type of tenure that is appropriate, and that includes the specific histories, political economic processes, social relationship, biophysical characteristics and forest conditions, and people's experience in managing natural resources. (Tucker, 2009 : 4).

Nous avons ainsi vu que le concept de foresterie communautaire représente une alternative à la gestion centralisée des forêts par les gouvernements nationaux. Par contre, il existe des débats scientifiques sur les réelles capacités des communautés à gérer efficacement les forêts (ou les biens communs), autant dans une perspective socioéconomique qu'environnementale.

1.3 Facteurs de succès et contraintes à la foresterie communautaire

Différents chercheurs (Padgee, Kim et Daugherty, 2005; Bullock, Hanna et Slocombe, 2009; McIlveen et Bradshaw, 1991; Allan et Frank, 1994) se sont intéressés aux initiatives de foresterie communautaire et ont réalisé des travaux dans le but d'évaluer ces dernières et d'en déterminer les facteurs de succès ainsi que les contraintes. Selon Teitelbaum (2009), l'évaluation des projets de foresterie communautaire est un domaine scientifique ayant fait de grands progrès au cours des dernières décennies, particulièrement dans les pays en voie de développement. Les raisons expliquant le succès ou non d'une initiative de foresterie communautaire couvrent un large spectre et relèvent autant de facteurs endogènes qu'exogènes (McIlveen et Bradshaw, 2005). Par ailleurs, il faut spécifier que l'étude des facteurs de succès et des contraintes est très variable d'un cas à l'autre et dépend du contexte social, économique et écologique :

Due to the various socioeconomic and ecological contexts of local communities, CFM¹⁰ cannot be expected to turn out the same in all cases, even when it takes place under similar conditions (Padgee, Kim et Daugherty, 2005 : 49).

Malgré cette limite quant aux contextes variables rendant difficile la comparaison entre les différentes études de cas, Padgee, Kim et Daugherty ont réalisé une méta-étude¹¹ afin d'identifier les facteurs de succès qui prédominent. Leur analyse révèle trois facteurs de succès qui convergent au sein de la littérature :

- *des droits de propriété clairs* : L'étude révèle que la présence de droits sur les ressources clairement définis, appuyés par des règles et une régulation adéquate, est gage de succès.
- *des arrangements institutionnels efficaces* : par définition, un arrangement institutionnel est un ensemble de règles socialement créées afin de gérer les ressources, et définissant qui peut utiliser ces dites ressources, quand, où et

¹⁰ Abréviation de « Community forestry management ».

¹¹ S'appuyant sur 31 articles à propos de 69 études de cas dans le monde.

comment¹². Dépendamment des contextes écologiques et socioéconomiques, les différents arrangements institutionnels¹³ ont des influences variables sur le succès ou non d'une initiative. Parmi les variables étudiées par les auteurs relativement aux arrangements institutionnels, deux sont ressorties comme étant particulièrement déterminantes dans le succès d'une initiative : une application effective des lois et règlements ainsi qu'un fort leadership exercés par des organisations locales efficaces disposant de ressources humaines et financières.

- *l'intérêt et la motivation de la communauté* : ce facteur de succès est également ressorti dans l'analyse de Padgee, Kim et Daugherty. Deux variables sont d'ailleurs significativement associées avec le succès d'une IFC : la perception par la communauté que la foresterie communautaire génère des bénéfices ainsi que des intérêts communs partagés par les membres de la communauté.

Considérant que la comparabilité des études de cas d'initiatives de foresterie communautaire est délicate à réaliser – notamment quant aux différents contextes politiques, économiques, sociaux, culturels et écologiques – nous nous intéresserons ici plus particulièrement aux études réalisées au Canada. Au sein de ce pays, alors que les premières études portaient sur les potentialités de la foresterie communautaire et sur son application éventuelle au Canada ou au Québec (Duinker, Matakala et Zhang, 1991; Allan et Frank, 1994), des études plus récentes (McIlveen et Bradshaw, 2009; Bullock et Hanna, 2008; Bullock, Hanna et Slocombe, 2009; Teitelbaum, 2009) ont cherché à déterminer les facteurs de succès et les contraintes à la foresterie communautaire. La documentation au Canada s'est concentrée particulièrement sur les initiatives prenant place dans la province de la Colombie-Britannique. Cela s'explique notamment par le fait que cette province canadienne se

¹² Adaptation libre de : « From the earliest human communities, people throughout the world have had to decide who could use what resources, when, where and how. These rules, created by people to manage their resources, are defined here as **institutional arrangements** » (FAO, 1997).

¹³ Les arrangements institutionnels prennent différentes formes et concernent autant les organisations nationales (agences ou ministères), locales ou régionales liées à la gestion forestière que les lois, règlements et procédures encadrant cette gestion (FAO, 1997). Un arrangement donné relève ainsi de l'articulation entre les différentes organisations et les règles définissant les rôles et responsabilités de chacun.

démarque par les changements institutionnels qu'elle a réalisés pour soutenir la création et le développement d'initiatives de foresterie communautaire.

En effet, un nouveau mode de tenure a été créé en 1998, le *Community Forest Agreements*, visant l'aboutissement d'initiatives de foresterie communautaire. Suite à cette nouvelle législation, 10 projets pilotes furent expérimentés à partir des années 1999 et 2000, et ce, pour une période de 5 ans. Après cette période, les initiatives étaient éligibles à une convention à long terme leur garantissant des droits sur les ressources pour une période comprise entre 25 et 99 ans (Teitelbaum, 2009). Aujourd'hui, 34 initiatives de foresterie communautaire sont actives en vertu d'un *Community Forest Agreements* et 13 initiatives sont au stade de projets pilotes (MFLNRO, 2012). La superficie combinée de ces projets est de 1 281 604 ha, ce qui représente 5,8 % du territoire forestier public disponible pour la récolte de matière ligneuse¹⁴. En outre, le modèle en Colombie-Britannique est appuyé par une autorité administrative spécifique responsable des initiatives de foresterie communautaire :

After establishing the community forest as a viable model for forest management, the government continued to develop the necessary administrative and procedural tools necessary to encourage the growth and success of community forestry (Alemagi, 2010: 934).

Constatant que l'efficacité des différents projets de foresterie communautaire était très variable après quelques années, McIlveen et Bradshaw (2009) ont tenté de déterminer les facteurs expliquant ces différences. Selon eux, les conditions gagnantes et les défis sont multiples et relèvent autant de facteurs endogènes (présence de leaders dédiés, identité forestière partagée par les différents membres de la communauté) qu'exogènes (marché du bois, mode de tenure). Les auteurs ont étudié 10 cas de foresterie, tout en portant une attention particulière au projet de Burns Lake Community Forest, oeuvrant sur un territoire de 23 325 hectares. Deux facteurs principaux ressortent de leur analyse : le support et la participation de la communauté ainsi qu'une expertise et une expérience en gestion de ressources. En effet, alors que le support et la participation de la communauté sont particulièrement importants lors de la mise en place et du développement d'un projet de

¹⁴ Ce territoire disponible pour la récolte est de 22 millions d'hectares (MFLNRO, 2010 : 3). Il est considéré comme disponible dans la mesure où il est à la fois permis et possible d'y effectuer des opérations de récoltes.

foresterie communautaire, le succès d'une initiative et son bon fonctionnement est grandement tributaire de sa capacité à gérer efficacement les aspects opérationnels de la gestion forestière. Dans certains cas, l'efficacité des volets opérationnels peut d'ailleurs pallier un manque d'implication de la communauté et prémunir à l'essoufflement des bénévoles impliqués dans les projets :

It is also evident, however, that expertise and experience, even if it is held and drawn upon by a few select individuals charged with the management of an initiative, can supplant the need for community involvement, at least once a community initiative reaches an operational stage (McIlveen et Bradshaw, 2009: 203).

Inversement, l'étude révèle également qu'un manque d'expertise et d'expérience peut être pallié par un degré important de participation de la communauté. On peut ainsi voir qu'il existe des interrelations entre les facteurs de succès et que l'importance de chacun de ceux-ci varie d'un cas à l'autre en fonction des contextes. En ce sens, il n'existe pas une « recette » à suivre pour s'assurer du succès d'une initiative :

« The recipe that communities, especially natural resource-based ones, need to follow in order to generate successful community enterprises in an era commonly identified by globalisation will necessarily vary based on the particulars of place and time » (McIlveen et Bradshaw, 2003).

Bullock, Hanna et Slocombe (2009) abordent également l'importance du support des communautés locales, ainsi que le défi de le maintenir actif. Les communautés n'étant pas homogènes, les deux auteurs identifient trois groupes au sein de celles-ci : un petit groupe de partisans aux initiatives, un petit groupe d'opposants ainsi qu'un grand groupe qualifié de « passif », composé de gens pouvant être partisans ou opposants. Une démonstration indiquant que l'initiative va de l'avant et progresse peut d'ailleurs permettre d'augmenter le support de la communauté. Or, cette démonstration est difficile :

(...) this was very difficult in all cases given the long proposal development process, slow response times in negotiations with government and industry, and limitations of volunteer power and capabilities (Bullock, Hanna et Slocombe, 2009 : 298).

Le manque de soutien gouvernemental semble également être une contrainte à la foresterie communautaire. Cette contrainte se traduit notamment par un manque de soutien financier aux initiatives, une réglementation plus ou moins adaptée à leurs activités ainsi qu'une hésitation des gouvernements provinciaux (dans ces cas-ci, de la Colombie-Britannique) à déléguer des pouvoirs sur les ressources aux organisations locales. En outre, dans les cas où

les gouvernements nationaux décentralisent une partie la gestion forestière au niveau local, il arrive que cette délégation ne soit pas accompagnée de ressources adéquates afin de prendre en charge ces nouvelles responsabilités (Charnley et Poe, 2007 : 315). Un meilleur soutien gouvernemental pourrait notamment aider les initiatives à pallier un manque de ressources humaines et physiques. En effet, celles-ci font parfois face à un problème de financement et une difficulté à engager des travailleurs qualifiés en foresterie ou en gestion (Bullock, Hanna et Slocombe, 2009).

La foresterie communautaire implique une gestion participative où les différentes parties prenantes sont représentées. La difficulté de certaines communautés à s'entendre sur les orientations des projets de foresterie communautaire représente en ce sens un défi considérable :

The diversity that typifies most communities usually necessitates a long period of negotiation and communication to inform those directly and indirectly involved and to reach agreement on goals and objectives (Ibid : 85).

Dès lors, ce mode de fonctionnement peut provoquer des conflits – ou aggraver des conflits déjà présents – entre les membres de la communauté (Bullock et Hanna, 2008). Cela rejoint l'un des postulats de Bullock, Hanna et Slocombe (2009) voulant qu'il soit souvent difficile pour les différentes parties prenantes impliquées d'atteindre un consensus sur les orientations à suivre. Dans certains cas, cela semble être un point déterminant dans la mesure où des initiatives décidant d'aller de l'avant sur un projet ou une orientation sans avoir obtenu de consensus risquent de vivre des conflits et même de subir un échec.

En somme, nous pouvons voir que les facteurs et contraintes à la foresterie communautaire sont multiples et variables d'un contexte à l'autre. Néanmoins, nous pouvons voir que la présence de droits sur les ressources clairement définis, des arrangements institutionnels efficaces ainsi qu'une implication et un support de la communauté ont été identifiés comme facteurs de succès par les auteurs qui les ont étudiés. Par ailleurs, bien qu'une gestion participative et une concertation entre les différentes parties prenantes soient des facettes importantes de la foresterie communautaire, elles peuvent occasionner des conflits entre les intervenants. Finalement, les autorités publiques semblent avoir un rôle important à jouer dans le succès d'initiatives de foresterie communautaire, que ce soit en supportant

financièrement et techniquement les organisations, en mettant en place des politiques et règlements facilitant la gestion communautaire ou bien en déléguant des droits sur les ressources.

1.4 Québec : forêt habitée

Le corpus scientifique quant à la foresterie communautaire est encore à ce jour assez limité au Québec. En outre, selon Lewis et Flamand-Hubert : « le lien qui existe entre la population québécoise et la forêt est demeuré peu exploré par les sciences sociales » (2011 : 1). Il existe d'ailleurs peu de documentation sur l'évaluation des projets-pilotes de manière à juger de la viabilité de ceux-ci et des facteurs de succès et contraintes à leur implantation. Néanmoins, nous nous intéresserons ici à la littérature (Gélinas et Bouthillier, 2005; Gélinas, 2001) portant sur des projets de forêt habitée, un concept mis de l'avant au milieu des années 1990 et concordant avec la définition de foresterie communautaire. Spécifions ici que le concept de forêt habitée n'est pas exclusif au Québec. En effet, ce vocable a été utilisé dès 1993 par le Réseau canadien de forêts modèles (RCFM), regroupant plusieurs organismes de recherche et développement à travers le Canada. Ces forêts modèles visent le développement durable de la forêt (Ressources naturelles Canada, 2012).

Au cours du dernier siècle, les communautés vivant à proximité de la forêt ont régulièrement exprimé leur volonté de prendre en charge, en partie ou en totalité, des territoires forestiers en vue d'en tirer des bénéfices socioéconomiques. (Laplane et Provost, 2010; Bouthillier et Dionne, 1995; Dionne et Saucier, 1995). Selon Teitelbaum (2009), ces volontés prennent racine dans le milieu du développement rural au Québec, qui « a travaillé activement à combattre le déclin économique et la migration grâce au développement économique local »¹⁵. Nous pourrions prendre notamment en exemple le mouvement de création des coopératives forestières dès les années 1930 et de façon accrue lors des années 1970 et 1980 (Gingras, 2007) ou la mobilisation des villages forestiers lors des Opérations Dignité (Dionne et Saucier, 1995). D'ailleurs, des discussions et des débats établissant le lien entre les communautés et la gestion forestière eurent lieu tout au long du 20^e siècle :

¹⁵ Traduction libre de : « which has worked actively to combat economic decline and out-migration through grassroots economic development » (Teitelbaum, 2009 : 4).

Déjà en 1911, le gouvernement établissait les premières réserves cantonales dans le but de répondre aux besoins du milieu rural. Dans les années 1960, on parlait de réorganiser l'activité forestière du Québec méridional et le concept de « forêts des régions habitées » voyait le jour. Il s'agissait alors autant de forêts privées que de forêts publiques, ces dernières s'étendant jusqu'à 50 kilomètres autour des villages de l'arrière-pays. (Coulombe, 2004 : 174).

Bien que des volontés de prise en charge de la forêt par les communautés aient été maintes fois exprimées par les communautés au fil du siècle dernier, le concept de forêt habitée est quant à lui plus récent. Ce concept fait néanmoins écho à ces volontés. En effet, la notion de forêt habitée a été utilisée depuis le début des années 90 pour désigner des projets de gestion locale des forêts, réalisés dans une optique de réappropriation des ressources du milieu forestier par les populations locales. Deux chercheurs ayant contribué à la définition du concept de forêt habitée affirment d'ailleurs que celle-ci est une « vieille idée », née de la déstructuration des systèmes agroforestiers et des « revendications populaires régionales pour mieux contrôler leurs ressources environnantes » (Bouthillier et Dionne, 1995 : 5). Selon les mêmes auteurs, le concept de forêt habitée peut se résumer aux quatre éléments suivants : le développement économique local, la mise en valeur des aspects récréotouristiques, la protection de l'environnement et le mouvement de réappropriation du territoire. Il s'agit en outre d'un « mode de développement endogène, qui offre aux acteurs d'une communauté un rôle de premier plan dans la gestion des ressources forestières » (Gélinas et Bouthillier, 2005 : 158)

1.4.1 Projets pilotes : leçons à tirer et évaluation

La notion de forêt habitée a reçu une certaine légitimité, lorsqu'en 1996, le Groupe de recherche interministériel sur la Forêt habitée (Groupe de travail interministériel sur la Forêt habitée, 1996) proposera, entre autres choses, la mise en place d'un réseau de projets pilotes et la création d'un fonds de mise en valeur des ressources¹⁶¹⁷. Quatorze projets pilotes seront

¹⁶ Cette dernière proposition se concrétisera par la mise en place du Programme de mise en valeur des ressources du milieu forestier (PMVRMF).

¹⁷ Les transformations du contexte forestier au Québec n'étaient pas exclusives à cette province, dans la mesure où l'idée de la foresterie communautaire et de la forêt habitée commençait déjà à cette époque à être de plus en plus reconnue à travers le Canada. Par exemple, en 1992 le Réseau canadien de forêts modèles voyait le jour. Certains de ces organismes de recherche et expérimentation – visant

expérimentés à partir de 1996, et ce, dans toutes les régions du Québec excepté la Montérégie, Laval et Montréal. Veuillez consulter à cet effet l'*Appendice A* pour la liste des différents projets et l'*Appendice B* afin de visualiser leur localisation géographique. D'après Bérard (2000), ces projets « visent une plus grande participation des populations à la gestion ainsi qu'à la mise en valeur intégrées de l'ensemble des ressources du milieu forestier sur un territoire désigné ». (Bérard, 2000 : 17) Selon Saumure (2008), certains projets pilotes ne cadrent toutefois pas nécessairement avec la définition de la foresterie communautaire en ce sens que rien ne garantit qu'ils soient gérés par la communauté. Il prend ainsi exemple de territoires consentis à des coopératives forestières ou des groupements forestiers (Saumure, 2008 : 45).

Quelques années après le début des projets pilotes, Chiasson, Boucher et Thibault ont affirmé que les changements apportés par les projets de forêt habitée apportent une reconfiguration des modes de gestion forestière où « la forêt devient un lieu de pluralité » (2005 : 10). En effet, alors que le régime forestier est historiquement marqué par le couple État-industriels, cette reconfiguration permet une plus grande intégration des acteurs de la société civile, des communautés et des groupes autochtones. Les auteurs prennent d'ailleurs en exemple l'un des projets pilotes de forêt habitée : le projet de la Forêt de l'Aigle. Les administrateurs de cette forêt auraient bien réussi la conciliation entre les différents utilisateurs et usagers du territoire ainsi qu'« une certaine intégration entre la vision autochtone et celle des autres usagers locaux » (Ibid).

Dans le but de valider la définition de forêt habitée véhiculée dans la littérature, Gélinas et Bouthillier ont publié en 2005 les résultats d'une évaluation de la perception des participants aux projets de forêts habitées. Gélinas et Bouthillier affirment que la forêt habitée représente, aux yeux de ces participants, un mode de gestion partenariale, en ce sens qu'elle implique « la représentativité et la responsabilisation des intervenants, la considération des besoins collectifs et le partage des informations » (Gélinas et Bouthillier, 2005 : 172). Afin de réaliser

l'évaluation de la perception, 18 éléments ont été proposés aux participants. Parmi ceux-ci, quatre sont ressortis comme étant des facteurs de succès aux yeux des répondants : le respect de la capacité productive du milieu, une large représentativité des intervenants, une diversification des activités ainsi qu'un bon état de connaissance sur le milieu. Aux yeux des auteurs, l'analyse révélerait également le paradoxe suivant : alors qu'un mouvement social en faveur d'une réappropriation des ressources marque l'historique du concept de forêt habitée, le respect des droits consentis est un facteur important à considérer aux yeux des répondants. Gélinas et Bouthillier expliquent ce paradoxe ainsi :

Quand des acteurs en quête de repositionnement politique sont conscients de la puissance des tenants de l'ordre établi, ils préfèrent amorcer une démarche de concertation avec ceux-ci (...) Tout se passe comme si les promoteurs de l'idée de Forêt habitée choisissent stratégiquement de rallier les deux joueurs dominants du régime forestier. Ce faisant, le concept de Forêt habitée passerait d'un mouvement social à une réforme politique (2005 : 170).

Une autre piste d'explication de ce paradoxe est que les droits consentis débordent la question des droits sur les ressources ligneuses et englobent les baux de villégiature, les droits fauniques et certains droits d'exploitation de produits forestiers non ligneux (PFNL). Ainsi, les promoteurs de projets de forêt habitée considéreraient important de respecter ces droits afin de s'assurer d'une concertation effective entre les différentes parties prenantes du territoire. Par ailleurs, les auteurs ont identifié un autre paradoxe dans les résultats de leur étude. En effet, bien que plusieurs soulignent l'importance de l'autofinancement des projets, d'autres considèrent qu'il est nécessaire d'avoir accès à des programmes de financement. Ainsi, le financement des projets assurerait la présence d'une « sorte de filet de sécurité dont il est difficile de se passer » (Gélinas et Bouthillier, 2005 : 170). Le financement adéquat est également un moyen de remettre en état des forêts surexploitées afin que celles-ci soient en mesure de retrouver une productivité susceptible de répondre aux attentes des gestionnaires de projet.

Le projet de la Forêt de l'Aigle – situé en Outaouais et disposant d'un territoire d'intervention de 14 000 ha (CGFA, 2000) – a été celui qui a reçu le plus d'attention académique (Chiasson, Blais et Boucher, 2006; Bouthillier et Gélinas, 2005; Gélinas, 2001). Considéré comme un modèle de succès, il est identifié par certains comme étant une initiative exceptionnelle et exemplaire (Chiasson, Boucher et Thibault, 2005). L'organisation chapeautant le projet est la

Corporation de gestion de la forêt de l'Aigle. Le conseil d'administration de la corporation compte sept membres collectifs, dont des associations récréatives, de chasse et de pêche, un club de motoneige, une communauté autochtone, une municipalité et une société sylvicole responsable des opérations et de l'aménagement forestier. Le projet de la Forêt de l'Aigle bénéficierait également d'une équipe de professionnels aux compétences diversifiées (Chiasson, Blais et Boucher, 2006). La corporation met en œuvre un mode de gouvernance participatif dans une perspective de conciliation des différents usages. Ce mode de gouvernance ainsi qu'une sensibilité à l'égard des aspirations et des besoins de la population locale semblent d'ailleurs être un point fort de la corporation (Ibid, 2006 : 118). Cela expliquerait l'adhésion de la communauté locale aux objectifs et orientations de développement. Un autre facteur de succès identifié est la qualité de la forêt ainsi que la variété et la valeur des essences d'arbres présentes. Cela permettrait aux gestionnaires de dégager des revenus substantiels de la récolte de matière ligneuse. La santé financière de la corporation semble ainsi dépendre de l'approvisionnement stable en matière ligneuse. En outre, toujours selon Chiasson, Blais et Boucher, la corporation récolterait « un nombre d'arbres inférieur à de [sic] ce qui pourrait être prélevé de façon à assurer le renouvellement du couvert forestier » (2006 : 117). Ce dernier postulat est à nuancer avec une évaluation du projet de la Forêt de l'Aigle par Gélinas (2001). En effet, l'évaluation réalisée dévoile une faiblesse quant au respect de la capacité de support des écosystèmes. Cela s'explique par un dépassement des possibilités annuelles de coupe pour les résineux. Néanmoins, ce postulat est relatif à une seule année et « (...) sur un cumulatif de quatre ans, les possibilités sont bel et bien respectées » (Gélinas, 2001 : 136). En outre, le dépassement des volumes de bois récolté prévu serait explicable également par la nécessité de réaliser les investissements nécessaires au démarrage du projet, et de s'assurer de l'autofinancement de l'organisation.

Gélinas identifie également d'autres points forts de la Forêt de l'Aigle. En effet, l'évaluation qu'elle a réalisée révèle que ses gestionnaires ont su « rallier la population et répondre à ses besoins en lui permettant de s'exprimer et de profiter des ressources locales aménagées [sentiers récréotouristiques notamment] » et qu'ils ont su faire confiance à l'expertise locale (entrepreneurs locaux notamment) afin de créer des occasions d'affaires. (Gélinas, 2001 : 139). Par ailleurs, le projet de la Forêt de l'Aigle a pu bénéficier d'un soutien

du gouvernement québécois dans la flexibilité des normes. Finalement, Gélinas a identifié qu'une des grandes forces du projet de la Forêt de l'Aigle est les efforts déployés par l'organisation pour inventorier le territoire et les différentes ressources le composant :

De la ressource forestière à la ressource faunique en passant par la caractérisation des utilisateurs du territoire, le portrait établi du territoire de la Forêt de l'Aigle est complet. Ce recueil d'informations permet aux gestionnaires de la CGFA de prendre des décisions éclairées concernant le choix des activités d'aménagement et d'exploitation à réaliser. (Gélinas, 2001 : 140).

Dans une présentation des résultats de deux sondages portant sur l'ensemble des projets pilotes de forêt habitée (Bérard, 2000), différents facteurs semblent déterminants quant au succès ou non d'un projet. Tout d'abord, il apparaît que les projets disposant de droits sur les ressources forestières s'autofinancent davantage que les projets ne possédant pas de tels droits :

Les projets où le promoteur détient les droits forestiers [...] et où il peut mettre en marché le bois destiné aux usines de transformation démontrent de bonnes performances financières (revenus autonomes élevés) (Bérard, 2000 : 21).

La possibilité de vendre la matière ligneuse servirait en ce sens de levier de développement permettant de financer les activités des organisations. Bérard se fait plus pessimiste quant aux projets où les droits forestiers sont détenus par les industriels forestiers, dans la mesure où les organisations ne peuvent réaliser de profits sur les travaux d'aménagement et la vente de bois. Les organisations impliquées arriveraient ainsi difficilement à dégager suffisamment de profits pour assurer le financement de leurs activités de gestion. La détention de droits sur les ressources comporte un autre avantage : celui de servir de garantie bancaire « pour investir dans la production de ressources et dans le développement de services » (Bérard, 2000 : 22). La Commission Coulombe proposait d'ailleurs, dans son rapport déposé en 2004, au gouvernement d'allouer des volumes de bois à des projets de forêts habitées :

La Commission estime que, dans plusieurs situations où des volumes de bois deviennent disponibles, le Ministère devrait favoriser leur réallocation vers des contrats d'aménagement forestier (CtAF) ou des conventions d'aménagement forestier (CvAF). À titre d'exemple, les initiatives de forêt habitée devraient pouvoir bénéficier d'un engagement formel et à long terme, soit par le biais d'une convention, soit par le biais d'un nouveau type de « contrat de forêt habitée » (Coulombe, 2004 : 176).

Par ailleurs, les revenus tirés de la récolte de la matière ligneuse et de travaux d'aménagement sont d'une importance prépondérante dans la viabilité économique des projets. En effet, bien que les concepts de foresterie communautaire et de forêt habitée impliquent une gestion multiressource, dégager des revenus de la mise en valeur des ressources non ligneuses et des autres potentialités du territoire (ex. récréotourisme) est un défi considérable. En effet, alors que seulement six projets de forêt habitée retirent des revenus « d'autres produits et services que le bois [...] ces revenus varient de 1 000 à 36 000 \$/année et ne représentent que de 1 à 12 % de leur chiffre d'affaires annuel » (Bérard, 2000 : 22).

Dans son analyse des projets pilotes de forêt habitée, Bérard souligne l'importance de l'accès à des fonds subventionnaires pour la viabilité des organisations. En effet, tous les projets pilotes auraient bénéficié du programme de mise en valeur des ressources du milieu forestier¹⁸ :

En 1998-1999, 1,3 million \$ du volet II du PMVRMF a été accordé aux projets témoins. Pour cette même année, cette source de revenus représentait, en moyenne, 16 % de leur chiffre d'affaires annuel et créait au total l'équivalent de 38 emplois annualisés à 256 jours/année. (Bérard, 2000 : 22)

En outre, le soutien d'instances et d'organismes régionaux semble avoir été un facteur de succès pour les projets pilotes. Des organisations telles les MRC et les CRD¹⁹ auraient d'ailleurs facilité l'utilisation par les projets pilotes du PMVRMF. Bien que les participants aux projets pilotes de forêt habitée reconnaissent généralement l'importance d'un support gouvernemental – passant notamment par une collaboration avec des intervenants du ministère des Ressources naturelles et de la Faune (MRNF) –, les promoteurs souhaiteraient « que les ministères présentent davantage d'ouverture pour mettre en place les

¹⁸ Ce programme, financé à partir des droits de coupe versés par les détenteurs de CAAF au MRNF, vise notamment à « favoriser l'aménagement intégré des ressources du milieu forestier (...) [et] favoriser le partenariat et le partage du financement de certaines activités entre le gouvernement, l'industrie forestière et les acteurs régionaux ou les communautés autochtones » (MRNF, 2011b). L'une des conditions pour obtenir des fonds de ce programme est que les projets d'aménagement soient réalisés à proximité des zones habitées.

¹⁹ Les Conseils régionaux de développement (CRD) sont les ancêtres des Conférences régionales des élus (CRÉ). Tout comme ces dernières, elles avaient un rôle de concertation et de planification régionale (CGFA, 2000).

conditions favorables au plein développement de leur projet » (Bérard, 2000 : 23). Cela passerait notamment par l'obtention de droits sur les ressources.

Un dernier facteur déterminant ou non le succès d'une initiative est la qualité de la forêt. En effet, comme nous l'avons précédemment souligné en discutant du projet de la Forêt de l'Aigle, l'excellent état de leur forêt leur permet de retirer une part de profits intéressante de la récolte de matière ligneuse. En contrepartie, tels que l'affirme Bérard, d'autres projets ont plus de difficultés à s'autofinancer étant donné l'état de la forêt (Bérard, 2000 : 22).

En somme, nous avons vu que le concept de forêt habitée découle d'un mouvement social en faveur de la prise en charge de la forêt par les communautés. Le gouvernement du Québec a d'ailleurs reconnu ce concept au milieu des années 1990 et a lancé une série de projets pilotes à travers la province. Nous avons vu que la question des droits sur les ressources semble être un facteur expliquant le succès de certains projets, et la viabilité de ceux-ci. Bien qu'un soutien gouvernemental et régional semble être un facteur de succès, ces projets ont généralement évolué dans une conjoncture peu favorable à leur développement. Dans le cas de la Forêt de l'Aigle, la qualité de la forêt, le support de la population, le soutien gouvernemental dans la flexibilité des normes ainsi que la détention de droits sur les ressources semblent être les principaux facteurs expliquant le bon fonctionnement de leur organisation.

CHAPITRE II

CADRE CONCEPTUEL ET MÉTHODOLOGIQUE

Ce chapitre vise à présenter les objectifs de recherches et le cadre conceptuel et méthodologique. Les cadres et outils présentés ici servent à répondre à notre objectif général de recherche, qui est d'identifier les facteurs de succès et les contraintes aux initiatives de foresterie communautaire à l'étude. Les deux cas à l'étude seront également brièvement présentés.

À la recherche de facteurs déterminants le succès ou non d'une initiative, il apparaît pertinent d'évaluer ces dernières selon leur atteinte ou non des objectifs associés à la foresterie communautaire. En ce sens, nous nous inspirerons des travaux de Teitelbaum (2009) – et dans une moindre mesure des travaux de Gélinas (2001) – afin de réaliser une évaluation de deux initiatives de foresterie communautaire. En outre, à la lueur de la revue de littérature, nous sommes d'avis que, pour appréhender les facteurs de succès et les contraintes à la foresterie communautaire, il importe de bien comprendre le contexte social, politique et culturel des initiatives à l'étude. En ce sens, nous nous intéresserons au contexte de création, d'évolution et de fonctionnement des initiatives. Nous proposons ici une approche méthodologique mariant l'utilisation d'un outil d'évaluation composé de critères et d'indicateurs à une analyse qualitative basée sur des entrevues réalisées avec des membres des initiatives à l'étude. Cette façon de faire nous permettra de comparer les deux initiatives, tout en prenant en compte les spécificités des deux projets à l'étude.

2.1 Questions et hypothèses de recherche

Comme nous l'avons vu lors du chapitre précédent, le concept de foresterie communautaire est né suite à des critiques du mode de gestion forestière centralisée par les gouvernements nationaux. Nous avons vu également que l'étude des facteurs de succès et des contraintes à la foresterie communautaire est un domaine en émergence et encore à ce jour peu documenté. En outre, les facteurs et contraintes varient d'un contexte à l'autre et couvrent un large éventail.

Dans le cadre de ce mémoire, nous nous intéresserons aux facteurs déterminants ou non le succès d'initiatives de foresterie communautaire. Dans cette optique, notre question générale de recherche est la suivante :

- Quels sont les facteurs expliquant le succès ou non d'une initiative de foresterie communautaire?

Pour ce faire, nous entendons répondre à cette question en approfondissant notre questionnement par deux questions spécifiques. Premièrement, nous sommes d'avis qu'il est primordial de mesurer le succès de ces initiatives. En ce sens, nous entendons évaluer la capacité qu'ont les IFC à atteindre les objectifs liés à la définition de la foresterie communautaire. Par exemple, nous avons vu que, dans sa définition la plus large, la foresterie communautaire implique des bénéfices socioéconomiques, écologiques et culturels grâce à la participation des communautés dans la gestion forestière (Alemagi, 2010). Ainsi, le succès ou non d'une initiative devrait être mesuré selon l'atteinte ou non de cette participation des communautés et des bénéfices découlant de ce mode de gestion. En somme, afin de dégager les facteurs de succès d'une initiative donnée, il nous importe d'évaluer tout d'abord si celles-ci arrivent à atteindre les objectifs de la foresterie communautaire. Dans cette optique, notre première question spécifique de recherche est :

- Dans quelle mesure les initiatives de foresterie communautaire arrivent-elles à atteindre les objectifs dont ce mode de foresterie s'est doté?

L'outil méthodologique utilisé pour répondre à cette question spécifique est un outil d'évaluation des IFC consistant en une grille de critères et d'indicateurs liés à cinq concepts-clés de la foresterie communautaire : gouvernance participative, gestion intégrée, gestion multiressource, retombées économiques locales et viabilité écologique. Vous retrouverez une définition de ces concepts-clés à la section 2.5. En outre, comme il sera expliqué lors de la présentation de la grille de critères et d'indicateurs (article 2.4.2), cet outil évalue en majorité la présence ou non de processus – de concertation des parties prenantes ou de réalisation d'inventaires fauniques par exemple. L'outil comporte également quelques indicateurs de résultats. Cet exercice est pertinent afin d'évaluer si les initiatives ont mis en place les structures et processus préalables à l'atteinte des objectifs de la foresterie communautaire.

Par ailleurs, il nous apparaît que la première question spécifique ne suffira pas à répondre à notre question générale et à dégager les facteurs de succès et les contraintes à la foresterie communautaire. En effet, nous avons vu que l'outil d'évaluation permet d'entrevoir les principaux points forts et points faibles des IFC à l'étude – et certains facteurs déterminant ou non le succès des initiatives. Toutefois, l'évaluation dégagée demeure figée dans le temps et ne permet pas de témoigner du caractère dynamique des initiatives et de leur évolution temporelle. En outre, cette question spécifique relative à l'atteinte ou non des objectifs de la foresterie communautaire ne permettra pas d'appréhender le contexte politique et social des initiatives à l'étude. Rappelons que ce contexte est important à prendre en compte dans le succès ou non d'une initiative (McIlveen et Bradshaw, 2009; Padgee, Kim et Daugherty, 2006).

Dans ce cadre, nous entendons compléter la première question par une deuxième relative au contexte de création, d'évolution et de fonctionnement des initiatives. En ce sens, notre deuxième question spécifique est la suivante :

- Quels sont les contextes de création, d'évolution et de fonctionnement des initiatives de foresterie communautaire ?

C'est au cœur des entretiens semi-directifs réalisés avec les acteurs liés aux initiatives que nous pourrions retracer les grands paramètres de réponse. Cette deuxième question spécifique de recherche est volontairement large, dans la mesure où elle nous permettra de nous adapter

au contexte particulier des deux cas à l'étude, et de déterminer quels sont les facteurs de succès, les contraintes et les défis soulevés par les acteurs des initiatives que nous rencontrerons. Dès lors, cela nous permettra également de répondre aux questions suivantes :

- Pour quelles raisons les initiatives de foresterie communautaire ont-elles été créées ?
- Quels facteurs semblent avoir été déterminants dans l'évolution des IFC ?
- Quels sont les défis auxquels les IFC sont confrontés aujourd'hui ?

Finalement, cette deuxième question spécifique de recherche pourra également révéler des facteurs n'étant pas ressortis lors de l'analyse par l'outil d'évaluation des IFC.

2.2 Communautés, acteurs sociaux et parties prenantes

Étant donné que les concepts de communauté, d'acteurs sociaux et de parties prenantes reviendront à maintes reprises au sein de ce mémoire, il nous apparaît à propos de définir ce qu'ils signifieront au sein de ce mémoire.

Tout d'abord, le concept de communauté est une notion polysémique pouvant référer à différents types de liens sociaux. Dans le cadre de ce mémoire, nous privilégierons la définition suivante : « un système social qui implique des interrelations entre des personnes partageant une proximité géographique, un accès à un territoire forestier et un intérêt face à sa gestion »²⁰. Ainsi, notre définition du concept de communauté se base d'emblée sur une proximité géographique. Toutefois, nous considérons ce concept comme étant un système social complexe composé d'intérêts et d'identités hétérogènes (Skutsh, 2000; Agrawal, 1997). Par ailleurs, nous ferons lorsque cela est nécessaire une distinction entre :

- Une communauté locale : à l'échelle d'une municipalité ou des municipalités concernées de près par une initiative de foresterie communautaire;
- Une communauté régionale : englobant un plus grand territoire et débordant les limites des territoires d'intervention des initiatives de foresterie communautaire.

²⁰ Cette définition s'inspire de la définition du concept de communauté dans un texte de Duinker (1994 : 712), et des différents types de communauté qu'il y décrit.

Les notions de parties prenantes et d'acteurs sociaux sont des concepts très similaires l'un de l'autre. Premièrement, au sens large, un acteur social est considéré par Friedberg comme suit :

(...) quelqu'un est un acteur par sa simple appartenance au contexte d'action étudié dans la mesure où son comportement contribue à structurer ce contexte (Friedberg, 1994 : 136).

Un acteur social peut d'ailleurs être individuel ou collectif, selon le cas. Ce concept reconnaît à la fois la possibilité d'action et d'intervention des acteurs au sein d'une communauté, que la capacité de l'environnement social de contraindre l'acteur. Le concept de partie prenante, quant à lui, fera plus spécifiquement référence aux acteurs participant au processus de gouvernance et de concertation des deux initiatives de foresterie communautaire. À partir de la définition de Borrini-Feyerabend (1997), nous considérerons comme parties prenantes des institutions, des groupes sociaux et des personnes pour lesquels la gestion du territoire forestier local représente un enjeu direct, important et spécifique²¹. Ce dernier enjeu :

(...) peut découler d'un mandat institutionnel, de la proximité géographique, de l'appartenance à une association, de la dépendance pour la subsistance, d'un intérêt économique, ainsi que de compétences et de préoccupations variées (Borrini-Feyerabend, 1997 : 7-8).

Toujours selon Borrini-Feyerabend, une partie prenante est prête à investir des ressources particulières dans la gestion du territoire, que ce soit du temps, de l'argent ou du pouvoir politique. Ainsi, alors qu'un acteur social peut qualifier une panoplie d'individus plus ou moins concernés par la gestion du territoire forestier local, le concept de partie prenante fait plus directement référence aux acteurs directement liés à cette gestion.

2.3 Différents types de droits

Étant donné que la présence ou non de droits sur les ressources est revenue à maintes reprises comme facteur déterminant quant au succès d'une initiative – et qu'il existe plusieurs types de droits et que ceux-ci sont très variables d'un pays à l'autre et d'une juridiction à l'autre –

²¹ Cette définition est inspirée de la définition suivante, relative à la gestion d'aires protégées : « (...) le terme "parties prenantes" est utilisé pour se référer aux institutions, groupes sociaux et personnes pour lesquels l'aire protégée représente un enjeu direct, important et spécifique » (Borrini-Feyerabend, 1997 : 7).

nous nous appuyerons sur un schéma conceptuel (Schlager et Ostrom, 1992) reconnu et abondamment utilisé dans la littérature. Ce schéma (voir tableau 2.1) vise à distinguer les différents types de droits de propriété. Nous y distinguons cinq types de droits²² :

- *Accès* : le droit d'entrer et de circuler dans un territoire physique;
- *Extraction* : le droit de prélever des ressources d'un territoire;
- *Gestion* : le droit de réaliser des aménagements d'une ressource et de gérer les activités à réaliser;
- *Exclusion* : le droit de déterminer les conditions d'accès à la ressource ou au territoire, incluant le droit de déterminer de quelle manière le droit d'accès peut être transféré;
- *Aliénation* : le droit de céder ou de prêter l'un ou l'autre des quatre premiers types de droits (ou l'ensemble de ces droits).

Tableau 2.1 Types de droits

Types de droits	Définition	Acteurs détenteurs des droits / Québec
Accès	Le droit de prendre part à une propriété donnée (ou d'entrer dans une zone physique définie)	Accès libre
Retrait	Le droit de prélever les produits spécifiques d'une ressource	Public / Privé / Communauté / Individuel
Gestion	Le droit de transformer la ressource et d'en réglementer les modes d'utilisation interne	Public / Privé / Communauté
Exclusion	Le droit de décider qui aura droit d'accès, de retrait ou de gestion	Public
Aliénation	Le droit de céder ou de prêter n'importe lequel des quatre premiers droits	Public

*Excepté lors des opérations de récolte ou les opérations sylvicoles.

Selon (Schlager et Ostrom, 1992; Ostrom, 2009; Gouvernement du Québec, 2011)

²² La description des différents droits est basée sur une traduction réalisée à partir du texte de Schlager et Ostrom (1992).

Au sein du présent mémoire, lorsque nous ferons référence aux droits sur les ressources, ce sera en lien avec les droits d'« extraction » et de « gestion ». En effet, ce sont principalement ces deux types de droits qui sont généralement délégués par l'État à l'industrie forestière, et qui pourraient être éventuellement gérés régionalement/localement en vertu de la politique de forêt de proximité (*voir* art. 3.1.2).

2.4 Approche méthodologique

L'approche retenue pour l'approfondissement de cette problématique prend appui sur l'étude de cas. Celle-ci est définie comme étant « une approche de recherche empirique qui consiste à enquêter sur un phénomène, un événement, un groupe ou un ensemble d'individus, sélectionné de façon non aléatoire, afin d'en tirer une description précise et une interprétation qui dépasse ses bornes » (Angers, 1996 : 166). En prenant un cas (ou quelques-uns), cette approche permet de comprendre en profondeur la problématique étudiée et également de mieux cerner le système plus large. En contrepartie, la principale limite de l'étude de cas est qu'elle n'est pas représentative : « Le cas n'est pas un échantillon représentatif qui permettrait de tirer des conclusions globales » (Roy, 2004 : 167). Toujours selon Roy, cette approche est reconnue comme étant exploratoire et représente un moyen de faire découvrir des phénomènes peu connus. En outre, l'étude de cas est tout indiquée pour analyser un « phénomène diffus ou à l'état embryonnaire » (Angers, 1996). Dans le cadre mouvant des transformations du régime forestier québécois, et aux stades de développement des deux initiatives de foresterie communautaire, l'étude de cas est une des approches à privilégier pour bien comprendre le contexte de création et de fonctionnement de ces initiatives ainsi que les opportunités qui s'offrent à eux.

Dès lors, afin de bien poser les contours de cette étude de cas, nous privilégierons deux voies méthodologiques complémentaires : l'analyse qualitative basée sur une série d'entretiens réalisés avec des acteurs des initiatives de foresterie communautaire – ainsi que des représentants régionaux – et, en parallèle, l'utilisation d'un outil d'évaluation d'initiatives de foresterie communautaire.

2.4.1 Analyse qualitative

Comme nous l'avons vu lors de la revue de la littérature, les facteurs de succès et les contraintes aux initiatives de foresterie communautaire couvrent un large éventail et varient considérablement d'un contexte à l'autre. L'analyse qualitative – basée sur la réalisation d'entretiens de recherche avec les acteurs-clés des cas à l'étude – sera en ce sens tout indiquée afin de comprendre les contextes spécifiques des deux initiatives de foresterie communautaire dont il est question. Ce volet qualitatif sera en outre pertinent afin de décrire le contexte de création et d'évolution des deux cas à l'étude et donc d'appréhender ces initiatives dans une perspective dynamique. L'analyse qualitative permettra également de dégager des pistes de réflexion sur l'application éventuelle du nouveau régime forestier pour les membres des initiatives de foresterie communautaire. Nous considérons d'ailleurs que ce volet qualitatif cadre bien avec l'un des attributs que l'on reconnaît aux approches qualitatives, soit la prise en compte du contexte et la prise en compte du caractère mouvant de la vie sociale :

(...) les qualitatifs appréhenderaient les rapports sociaux en contexte et chercheraient à situer les phénomènes dans une totalité; les changements sociaux attireraient également l'attention des chercheurs qualitatifs (Comeau, 1994 : 7).

Par ailleurs – bien que cela ne soit pas le but premier de ce volet qualitatif –, les informations recueillies auprès des acteurs-clés des cas à l'étude permettront d'évaluer certains indicateurs au sein de l'outil d'évaluation des IFC qui sera présenté à l'art. 2.4.2.

L'analyse qualitative vise à comprendre « le sens de propos recueillis ou de comportements observés » (Angers, 1996 : 60). Elle cherche non pas à quantifier une réalité, mais à étudier en profondeur un échantillon restreint (Comeau, 1994). À l'intérieur de l'analyse qualitative, nous utiliserons plus spécifiquement l'entretien de type semi-directif, qui consiste en une « interaction verbale entre des personnes qui s'engagent volontairement [...] afin de partager un savoir d'expertise, et ce, pour mieux dégager conjointement une compréhension d'un phénomène d'intérêt pour les personnes en présence » (Savoie-Zajc, 2009 : 295). En d'autres mots, l'entretien de recherche qualitatif consiste à une co-construction des savoirs entre le

chercheur et l'interviewé, où les points de vue et perceptions des personnes interviewées sont mis à contribution et analysés en vue de mieux comprendre une problématique.

Bien qu'un canevas d'entretien est réalisé afin de guider l'entrevue selon les données que l'on souhaite dégager, la réalisation d'un entretien semi-dirigé demande au chercheur de demeurer souple dans sa façon d'amener les questions et de laisser une marge de manœuvre à l'interviewé. En effet, bien que les thèmes couverts lors d'un entretien soient prédéterminés (Ibid) – et que le chercheur tend à couvrir l'ensemble de ceux-ci – l'entrevue est réalisée de manière à permettre souplesse et flexibilité. Ainsi, l'interviewé peut aborder des sujets qui ne cadrent pas nécessairement avec le canevas d'entretien. De cette façon – et en privilégiant des questions ouvertes –, le participant est en mesure de décrire « (...) ses opinions, ses sentiments, ses croyances à propos d'un objet d'étude quelconque » (Savoie-Zajc, 2004 : 309). Par ailleurs, l'analyse qualitative est considérée comme une approche inductive, visant à créer du sens à partir du spécifique vers le général (Blais et Martineau, 2006), en opposition à une approche déductive visant plutôt à tester des hypothèses et des théories à partir des données collectées. Cela signifie : « qu'à partir de faits rapportés ou observés (expériences, événements, etc.), le chercheur aboutit à une idée par généralisation et non par vérification à partir d'un cadre théorique préétabli » (Ibid : 5-6).

Plus concrètement, nous avons réalisé sept entrevues avec des répondants de la MRC Domaine-du-Roy ainsi que huit dans la MRC Maria-Chapdelaine. Nous avons décidé de rencontrer un répondant supplémentaire dans la MRC Maria-Chapdelaine dû au nombre élevé de corporations locales en milieu forestier impliqué (huit). Par ailleurs, étant donné que les modèles de foresterie communautaire varient d'une MRC à l'autre, les catégories d'acteurs rencontrés varient quelque peu. Notre préoccupation – lors de la réalisation du terrain – était de rencontrer les acteurs-clés de ces initiatives, tout en recherchant une relative diversité entre les répondants. Le tableau 2.1 résume ces catégories :

Tableau 2.2 Catégories de répondants

MRC Domaine-du-Roy	MRC Maria Chapdelaine
3 Membres de l'équipe de travail de la Coopérative de solidarité forestière de la Rivière-aux-Saumons	3 membres de l'équipe de travail de l'Agence de gestion intégrée des ressources
3 membres du Comité des usagers du Projet de Forêt habitée de la Doré	4 membres des Corporations locales de développement en milieu forestier
1 intervenant de la MRC oeuvrant dans la planification du territoire	1 intervenant de la MRC oeuvrant dans la planification du territoire

Les catégories d'analyse n'ont pas été détaillées davantage afin de préserver la confidentialité des répondants. Néanmoins, nous avons porté une attention particulière à choisir des répondants susceptibles d'apporter une pluralité de points de vue au sein des initiatives de foresterie communautaire. Par exemple, au sein des équipes de travail, nous avons rencontré des répondants ayant différents rôles-clés dans l'organisation, tels des biologistes, des techniciens forestiers et des coordonnateurs. Étant donné que ces derniers avaient des rôles spécifiques dans les initiatives, nous jugeons que leurs expériences spécifiques enrichiront la problématique étudiée. Nous avons également rencontré des élus municipaux, des représentants d'associations locales, etc. Finalement, des intervenants forestiers – oeuvrant dans la planification du territoire de chacune des deux MRC – ont été rencontrés, afin de mieux comprendre la dynamique forestière régionale et pour réfléchir à l'éventuelle mise en place de la politique des forêts de proximité. Notons toutefois que ceux-ci ne sont ni employés ni bénévoles au sein des organismes à l'étude.

Finalement, suite à une transcription des entrevues (enregistrées), les données seront analysées de manière à donner du sens aux données brutes par un effort de catégorisation réalisé par le chercheur (Blais et Martineau, 2006). Après maintes lectures des transcriptions d'entrevues, les transcriptions seront divisées en unité de sens (constitués de quelques mots, d'une phrase ou d'une idée exprimée) qui sont regroupées au sein de catégories émergeant au fil du processus de catégorisation. Ce processus demandant au chercheur d'interpréter les données exige une grande rigueur afin de diminuer les biais possibles (Savoie-Zajc, 2004).

2.4.1.1 Limites

D'emblée, en termes de limites, il faut reconnaître que le nombre d'entretiens réalisés (15) demeure relativement faible. En effet, bien qu'un échantillon de 10 à 15 est fréquemment utilisé dans une étude qualitative (Savoie-Zajc, 2004), un nombre plus élevé de répondants auraient permis d'interpréter plus finement les données recueillies. À cet égard, ces données ne nous permettent pas d'affirmer que nous avons atteint une saturation théorique. Selon Savoie-Zajc, cette dernière est atteinte lorsque « (...) l'ajout de nouvelles données par la poursuite d'entrevues n'ajoute plus à la compréhension que l'on se fait d'un phénomène » (2004 : 305). Force est de constater que nous aurions pu mieux comprendre la problématique étudiée en réalisant davantage d'entretiens, et en élargissant le spectre des catégories d'analyse. En effet, considérant le fait que les acteurs forestiers sont nombreux – et que deux initiatives sont à l'étude – un plus grand nombre d'entrevues auraient notamment permis de mieux aborder le contexte régional dans lequel les initiatives s'insèrent.

2.4.1.2 Considérations éthiques

Lors de la réalisation des entretiens de recherche, nous nous sommes engagés à garantir leur confidentialité des répondants. En ce sens, nous avons fait signer en bonne et due forme un formulaire de consentement aux répondants dans lequel nous nous engageons à assurer la confidentialité de leur participation. Vous noterez ainsi que les répondants se sont vus attribuer des codes numériques. Nous avons porté une attention particulière à ce que les citations des entretiens présentées dans ce mémoire ne puissent permettre de reconnaître un répondant en particulier. Les transcriptions des entretiens ont été rédigées et utilisées par l'étudiant responsable de ce mémoire. Elles sont maintenant conservées sur deux supports numériques, eux-mêmes remisés dans un classeur fermé à clé.

2.4.2 Analyse à partir d'un outil d'évaluation des IFC

Afin de bien répondre à l'une des questions spécifiques – relativement à l'atteinte ou non par les initiatives à l'étude des objectifs associés à la foresterie communautaire –, une série de critères et d'indicateurs seront utilisés afin d'évaluer les retombées des deux cas à l'étude ainsi que les processus qu'ils ont mis en œuvre pour atteindre lesdits objectifs. Cela répond à un manque au sein de la littérature – soulevé par Teitelbaum – quant à l'évaluation des retombées générées par les IFC. En effet, la plupart des recherches (Chiasson, Boucher et Thibault, 2005; McIlveen et Brshaw, 2009) portant sur les initiatives de foresterie communautaire axent leur analyse sur la dynamique de création des projets ou l'identification de conditions gagnantes, alors que peu de chercheurs s'intéressent aux retombées dégagées par ces IFC. Dans cet esprit, à l'exception des travaux de Gélinas (2001) sur l'évaluation de projets de forêt habitée et de Teitelbaum (2009) sur les retombées socio-économiques des IFC, peu de recherches ont tenté de caractériser les différentes facettes des projets de foresterie communautaire, de manière à évaluer leur fonctionnement :

There is therefore a weakness in the literature in terms of assessing and measuring the actual results of these initiatives before going to the next step of analyzing the implications of implementation (Teitelbaum, 2009: 99).

Comme nous l'avons vu, le présent mémoire vise à évaluer les initiatives tout en décrivant leurs contextes de création et d'évolution. En ce sens, nous nous situons à l'intersection entre une description du développement de ces initiatives et l'évaluation de celles-ci. Selon Gélinas, l'évaluation d'un projet a notamment pour objectif de « s'assurer qu'il répond aux objectifs et ainsi découvrir où se trouvent les forces de l'organisation évaluée » (2001 : 139). L'outil d'évaluation qui est proposé dans la présente étude est basé principalement sur la série d'indicateurs développés par Teitelbaum (2009), bien que nous nous sommes également inspirés des travaux de Gélinas (2001) pour ce qui est de la création d'indicateurs relatifs à la viabilité écologique des IFC.

Dans la construction de la grille de critères et d'indicateurs des initiatives de foresterie communautaire, Teitelbaum (2009) s'est basé sur un cadre développé par le *Center for*

International Forestry Research (CIFOR) pour l'évaluation de l'aménagement forestier durable dans les tropiques. En outre, Teitelbaum a utilisé différents moyens afin de créer la série de critères et d'indicateurs ainsi que les seuils de mesure qui leur sont associés. Elle a entre autres réalisé une revue de littérature de l'évaluation des initiatives de foresterie communautaire, tout en élargissant cette revue afin de rallier des problématiques tels la cogestion des ressources, la participation publique, le développement économique communautaire, etc. Des indicateurs développés par le *Forest Stewardship Council* ont également été utilisés dans la construction de la grille (Teitelbaum, 2009). L'outil d'évaluation développé par Teitelbaum contient à la fois des indicateurs pour jauger les retombées concrètes des initiatives (emplois locaux, investissements locaux) que des indicateurs axés sur les processus mis en place par celles-ci, telles l'identification des valeurs et des activités des utilisateurs de la forêt ou la représentation des diverses parties prenantes.

Dans le cadre de ses études doctorales, Gélinas (2001) a créé un cadre d'évaluation constitué selon cinq sous-systèmes ayant chacun des indicateurs associés. Les sous-systèmes se déclinent comme suit : valeurs environnementales (respect de la capacité de support des écosystèmes), technocognitif (développement de connaissances sur le territoire, potentiels de ressources à exploiter), structure représentative (représentativité des intervenants, réponse aux besoins de la collectivité), gestion (respect des droits acquis, distribution équitable) et environnement externe (implication des gouvernements, participation du public). Les indicateurs associés à chacun de ces sous-systèmes se déclinent en trois types d'indicateurs : quantitatifs, qualitatifs et descriptifs. L'évaluation vise à cerner l'écart entre les objectifs prédéfinis et la réalité : plus l'écart sera jugé faible plus la performance d'une organisation relativement à un sous-système sera jugée forte alors qu'inversement un écart important témoignera d'une faiblesse.

2.4.2.1 Présentation de l'outil utilisé

Au sein de la grille de critères et d'indicateurs qui sera utilisée pour évaluer les IFC à l'étude, quatre des cinq concepts-clés de la foresterie communautaire sont basés directement sur les

travaux de Teitelbaum (2009)²³. Ces thèmes sont tous des concepts liés à la foresterie communautaire²⁴ :

- **Gouvernance participative** : ce thème s'intéresse à la structure organisationnelle et la composition des comités décisionnels et consultatifs à l'intérieur des projets.
- **Bénéfices socioéconomiques locaux** : ce thème vise à cerner les retombées des initiatives de foresterie communautaire pour la communauté locale, ainsi que la viabilité de ces organisations.
- **Gestion intégrée** : ce thème est lié à une gestion qui prend en compte les différents usages et valeurs des utilisateurs du territoire.
- **Gestion multiressource** : ce thème évalue notamment les efforts dans la mise en valeur des multiples ressources du territoire forestier. Contrairement à la gestion intégrée, la gestion multiressource vise à développer les différentes ressources du territoire, et non seulement à les intégrer dans la planification du territoire.

À ces quatre thèmes, celui de **viabilité écologique** s'ajoute à l'évaluation pour la présente étude. L'objectif de ce thème est de déterminer si les promoteurs des initiatives de foresterie communautaire s'efforcent de mieux connaître les spécificités du territoire (inventaires et études), dans le but éventuel d'adapter les interventions réalisées pour mieux tenir compte des espèces et des milieux vulnérables ainsi que de la capacité de régénération des ressources forestières.

Cette manière d'évaluer la viabilité écologique via les processus mis en place par les IFC afin de mieux connaître les spécificités du territoire s'inspire des travaux de Gélinas (2001), particulièrement des sous-systèmes valeurs environnementales et technocognitif. Alors que dans l'outil de Gélinas, le sous-système technocognitif cherche à mesurer si les IFC ont un souci de connaissances des différentes potentialités du territoire en vue d'une mise en valeur, le sous-système valeurs environnementales vise plutôt à vérifier si les organisations oeuvrent dans le respect de la capacité de support des écosystèmes. Afin d'évaluer ce dernier sous-

²³ Le concept de gestion intégrée n'était pas traité par Teitelbaum dans le cadre de ses travaux doctoraux. Les critères et indicateurs utilisés pour ce concept ont été fournis par Teitelbaum, qui a supervisé une partie de ce mémoire.

²⁴ Consultez la *section 2.5* afin d'avoir une définition plus détaillée de ces concepts et des exemples de critères et d'indicateurs associés à ceux-ci.

système, celle-ci utilise des données tels les possibilités annuelles de coupe et l'accroissement de la productivité forestière. Dans le cas de la présente étude, il nous apparaît impossible de réaliser une telle analyse, étant donné que ces informations sont indisponibles²⁵. En outre, étant donné que les cas à l'étude ne possèdent ni de droits d'extraction, ni de droits de gestion, il est difficile d'évaluer leur capacité à atteindre la viabilité écologique puisqu'ils ont un pouvoir d'influence restreint quant à la gestion de ces territoires²⁶. En contrepartie, nous avons sélectionné des indicateurs témoignant de la connaissance des différentes ressources et des spécificités du territoire. L'hypothèse sous-tendant ce choix est qu'une connaissance des spécificités du territoire et de ses ressources est un premier pas menant au respect de la viabilité écologique. Cela rejoint d'ailleurs l'un des postulats de Gélinas, selon lequel la réalisation d'inventaires et de plans d'aménagement augmente la possibilité de maintien et d'amélioration des écosystèmes, « puisqu'un portrait plus global est dessiné » (2001 : 57).

Par ailleurs, les seuils de mesure utilisés afin d'évaluer les différents indicateurs se déclinent selon une mesure ordinale, considérée comme une « hiérarchisation des attributs selon un quelconque ordre de grandeur » (Mace et Pétry, 2000 : 63). Les trois seuils de mesure déterminent l'une des trois catégories de résultat suivantes : « faible », « moyen », ou « fort » selon le degré d'atteinte d'un indicateur donné. Les seuils spécifiques pour chacun des indicateurs seront d'ailleurs spécifiés lors de l'évaluation des IFC au chapitre V, et ce, pour chacun des indicateurs. Tous les seuils proposés dans cette analyse sont d'ailleurs basés sur les travaux de Teitelbaum²⁷, à l'exception des seuils concernant le concept de viabilité écologique. Les seuils de ce dernier ont été construits dans un esprit de cohérence avec le reste des seuils de mesure. Il s'agit principalement, selon l'indicateur, de déterminer si les IFC ont réalisé :

- aucune étude ou inventaire : résultat « faible »
- étude ou inventaire partiel : résultat « moyen »

²⁵ Par exemple, il n'existe pas de données quant à la possibilité forestière au sein des territoires d'influence des deux initiatives à l'étude, les calculs étant plutôt réalisés à l'échelle des unités d'aménagement octroyées à l'industrie forestière.

²⁶ Pour plus de détails quant aux cas à l'étude et la conjoncture dans lequel elle s'insère, voir la section 3.2.

²⁷ Consultez à cet effet l'*Appendice H : Outil d'évaluation d'initiatives de foresterie communautaire*.

- étude ou inventaire complet : résultat « fort ».

Les données utilisées afin d'évaluer chacun des concepts-clés proviennent en grande partie des documents produits par les organisations étudiées. En effet, les plans d'aménagement, les inventaires, les études et les portraits réalisés par les initiatives ont été recensés. Pour certains indicateurs – par exemple ceux relatifs aux retombées économiques locales –, un court questionnaire a été distribué aux administrateurs afin d'obtenir des données telles la ventilation des revenus et des dépenses et le nombre d'employés. Finalement, les données issues des entretiens qualitatifs ont également été mises à contribution, notamment pour déterminer si la majorité des parties prenantes étaient impliquées dans l'utilisation du territoire ou dans le but de nuancer certaines évaluations.

2.4.2.2 Limites

L'une des principales limites de l'outil d'évaluation utilisé dans le cadre de ce mémoire est qu'il fait appel – dans le cas de quelques indicateurs – à l'interprétation du chercheur dans la détermination d'un résultat à partir des seuils de mesure utilisés. Cela peut donner l'impression d'un certain degré de subjectivité dans la réalisation de l'évaluation. Par exemple, l'un des indicateurs du concept de gestion multiressource vise à mesurer les efforts pour le développement de produits forestiers non ligneux, selon que les IFC consacrent peu ou pas d'efforts dans leur développement (résultat : « faible »); des efforts moyens/sporadiques (résultat : « moyen ») ou des efforts clairs et soutenus (résultat : « fort »). Cette évaluation n'est pas une tâche aisée et peut faire appel à la fois à des documents organisationnels qu'à des propos recueillis chez les membres des initiatives. Afin de pallier cette limite, nous décrivons le mieux possible le raisonnement qui nous amène à statuer un résultat (faible, moyen ou fort) donné à un indicateur donné. En outre, la présentation des cas au chapitre 3 sera détaillée afin de bien comprendre le développement des initiatives ainsi que leur fonctionnement actuel. Nous pourrions ainsi nous y référer en cas de besoin.

Par ailleurs, il faut voir que la grille de critères et d'indicateurs comporte plusieurs indicateurs de « processus », telle la présence d'un processus de planification collaboratif

intégrant les différents usages et valeurs du territoire. Bien que la présence d'un tel processus laisse présager que les différents usages sont intégrés dans la planification, il est difficile de mesurer avec précision si tous les usagers et intervenants concernés ont participé à ce processus. En somme, nous considérons qu'il faut voir cet outil comme étant efficace à présenter un portrait des différentes facettes des IFC, bien que chacun des concepts pourrait être approfondi. Cet outil nous permet d'avoir un portrait général de ces organisations, des processus qu'ils ont mis en œuvre pour gérer la forêt et ses différentes ressources ainsi que les retombées qu'elles génèrent localement.

2.4.3 Pertinence des cas étudiés

À ce jour, la plupart des études effectuées (Bérard, 2000; Gélinas, 2001; Chiasson, Blais et Boucher, 2006) à propos d'initiatives de foresterie communautaire au Québec portaient sur l'un ou l'ensemble des 15 projets témoins de forêt habitée expérimentés dès 1996 dans la plupart des régions administratives de la province²⁸. Les deux cas choisis, ne figurant pas parmi ces projets pilotes, ont ainsi fait l'objet de moins d'attention. Nous considérons que ceux-ci sont pertinents à étudier notamment du fait qu'ils ont réussi à évoluer et se développer dans un contexte peu favorable à leur bon fonctionnement, celui de l'absence de droits sur les ressources.

Selon nos lectures et une analyse préliminaire des activités des deux cas que nous avons sélectionnés, il apparaît qu'au Québec peu de projets de foresterie communautaire semblent démontrer ce degré d'avancement, à la fois pour la force de leur système de gouvernance et pour l'intégration des différents usages et intérêts du territoire, que pour leur capacité à planifier et à effectuer des travaux sur le territoire. L'analyse de la Coopérative Rivière-aux-Saumons, de l'AGIR et des Corporations locales de développement en milieu forestier (CLDMF) permet ainsi de lever le voile sur des organisations susceptibles d'affiner notre compréhension de la foresterie communautaire telle quelle s'exprime au Québec. Un autre

²⁸ Ces projets pilotes ont été créés en réponse à une recommandation du Groupe de travail interministériel sur la Forêt habitée (Groupe de travail interministériel sur la Forêt habitée, 1996) et ils répondaient à une volonté de réappropriation des ressources forestières par les communautés. Les projets visaient principalement la participation des communautés à la gestion forestière et la gestion intégrée des ressources (Bérard, 2000).

avantage en faveur de la sélection de ces deux initiatives est qu'elles interviennent dans un territoire limitrophe et au sein d'une même région administrative. Ainsi, nous pourrions comparer les initiatives en regard de leur contexte commun, en identifiant les points communs et les différences entre ceux-ci.

2.5 Cinq concepts-clés de la foresterie communautaire

2.5.1 Gouvernance participative

Le concept de gouvernance participative en appelle à une participation des citoyens et des membres de la communauté au processus décisionnel. Il sous-entend la mise en place d'une structure décisionnelle démocratique et locale (Bullock et Hanna, 2008). La gouvernance participative est également liée à la représentativité des différentes parties prenantes au sein du processus décisionnel.

Is the nature and locus of decision-making producing results that are acceptable to a majority of stakeholders? Are all relevant and appropriate bases of knowledge being incorporate into the management and decision-making processes? (Beckley, 1998)

Le concept est indissociable de la notion même de foresterie communautaire, dans la mesure où cette participation est nécessaire afin que la communauté acquière un degré d'influence accru sur la gestion forestière locale.

Au sein de la grille de critères et d'indicateurs, nous évaluerons notamment ce concept en vérifiant s'il existe un processus décisionnel local et si ce dernier est représentatif. Selon l'outil utilisé, nous considérerons qu'il existe une représentativité du processus décisionnel pourvu qu'il existe des critères démocratiques au sein de ce processus et que la majorité des acteurs-clés dans l'utilisation du territoire y sont représentés. Nous évaluerons également le pouvoir décisionnel qui incombe aux initiatives de foresterie communautaire, notamment quant à la présence ou non de droits sur les ressources.

2.5.2 Retombées économiques locales

L'un des paris de la foresterie communautaire est que la prise en charge de la gestion forestière par la communauté génère des retombées économiques locales (Teitelbaum, 2009 : 102). Lors de l'évaluation, nous considérons que les retombées économiques peuvent se traduire par l'emploi de travailleurs provenant de la communauté, par l'utilisation de la matière ligneuse au niveau régional et par les investissements dans des projets communautaires. La viabilité économique des organisations impliquées sera d'ailleurs étudiée à l'intérieur de ce thème, afin de déterminer si les retombées économiques engendrées par les activités des initiatives de foresterie communautaire sont viables.

2.5.3 Gestion intégrée des ressources

La gestion intégrée des ressources vise une plus grande concertation avec les différents utilisateurs du territoire ainsi qu'un développement des différentes ressources du territoire (Gareau, 2005). Cette dernière facette sera d'ailleurs traitée à l'intérieur du thème « gestion multiressource ». En ce sens, nous nous concentrerons, lors de l'évaluation des initiatives, à vérifier s'il existe un processus de gestion collaborative et d'intégration des différents usages et besoins de la collectivité. Ce processus est la base d'une approche de gestion intégrée des ressources en ce sens qu'elle reconnaît « le caractère multifonctionnel du patrimoine forestier » (Chiasson, Andrew et Perron, 2006 : 565).

2.5.4 Gestion multiressource

La gestion des différentes ressources du milieu forestier est un autre objectif important de la foresterie communautaire (Duinker, Matakala et Zhang, 1991). Elle est d'ailleurs souvent associée à la gestion intégrée des ressources. Dans le cadre de l'évaluation par la grille de critères et d'indicateurs, nous tenterons de déterminer si les initiatives réalisent des études et des aménagements des différentes ressources et potentialités du territoire. Nous nous intéresserons notamment aux activités récréotouristiques, d'éducation et à la mise en valeur des produits forestiers non ligneux.

2.5.5 Viabilité écologique

Ce concept implique que l'utilisation et l'aménagement d'un territoire et de ses ressources permettent aux « processus écologiques, desquels la vie dépend, de se maintenir »²⁹ (ESDSC : 1992). Il implique également l'idée de préserver la biodiversité biologique et le bien-être des générations futures. La viabilité écologique est l'une des composantes du développement durable en ce sens qu'il faut répondre « aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs » (Brundtland, 1987). Bien que les modalités exactes de ce qu'on peut considérer comme une initiative « viable écologiquement » varient d'un acteur à l'autre, Mallik et Rahman (1994) considèrent qu'elle est une composante importante de la foresterie communautaire.

L'évaluation de la viabilité écologique des initiatives de foresterie communautaire demeure difficile à réaliser. Les initiatives – ne disposant pas des droits sur les différentes ressources – ont une marge de manœuvre limitée afin d'atteindre la viabilité écologique. En ce sens, l'analyse portera davantage sur les processus mis en place par ces organisations pour mieux connaître les spécificités du territoire (quant aux ressources ligneuses, fauniques, hydriques, etc.), et leur effort d'intégration de ces données dans l'aménagement des ressources. La base de l'évaluation sera la présence ou non – ainsi que la portée – d'inventaires et d'études réalisés par les initiatives de foresterie communautaire. Ces inventaires couvrent autant les ressources forestières, fauniques que les ressources hydriques.

²⁹ Traduction libre d'une partie de la définition suivante : « using, conserving and enhancing the community's resources so that ecological processes, on which life depends, are maintained, and the total quality of life, now and in the future, can be increased » (ESDSC, 1992)

CHAPITRE III

CONTEXTE POLITIQUE QUÉBÉCOIS ET PRÉSENTATION DES CAS À L'ÉTUDE

Ce chapitre vise premièrement à décrire le contexte forestier québécois en transformation. Nous y aborderons notamment la question de la réforme forestière, qui débouchera en mars 2013 en la mise en application de la loi sur l'aménagement durable du territoire forestier (loi 57). Cette loi d'ailleurs est susceptible d'apporter une conjoncture plus favorable aux initiatives de foresterie communautaire. Dans un deuxième temps, nous présenterons les deux cas à l'étude, en décrivant la spécificité de ceux-ci et en décrivant chacune des organisations qui y sont impliquées. Nous décrirons également l'évolution des initiatives à partir de leur création au milieu des années 1990 jusqu'à aujourd'hui.

3.1 Gestion forestière au Québec

À l'échelle mondiale, le Québec est reconnu entre autres, pour l'immense étendue de son territoire continental, qui couvre 149,8 millions d'hectares (Coulombe, 2004). Sur ce territoire, l'article 92 de la constitution canadienne reconnaît aux provinces les compétences sur les ressources naturelles. Le gouvernement du Québec, est propriétaire, au nom de tous les Québécois et Québécoises, de 92 % de ce territoire « dont la moitié est constituée de forêts à couvert continu » (Ibid : 7). Sur les 424 114 km² représentant le territoire forestier productif du Québec, 83,7 % est de tenure publique, 13,6 % de tenure privée (petites propriétés : 13 % ; grandes propriétés : 2,6 %) et moins d'un pour cent est de juridiction fédérale (MRNF, 2010b).

Traditionnellement, la gestion forestière au Québec s'est polarisée entre deux acteurs : l'État et l'industrie (Howlet et Rayner, 2001; Chiasson, Blais et Boucher, 2006 : 113), laissant ainsi

peu de pouvoir d'influence aux communautés vivant à proximité de la forêt. Au fil du dernier siècle, de nombreux acteurs de la société civile et des communautés ont réclamé plus de droits de regard sur la gestion forestière, ainsi que la possibilité de gérer certains territoires afin d'en retirer plus de retombées sociales et économiques (Laplane et Provost, 2010). Ajoutons que dans la gestion mise de l'avant au Québec, l'État et l'industrie ont agi traditionnellement d'un point de vue sectoriel axé sur la récolte de matière ligneuse, et ce, aux dépens des autres fonctions de la forêt – notamment les fonctions récréotouristiques, celles liées à la conservation de la biodiversité et à la récolte de ressources non ligneuses (Gareau, 2005).

(...) pendant plus d'un siècle et demi, les acteurs qui avaient autorité sur l'utilisation de la forêt publique ou étatique du Québec se limitaient aux entreprises forestières et à l'État comme fiduciaire de ce patrimoine de ressources naturelles. (Chiasson, Boucher et Thibault, 2005 : 7)

La gouvernance des forêts au Québec découle de plus de trois siècles d'utilisation des ressources. Le gouvernement du Québec d'avant la première moitié du XX^e siècle concédait la forêt publique « aux industries afin de développer l'emploi, de promouvoir l'industrialisation et de s'assurer des rentrées fiscales. » (Frisque, 1996 : 28) L'industrie s'occupait à la fois de la récolte, de la gestion des inventaires et de l'aménagement. Une gestion plus bureaucratique et scientifique succéda jusqu'au milieu des années 1980. En 1986, la nouvelle politique forestière marque l'époque du partenariat fort entre l'État et les compagnies forestières ainsi que la création des Contrats d'approvisionnement et d'aménagement forestier (CAAF³⁰), où les compagnies obtenaient des volumes de bois sur des unités territoriales données. À cette époque, des réglementations visant à protéger les forêts – et assurer un approvisionnement continu en matière ligneuse – furent instaurées. Le régime forestier de cette époque est jugé « déterritorialisé » (Chiasson, Andrew et Perron, 2006) dans la mesure où les compagnies ont un accès quasi exclusif à la ressource forestière et qu'ils l'emploient dans une perspective de première transformation (sciage, pâtes et papiers) où le lien avec les communautés est réduit à l'emploi de main-d'œuvre peu spécialisée.

³⁰ Ce mode d'attribution permet aux titulaires du permis de s'approvisionner en matière ligneuse, et comporte des responsabilités en termes d'aménagement forestier et de traitements sylvicoles (MRNF, 2011b).

Une troisième période a vu le jour plus particulièrement vers 1986, soit à la mise en place du nouveau régime forestier articulé autour de trois notions fondamentales : « le rendement soutenu, la polyvalence des utilisations du territoire forestier et la prise en compte de la dynamique régionale. » (Frisque, 1996 : 28) Notons que ce nouveau régime faisait écho à de fortes revendications exprimées par les collectivités régionales. Par ailleurs, cette période signifie un certain retour de la logique territoriale (Chiasson, Andrew et Perron, 2006) et d'une plus grande prise en considération des acteurs locaux et régionaux dans la gestion forestière.

Néanmoins, la gestion forestière au Québec demeure inspirée d'un modèle industriel et sectoriel « orienté quasi exclusivement vers la récolte massive de matière ligneuse et marqué par une prise de décision centralisée dans les mains des compagnies forestières et des experts de l'État. » (Chiasson, Andrew et Perron, 2006 : 555). Il s'agit d'un mode de gouvernance du « haut » vers « le bas » ("top-down") (Agrawal et al., 2008) où les communautés locales, les autochtones ainsi que les diverses parties prenantes sont tributaires de décisions qui les concernent, mais sur lesquelles ils ne peuvent pas ou peu influencer.

La société civile ainsi que les organismes locaux et régionaux demeurent la plupart du temps écartés des prises de décisions. Le Groupe de travail interministériel sur la Forêt habitée en a d'ailleurs fait le constat dans son rapport de 1996 :

L'État a été et demeure très présent et pourvoyeur direct de solutions aux populations. Cette situation n'a pas permis la prise en charge, par le milieu, de son propre développement, mais a plutôt favorisé un comportement attentiste des communautés. De plus, les modèles de développement étaient souvent dictés de l'extérieur plutôt que de s'inspirer des volontés exprimées par les communautés, en regard de l'utilisation des ressources de leur milieu. (Groupe de travail interministériel sur la Forêt habitée, 1996).

3.1.1 Refonte du régime forestier

La loi sur l'aménagement durable du territoire forestier (loi 57), adoptée le 23 mars 2010, fait suite à une consultation dans l'ensemble des régions du Québec tenue en 2008, et entrera en application le 31 mars 2013. Elle prend en compte maints constats et recommandations soulevés par le rapport de la Commission d'étude sur la gestion de la forêt publique

québécoise (Commission Coulombe) déposé en 2004. La commission faisait notamment état de la réduction de la quantité et de la qualité du stock ligneux et plus généralement d'une surexploitation de la ressource forestière :

« l'ensemble des facteurs de prélèvement des bois – tant la récolte que les pertes par perturbations naturelles et par mortalité des arbres – ont dépassé l'intérêt ligneux que les forêts résineuses sont en mesure de produire » (Coulombe, 2004 : 5).

Des mesures ont d'ailleurs été prises par le gouvernement du Québec pour faire face à ce constat, dont une réduction de la possibilité forestière et l'établissement de normes plus restrictives. Par exemple, le gouvernement a créé le poste de Forestier en chef en juin 2005. L'un des principaux mandats de ce dernier est d'ailleurs « de déterminer et de rendre publique la possibilité des forêts publiques du Québec » (Comité Paillé, 2007 : 1).

La nouvelle loi forestière fait écho à la nécessité de mettre en place un aménagement et des pratiques forestières plus respectueuses de l'environnement. En ce sens, elle est basée sur les critères d'aménagement forestier durable fixés par le Conseil canadien des ministres des forêts (CCMF, 2003), soit :

- la conservation de la diversité biologique;
- le maintien et l'amélioration de l'état et de la productivité des écosystèmes forestiers;
- la conservation des sols et de l'eau;
- le maintien de l'apport des écosystèmes aux grands cycles écologiques;
- le maintien des avantages socioéconomiques multiples que les forêts procurent à la société;
- et la prise en compte, dans les choix de développement, des valeurs et des besoins exprimés par les populations concernées (*in* MRNF, 2011b)

Le gouvernement québécois s'engage également à mettre en œuvre l'aménagement écosystémique. Déjà, le rapport Coulombe identifiait qu'il importait de gérer « la forêt comme un tout, de manière écosystémique (...) [et] d'intégrer les nouvelles valeurs de la société concernant le développement durable, l'environnement et la conservation de la biodiversité » (Coulombe, 2004 : 252). Dans ce sens, le gouvernement réitérait les propos de la Commission, les faisant siens. L'aménagement écosystémique vise à « assurer le maintien

de la biodiversité et la viabilité des écosystèmes en diminuant les écarts entre la forêt aménagée et la forêt naturelle » (Assemblée nationale, 2010 : article 4.2).

L'adoption de cette approche d'aménagement devrait avoir des conséquences sur de multiples facettes de l'aménagement forestier. Cet aménagement devra se diversifier et intégrer des pratiques telles la coupe partielle et la coupe de sélection. La taille et la répartition de la récolte seront modifiées afin de « reproduire, notamment, les attributs écologiques de composition, de structure d'âge et d'organisation spatiale des écosystèmes » (Grenon, Jetté et Leblanc, 2010 : 29).

La nouvelle loi forestière prévoit également des modifications quant à l'attribution des volumes de matière ligneuse. Les contrats d'approvisionnement et d'aménagement forestier (CAAF) seront abolis et remplacés par des garanties d'approvisionnement (GA), tandis que l'aménagement relèvera désormais du MRNF plutôt qu'être délégué à l'industrie. Alors qu'une majorité des droits d'approvisionnement seront reconduits au sein des garanties d'approvisionnement, une partie des volumes de matières ligneuses sera également disponible aux enchères, via un bureau de mise en marché du bois.

3.1.2 Forêt de proximité

La Commission Coulombe dénotait un manque d'implication des acteurs locaux et régionaux dans la gestion forestière (Coulombe, 2004). À cet égard, la loi 57 prévoit certaines dispositions où les communautés locales pourraient obtenir plus de droits de regard et d'autonomie. En effet, à l'intérieur du texte de la loi 57, des ajouts et des modifications à la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions et de l'Occupation du territoire, mettent la table à la création de Commissions régionales des ressources naturelles et du territoire (CRRNT). Ces dernières commissions relèvent des Conférences régionales des élus (CRÉ³¹), qui ont le rôle de choisir leur composition et leur fonctionnement. Plus spécifiquement, les CRRNT ont le mandat de :

³¹ Les Conférences régionales des élus sont des instances régionales de concertation et de planification ayant comme mission « de promouvoir et de supporter le développement régional dans tous les secteurs d'activité et de favoriser la concertation entre les intervenants socio-économiques du milieu

(...) réaliser un plan régional de développement intégré des ressources et du territoire en conformité avec les orientations gouvernementales, les orientations élaborées par le ministre des Ressources naturelles et de la Faune et, le cas échéant, toute autre orientation élaborée par un ministre concerné (Assemblée nationale, 2010, article 21.17.2).

En outre, les CRRNT ont l'obligation de mettre sur pied une table régionale et des tables locales de gestion intégrée des ressources et du territoire (tables locales GIRT). Ces dernières ont pour mandat « d'assurer la prise en compte, dans la planification forestière, des intérêts et des préoccupations des personnes et organismes touchés par les activités d'aménagement forestier » (MRNF, 2010a). Les CRRNT doivent alors veiller au bon fonctionnement de ces tables de GIRT et « établir un processus de consultation publique et de règlement des différends » (Assemblée nationale, 2011 : article 21.17.3).

Les Municipalités régionales de comtés (MRC) – acteurs-clés en termes de développement du territoire et responsables notamment de la production de schémas d'aménagement et de développement (MAMROT, 2009) – devraient également jouer un rôle important quant à la gestion forestière « régionalisée ». Plusieurs MRC, dont celles de Maria-Chapdelaine et Domaine-du-Roy ont d'ailleurs obtenu, via une entente de délégation signée en 1997, la gestion de terres publiques intramunicipales (TPI), sur lesquelles elles planifient des travaux d'aménagement forestier. Cela leur a permis de développer une expertise quant à la gestion forestière.

En plus de donner plus de pouvoir aux instances régionales, le projet de loi 57 inclut un article qui pourrait permettre une prise en charge par les collectivités et les municipalités des terres publiques qui les environnent, communément appelées « forêts de proximité » :

Le ministre établit une politique définissant les critères sur la base desquels il peut délimiter des territoires en forêts de proximité afin de favoriser des projets de développement socioéconomique dans une région ou une collectivité donnée. (Assemblée nationale, 2010 : article 17.19)

régional » (CRÉSLISJ, 2011). Le conseil d'administration est constitué des préfets de chacune des MRC, de maires, de députés, et de représentants des Premières nations (ce qui, dans le cas de nos deux terrains, ajoute un représentant du Conseil des Montagnais du Lac-Saint-Jean) ainsi que des représentants de la société civile.

Un document d'orientation sur la sélection, la mise en place et le fonctionnement des forêts de proximité a d'ailleurs été déposé par le MRNF au mois de juillet 2011. Celui-ci résume certaines orientations qui furent soumises à la consultation publique à l'automne 2011. On y soutient que la notion de forêt de proximité « implique une prise en charge d'un territoire public et de certaines de ses ressources par les communautés qui vivent à proximité » (MRNF, 2011a) dans le but de mieux répondre aux besoins socioéconomiques des communautés, le tout dans une perspective de développement économique et d'aménagement durable des forêts. Concrètement, la politique permettra une délégation du territoire forestier, en vue de l'aménagement d'une ou de plusieurs ressources, à l'un des trois acteurs institutionnels suivants : une municipalité locale, une municipalité régionale de comté (MRC), un conseil de bande autochtone. La délégation peut également s'effectuer en faveur d'un regroupement de ces dernières instances. Le délégataire peut finalement s'adjoindre des partenaires et ceux-ci peuvent être de toute nature (personnes physiques ou morales, partenaires publics ou privés). Bien que ce nouveau régime forestier semble présager des ouvertures nouvelles pour les communautés souhaitant mettre en place des projets de foresterie communautaire, reste à voir si ces ouvertures se traduiront réellement en capacité d'action et d'intervention accrues pour ces dites communautés.

Toutefois, la notion de forêt de proximité reste à ce jour peu connue, à la fois par les intervenants forestiers que dans le monde de la recherche. Laplante et Provost considèrent d'ailleurs que cette notion est à ce jour peu définie (2010). En effet, celle-ci est liée à la notion de forêt habitée, dans la mesure où elle implique également la prise en charge collective de la ressource par la communauté en vue de bénéfices socioéconomiques. C'est cependant la notion de forêt de proximité que le gouvernement a reconnue et utilisée pour qualifier les éventuelles prises en charge locale et collective de la gestion forestière. Pour Laplante et Provost, la notion de forêt de proximité a ses racines dans la « lutte continue du monde rural québécois pour faire de la forêt le point d'appui de son développement » (Laplante et Provost, 2010, ii).

3.2 Présentation des cas à l'étude

Les deux études de cas prennent place dans deux MRC de la région administrative du Saguenay-Lac-Saint-Jean, une région entourée d'immenses territoires forestiers. Une grande proportion de sa population et des communautés présentes sur son territoire sont d'ailleurs considérablement dépendantes de la forêt. La région administrative du Saguenay-Lac-Saint-Jean est en outre la région possédant la plus grande possibilité forestière, avec 23,1 % de la possibilité du Québec (Bureau du forestier en chef, 2010). Au Lac-Saint-Jean et dans bien d'autres régions forestières, une crise forestière continue d'affecter de nombreuses communautés, provoquant fermetures et licenciements. Les facteurs expliquant cette crise sont multiples : réduction des droits de coupe, barrières tarifaires, concurrence étrangère, effondrement du marché immobilier américain, etc. Plus récemment, la crise financière a également porté atteinte à l'industrie et aux communautés dépendantes de cette ressource.

Depuis les années 1990, un mouvement de mobilisation locale a mené à la création d'organisations oeuvrant dans une perspective de prise en charge de la forêt par les communautés. Ces organisations ont évolué; certaines se sont transformées et de nouvelles ont vu le jour. Comme nous le verrons au sein des sous-sections suivantes, ces organisations – nées d'un même mouvement – ont évolué différemment au sein de leur MRC respective.

Aujourd'hui, les deux initiatives à l'étude sont le fruit d'agencements organisationnels différents, constitués de plusieurs entités. Les deux initiatives sont résumées ici :

- **MRC Maria-Chapdelaine** : l'Agence de gestion intégrée des ressources (AGIR) et les Corporations locales de développement en milieu forestier (CLDMF).

Il existe huit CLDMF au sein de la MRC. En plus de regrouper les corporations, l'Agence de gestion intégrée des ressources agit à titre d'expertise technique et professionnelle. Le territoire d'influence³² des corporations est de 111 000 hectares.

³² Nous utilisons ici – et à plusieurs reprises dans le texte – le terme « territoire d'influence » afin de désigner les territoires où les initiatives effectuent des opérations forestières et des projets de mise en valeur

- **MRC Domaine-du-Roy** : La Coopérative de solidarité forestière de la Rivière-aux-Saumons (CSFRS) et le Projet de Forêt habitée de la Doré.

Comme nous le verrons au sein de cette section, les membres et l'équipe de travail de la CSFRS ont été initiateurs du projet de Forêt habitée, qui a été réalisé en partenariat avec la MRC. Le territoire du projet de Forêt habitée est de 72 392 ha. La CSFRS est aujourd'hui mandataire de gestion pour ce projet.

Afin de démystifier les rôles de chacun des organismes mentionnés ci-haut, nous avons regroupé celles-ci selon le rôle respectif qu'ils ont dans la gestion du territoire forestier (voir tableau 3.1). En ce sens, nous avons créé trois volets, séparant les activités des initiatives :

- *Volet « Forêt habitée / proximité »* : Concerne les projets en vue d'obtenir un pouvoir accru sur la gestion du territoire forestier³³.
- *Volet « expertise technique et professionnelle »* : Ce volet implique la réalisation de plan d'aménagement, d'inventaires, de projets de mise en valeur des ressources, etc.
- *Volet « opérationnel »* : Travaux forestiers (récolte, travaux sylvicoles, etc.) et divers travaux d'aménagement ou de mise en valeur des ressources.

Tableau 3.1 Tableau synthèse des cas à l'étude

	MRC Domaine-du-Roy	MRC Maria Chapdelaine
Volet « Forêt habitée / proximité »	Projet de Forêt habitée de la Doré	Agence de gestion intégrée des ressources (AGIR)
Volet expertise technique / professionnelle	Coopérative de solidarité forestière de la Rivière-aux-Saumons (CSFRS)	
Volet opérationnel		8 Corporations locales de développement en milieu forestier (CLDMF)
Territoire d'influence	72 392 hectares	111 000 hectares

³³ Par exemple, le projet de Forêt habitée de la Doré est un projet visant une éventuelle délégation de droits forestiers par le gouvernement du Québec. Il a été développé par l'équipe de travail de la CSFRS en partenariat avec la MRC Domaine-du-Roy et des intervenants forestiers locaux. Du côté de Maria-Chapdelaine, des discussions ont eu cours également à propos d'une éventuelle délégation, sans qu'il y ait – au moment de la réalisation du terrain – de projet formel de dépôt.

Afin de ne pas complexifier indument l'explication des deux cas à l'étude, nous avons décidé de ne pas y inclure la Forêt modèle du Lac-Saint-Jean. Bien que cette organisation joue un rôle plus effacé dans le cas des deux initiatives à l'étude, elle soutient ces dernières, depuis sa création en 2007, en finançant certains projets de recherche et développement.

La *figure 3.1* présente une vision d'ensemble des territoires d'influence des deux cas à l'étude. Elle illustre le territoire d'expérimentation (1 254 275 ha) de la Forêt modèle du Lac-Saint-Jean. Le territoire en vert pâle le plus au sud représente les limites du projet de Forêt habitée de la Doré dans la MRC Domaine-du-Roy. Les huit autres territoires délimités en vert pâle plus au nord sont les territoires d'appartenance de l'AGIR et des CLDMF de Maria-Chapdelaine.

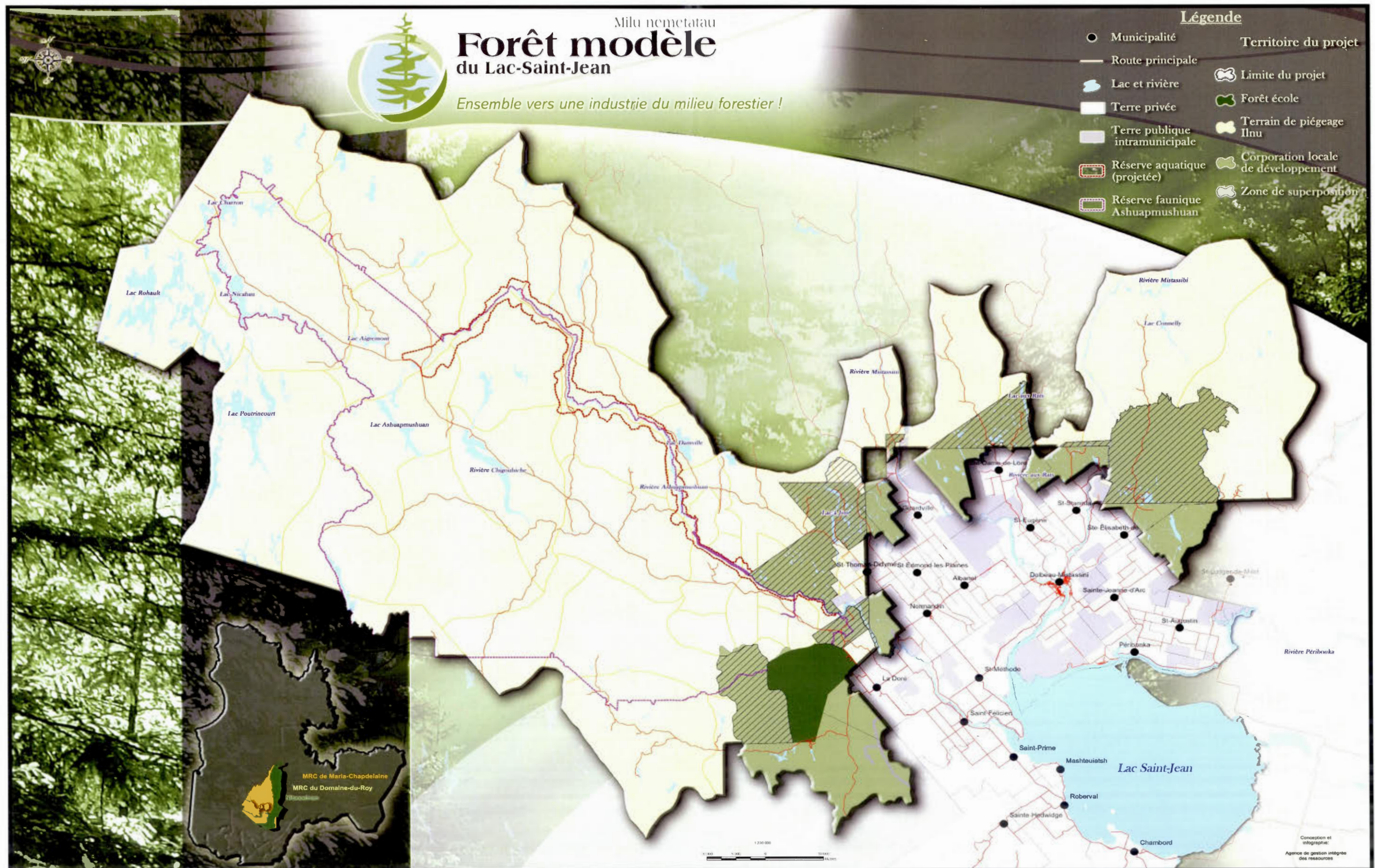


Figure 3.1: Carte du territoire d'expérimentation de la FMLSJ et des deux initiatives à l'étude (Source : FMLSJ, 2011)

Par ailleurs, lors de l'évaluation des initiatives par la grille de critères et d'indicateurs (voir chapitre V), nous avons décidé – dans le cas d'AGIR et des CLDMF de Maria-Chapdelaine – d'analyser plus spécifiquement deux corporations. En effet, nous avons jugé que nous ne pouvions évaluer chacune des huit CLDMF, tant dans un souci de faisabilité que de présentation. Nous considérons en outre que l'évaluation d'une seule corporation n'aurait pas permis de tenir compte des différences et des similarités entre les CLDMF. En ce sens, et dans le but d'avoir un portrait le plus représentatif des diverses facettes des corporations de Maria Chapdelaine, deux corporations ayant des activités différentes ont été sélectionnées pour cette évaluation :

- La **Corporation aménagement forêt Normandin** (CAFN) oriente ses activités principalement sur l'expérimentation d'un projet d'aménagement de bleuetière selon le concept Forêt-bleuet. Elle œuvre sur un territoire de 5533 hectares, sur un territoire municipal sous CAAF (voir *Appendice C : Territoire de la Corporation aménagement forêt Normandin*).
- La **Corporation forêt environnement St-Thomas-Didyme** (CFEST), quant à elle, intervient sur un territoire plus vaste (24 540 hectares) et ses activités sont liées d'abord et avant tout à la récolte de matière ligneuse (voir *Appendice D : Territoire de la Corporation forêt environnement St-Thomas-Didyme*).

3.2.1 MRC Maria-Chadelaine : l'AGIR et les CLDMF

La MRC Maria-Chapdelaine, d'une superficie de 40 000 km², compte une population de 26 332 habitants (MRC Maria-Chapdelaine, 2011). La ville de Dolbeau-Mistassini est la principale agglomération et plus de la moitié de la population de la MRC y habite. Elle compte également la ville de Normandin, ainsi que sept municipalités et un village. La forêt et l'agriculture sont les deux secteurs principaux de l'économie de la MRC.

En 1994, les premières corporations locales de développement en milieu forestier (CLDMF) sont créées, notamment grâce à un mouvement local de mobilisation. L'objectif de ces corporations, à but non lucratif, était notamment de créer des emplois grâce à la récolte de

matière ligneuse et à l'aménagement des ressources. Les raisons ayant mené les communautés à créer ses corporations sont diverses. De manière générale, on peut y identifier à la fois une volonté de prise en charge de la gestion forestière et une préoccupation devant les pratiques forestières de l'industrie (nous y reviendrons au chapitre IV : Résultats de l'analyse qualitative). Les corporations ont graduellement commencé à effectuer différents travaux sur le territoire, tels des travaux de voirie, de récolte ou de sylviculture, grâce à un partenariat avec l'industrie forestière détentrice des droits forestiers. En effet, au moment de la création des premières corporations, des membres de celles-ci ont approché les compagnies forestières afin de réaliser certains travaux forestiers sur le territoire des municipalités. Ces demandes auraient alors été bien reçues par les responsables des industries, au point où en 1995, une entente fut signée entre ces derniers et la Corporation aménagement forêt Normandin (CAFN) pour les travaux d'aménagement du territoire. Au fil des ans, d'autres corporations sont nées et les partenariats avec l'industrie se sont multipliés.

Les premiers travaux des corporations étaient notamment réalisés par des abatteurs manuels – des chevaux ont été utilisés dans certains cas – ou de la petite machinerie. Graduellement, devant la pénurie d'abatteurs manuels et les coûts grandissant des primes de la Commission de la santé et sécurité au travail (CSST), l'abattage mécanisé est devenu la norme.

3.2.1.1 Création de l'Agence de gestion intégrée des ressources

L'Agence de gestion intégrée des ressources (AGIR) fut créée en 2000 par un regroupement des huit corporations présentes sur le territoire de la MRC Maria-Chapdelaine, dans le but de doter celles-ci « d'une expertise multiressource commune pour les soutenir dans leur développement et prendre en charge l'avenir de leurs forêts collectives » (AGIR, 2011). L'AGIR compte un aménagiste en gestion intégrée des ressources, un ingénieur forestier, un biologiste, une technicienne en foresterie et technologue en géomatique ainsi qu'un technicien en environnement. Ils offrent des services en gestion intégrée des ressources, de planification et soutiennent leurs membres (les corporations) « dans la recherche de nouvelles pistes de développement » (Ibid).

La création d'AGIR fut précédée par un bilan des activités des corporations commandé par le Centre local de développement (CLD) au Cégep de St-Félicien. Le mandat était alors d'évaluer les premières années d'activités des corporations. Ce bilan faisait notamment état d'un manque d'expertise technique chez les membres de ces organismes : « une expertise technique, de gestion, de supervision, de suivi des travaux, de négociation et même opérationnelle est à développer » (Lebrun, 1999 : 61).

Dès la première année de fonctionnement d'AGIR, l'équipe de travail et les membres des corporations ont démarré un processus pour mettre en place une approche de gestion intégrée des ressources. L'AGIR regroupe aujourd'hui huit corporations de développement forestier. Le tableau 3.2 indique le nom et la superficie de chacune des corporations.

Tableau 3.2 Liste des Corporations locales de développement en milieu forestier (CLDMF)

Nom	Superficie (hectares)
Corporation d'aménagement forêt Normandin	5 533
Comité forêt environnement de St-Thomas-Didyme	24 540
Comité Forêt habitée de St-Edmond-les-Plaines	3 508
Comité de développement de Girardville	3 192
Corporation de gestion forestière de Notre-Dame-de-Lorette	21 263
Les Jardins forestiers de St-Stanislas	6 836
Association régionale de développement unifié (ARDU) ¹	46 755
Corporation de développement des Ressources de Ste-Élisabeth-de-Proulx ¹	
Total hectares regroupées dans AGIR	111 627

¹Ces deux corporations partagent un même territoire.

3.2.1.2 Plans de développement de la gestion intégrée

De 2000 à 2003, le personnel d'AGIR, en partenariat avec les corporations, a réalisé des plans de développement de la gestion intégrée des ressources pour chacune des corporations. Ces plans sont des outils de connaissance des différentes ressources du milieu et identifient les potentiels de mise en valeur de celles-ci (AGIR, 2003a). Afin de réaliser ces plans, l'AGIR et les corporations ont entamé un processus de consultation des différentes parties

prenantes ayant des droits ou des intérêts envers la gestion du territoire. Les citoyens étaient également amenés à participer à ces consultations. L'AGIR et les corporations ont d'ailleurs pu bénéficier de l'apport des partenaires suivants : la MRC Maria-Chapdelaine, le MRNF, le Centre local de développement Maria-Chapdelaine, la compagnie Abitibi-Consolidated (aujourd'hui Produits forestiers Résolu) ainsi que la Société de la faune et des parcs. Les plans d'aménagements (AGIR, 2003a; 2003b) développés suite aux consultations dressent des portraits, des inventaires et des données sur les ressources suivantes :

- *Les ressources forestières* : regroupant des informations sur le type de couvert forestier, l'âge des peuplements, les perturbations naturelles, l'historique des travaux forestiers ainsi que les potentiels forestiers ligneux et non ligneux.
- *Les ressources fauniques* : incluant des données sur la grande faune (orignal, ours noir), la petite faune (gélinotte huppée, tétras, lièvre, etc.), les animaux à fourrure (martre, le castor) et les oiseaux forestiers.
- *Les ressources hydriques* : réunissant des informations sur les lacs, rivières ainsi que les milieux riverains et humides. Cela inclut également des données sur les espèces de poissons des différents lacs ainsi que des estimations de la population de la sauvagine arboricole.
- *Les ressources patrimoniales* : regroupant des données sur les éléments récréatifs, historiques et autochtones présents sur le territoire.

Les inventaires et portraits des différentes ressources sont présentés via l'utilisation de nombreuses cartes, tableaux. Les plans de développement deviennent ainsi des outils et des guides afin de favoriser une planification des opérations sur le territoire. Ces informations peuvent également permettre aux corporations de négocier les plans d'aménagements.

Les plans d'aménagement débouchent également à l'établissement de zones d'aménagement et d'affectation territoriales. On y établit des zones d'aménagement faunique, des zones d'aménagement intégré, des zones d'aménagement forestier intensif ainsi que des zones de conservation, de récréation et de protection. Chaque zone se voit d'ailleurs attribué des modalités d'intervention particulière « afin de concilier les opérations de récolte de matière

ligneuse ou toutes autres activités avec les autres potentiels présents sur un même territoire » (AGIR, 2003b, partie 7, p. 4) Pour un aperçu visuel de ces zones d'aménagement, consultez l'*Appendice E : Zones d'aménagement de la Corporation St-Thomas*.

3.2.1.3 Deux corporations aux activités différentes : la CAFN et la CFEST

Nous présentons ici deux corporations locales de développement en milieu forestier qui seront évaluées au chapitre V – en compagnie de la Coopérative de solidarité forestière de la Rivière-aux-Saumons (CSFRS) et du projet de Forêt habitée de la Doré – via la grille de critères et d'indicateurs. Comme il a été dit précédemment, les deux corporations ont des spécificités, notamment quant à la superficie de leur territoire d'influence. En effet, alors que la Corporation forêt environnement de Saint-Thomas-Didyme (CFEST) intervient sur un territoire de 24 540 hectares, la Corporation aménagement forêt Normandin (CAFN) dispose d'un territoire de 5 533 hectares pour y réaliser des interventions. Les principales activités de la CFEST sont d'ailleurs liées aux opérations forestières (récolte, débroussaillage, éclaircies commerciales et précommerciales)³⁴. Du côté de la CAFN, les activités tournent principalement autour de l'expérimentation d'un concept de forêt-bleuet. Devant le fait que leur territoire d'influence est plus restreint – et qu'ainsi peu de travaux forestiers peuvent s'y réaliser –, la réalisation d'un projet d'exploitation de produits forestiers non ligneux (bleuets) et d'optimisation de l'aménagement forestier a permis d'augmenter les revenus de la corporation.

Le projet de bleuetières « forêt-bleuet » de la CAFN consiste à aménager des bleuetières en bandes de 60 mètres, séparées par des bandes forestières de 42 mètres. Les bandes forestières sont elles-mêmes séparées en trois segments, qui sont récoltés alternativement aux 17 ans, et reboisés par la suite. Le pari de ce projet est que l'aménagement des bandes forestières compense – en grande partie ou en totalité – la perte de possibilité forestière encourue par les superficies aménagées en bleuetière (Simard, 2009). En outre, cela permet d'avoir des barrières brise-vent protégeant les bandes en bleuetières, tout en permettant une productivité forestière optimale.

³⁴ Les membres de cette corporation, appuyés par l'AGIR, réalisent également un projet de cueillette de champignons.

Un projet de recherche, s'étant déroulé de 2005 à 2010 sur le territoire de la CAFN, visait à documenter et évaluer ce nouveau modèle forêt-bleuet et a déterminé « le modèle optimal, notamment en termes de largeur et d'orientation des bandes de forêts et de bleuets » (Agrinova, 2009 : 9). Dans le cadre cette expérimentation, un partenariat de recherche a été réalisé entre le Cégep de St-Félicien, le MRNF, le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ), le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP), l'Université du Québec à Chicoutimi, ainsi qu'Agriculture et agroalimentaire Canada (Simard, 2010).

La CFEST, quant à elle, est l'initiatrice d'un projet de mise en valeur des champignons forestiers comestibles. Ce projet visait notamment à identifier les espèces ayant le meilleur potentiel de récolte et de commercialisation et de créer un groupe de cueillette dans la communauté (Gévry, 2009). Par ailleurs, étant donné que l'une des voies de commercialisation des champignons envisagées par la CFEST est le commerce local, une activité de dégustation a eu lieu à l'automne 2008, à Normandin et à Saint-Thomas-Didyme. Le projet de mise en valeur des champignons forestiers est d'ailleurs toujours d'actualité, et maintenant la CFEST s'est associée à la Coopérative de solidarité forestière de la Rivière-aux-Saumons en vue de la commercialisation (Roy, 2012).

3.2.2 Coopérative de Rivière-aux-Saumons et projet de forêt habitée

La MRC Domaine-du-Roy couvre une superficie de 18 853 km² et compte une population de 30 081 habitants (MRC Domaine-du-Roy, 2011). Ceux-ci se concentrent particulièrement au sein des villes de St-Félicien et de Roberval. Le reste de la population se distribue au sein de 7 municipalités. Bien que le secteur forestier et agricole représente des secteurs importants, la MRC Domaine-du-Roy bénéficie de la contribution du secteur touristique (Zoo St-Félicien, Village historique de Val-Jalbert, Traversée du Lac-Saint-Jean, etc.).

Les origines de la coopérative remontent à 1992, au moment de la création d'une corporation de développement local, dénommée la Corporation de développement économique de La Doré, ayant pour objectif la création d'emplois, notamment par le tourisme et la forêt. Les objectifs de départ se rapprochent de ceux des corporations de Maria-Chapdelaine intégrées

dans l'AGIR, soit la création d'emplois locaux et la réalisation de travaux forestiers à plus petite échelle que les pratiques de l'industrie.

Les membres de cette corporation se sont entendus avec l'industrie forestière pour réaliser des coupes forestières de l'ordre de 2 500 à 3 000 m³ par année. Les coupes étaient effectuées par des abatteurs manuels et de la petite machinerie pour transporter le bois. Parallèlement, la corporation gérait également le Moulin-des-Pionniers, une attraction touristique constituée d'un moulin à scie actionné par le pouvoir hydraulique de la rivière. Or cette dernière attraction était souvent déficitaire, et ce déficit était épongé par les activités forestières.

Cette dispersion aurait d'ailleurs été l'un des facteurs expliquant la faillite de la corporation en 1998. Suite à cette faillite, une nouvelle entité fut créée : la Corporation d'aménagement et de développement de La Doré (CADLD). Au fil des ans, le volume de bois s'est accru pour atteindre environ 10 000 m³ par an aujourd'hui. À l'instar des corporations de Maria-Chapdelaine membres de l'AGIR, la CADLD s'est vue également confrontée à l'augmentation des primes de CSST des abatteurs manuels et à la raréfaction de la main-d'œuvre prête à effectuer ce type de travaux. C'est ainsi qu'au début des années 2000, la corporation mécanise l'ensemble de ses travaux de récolte, ce qui a provoqué la perte d'une dizaine d'emplois. Toutefois, les membres de CADLD ont approché l'industrie forestière afin d'obtenir des contrats d'aménagement sylvicole tels les éclaircies commerciales et précommerciales, le reboisement et le débroussaillage, ce qui a permis de récupérer les emplois perdus.

En 2009, les membres de la CADLD décident de transformer leur organisme en coopérative de solidarité (de la Rivière-aux-Saumons). Cela leur a permis de recentrer leurs activités sur la foresterie, en se dissociant du Moulin des Pionniers et de son volet récréotouristique.

3.2.2.1 Projet de Forêt habitée de la Doré

En 2004, la CADLD, stimulée notamment par des nouveaux venus au sein de l'équipe de travail, a amorcé une réflexion sur le développement de la corporation. Inspirés par les projets-pilotes de forêt habitée – notamment discutés lors d'un colloque tenu à Maniwaki en

2000 (CGFA, 2000) – et des travaux de la commission Coulombe, les membres de la corporation ont commencé à travailler à la mise en place d'un projet de forêt habitée:

De 2005 à 2009, les membres ont développé ce projet, comprenant un plan d'aménagement (CSFRS, 2009b) basé sur l'aménagement forestier durable et la gestion intégrée des ressources ainsi qu'une approche de gestion par bassin-versant. Contrairement aux territoires d'interventions des CLDMF de Maria-Chapdelaine, qui sont délimitées par les limites municipales, le territoire du projet de Forêt habitée de La Doré est basé sur les contours du bassin-versant de la Rivière-aux-Saumons ainsi que la partie sud du bassin-versant de la Rivière Pémonka. Le projet de Forêt habitée de la Doré emprunte d'ailleurs certains éléments de l'aménagement écosystémique, tels le maintien de la capacité de production des écosystèmes, le respect des processus écologiques ainsi que le respect de la biodiversité (CSFRS, 2010).

Le projet de Forêt habitée de la Doré bénéficie d'une entente politique de collaboration et de partenariat entre la MRC du Domaine-du-Roy et le Conseil des Montagnais du Lac-Saint-Jean. L'équipe de travail de la CSFRS a également pu profiter de l'aide de représentants régionaux du MRNF, qui leur ont fait part de certaines approches qui pourraient être retenues dans le nouveau régime forestier (ex. aménagement écosystémique) qui était à l'époque en pleine élaboration.

Afin de mettre en place le projet de Forêt habitée, incluant un plan d'aménagement pour la période 2009 à 2013, ainsi qu'un plan d'affaires, un comité des usagers fut créé. Ce comité était formé de groupes ou d'organisations ayant des droits reconnus sur le territoire, mais également de groupes ayant un intérêt concret et réel avec le territoire. Le processus vers l'adoption des plans s'est résumé à 19 rencontres sur près de 4 ans (de 2005 à 2009) et les décisions devaient être entérinées par l'ensemble des membres du comité. Cette approche par consensus fut un défi de concertation et d'apprentissage collectif. Consultez le *tableau 3.3* pour la liste du comité des usagers.

Tableau 3.3 Acteurs représentés dans le comité des usagers selon catégories

Catégories	Acteurs
Détenteurs de droits	Produits forestiers Résolu, Industries TLT
Détenteurs de droits divers	Un détenteur d'un bail forêt-bleuet sur le territoire, ministère des Ressources naturelles et de la Faune (représentant régional), ZEC la Lièvre (représenté un regroupement d'utilisateurs)
Instances politiques locales, régionales et autochtones	Ville de Saint-Félicien, Conseil des Montagnais du Lac-Saint-Jean, MRC Domaine du Roy, Municipalité de La Doré
Associations regroupant des utilisateurs du territoire	Club des amis de la branche ouest (association de villégiateurs), Association des trappeurs du Lac-Saint-Jean, Club de VTT les Portes du Nord
Organismes locaux et régionaux	Centre de conservation de la biodiversité boréale, Corporation L'Activité pêche Lac-Saint-Jean

Le projet de Forêt habitée de la Doré a comme principe le respect des droits déjà consentis ou reconnus. En ce sens, le territoire du projet de Forêt habitée de La Doré inclut à la fois des territoires privés, publics ainsi que des terres publiques intramunicipales (consultez à ce sujet l'*Appendice F : Territoire du projet de forêt habitée de la Doré*). En outre, le territoire intègre une partie du territoire de la ZEC la Lièvre et de la Pourvoirie des Laurentides ainsi que des sites d'intérêts autochtones, des baux de villégiatures et des bleuetières. Partant ainsi du principe que chacun des droits (incluant les droits forestiers) sont reconnus, le processus ayant mené à l'élaboration et la validation des plans d'aménagements et d'affaires visaient à doter les différents usagers et intervenants du territoire d'une vision commune de développement.

Le principal obstacle à l'adoption de ces plans fut lié à des négociations à propos de deux secteurs d'intérêts autochtones. En effet, les limites fixées pour le projet de Forêt habitée de la Doré chevauchaient une partie du territoire de la Réserve faunique Ashuapmushuan, territoire revendiqué et négocié actuellement en vertu de l'entente de principe entre le gouvernement du Québec et la communauté innue de Masteuiatsh. Cette situation fut réglée par un comité bipartite formé par des représentants de la Communauté innue de Masteuiatsh et de la MRC Domaine-du-Roy. Suite à une entente, le territoire de la Réserve faunique Ashuapmushuan a été retranché du projet. L'autre secteur d'intérêt autochtone est un territoire de piégeage communautaire, situé en plein cœur du territoire du projet de Forêt habitée de la Doré, où la

communauté de Masteuiatsh a un projet de développement. Il s'agit du projet Forêt-école Nakouti, qui se veut une institution de « formation multidisciplinaire pour les travailleurs du milieu forestier » (FMLSJ, 2008).

Parallèlement aux rencontres du comité des usagers, l'équipe de travail³⁵ de la Coopérative de solidarité de la Rivière-aux-Saumons a réalisé différentes études afin de déterminer les caractéristiques biophysiques du territoire. Ces études ont été en partie financées par la MRC Domaine-du-Roy, en tant que partenaire du projet de Forêt habitée. Par exemple, un inventaire écoforestier a été réalisé en 2006-2007 ainsi qu'un inventaire des milieux humides et aquatiques en 2008. L'équipe de travail de la coopérative effectue également des travaux sur les espèces menacées ou vulnérables, ainsi que celles susceptibles d'être désignées menacées ou vulnérables, tel l'engoulevent bois-pourri. En somme, ces données et études visent à mieux connaître le territoire afin de l'aménager selon les valeurs du projet de Forêt habitée.

Le territoire public du projet de Forêt habitée de la Doré a été divisé en trois affectations : conservation, aménagement intensif ainsi qu'aménagement écosystémique. *L'Appendice G* illustre les différentes affectations du territoire ainsi que les sous-catégories liées. Chacune de ces affectations et sous-affectations a des modalités d'aménagement et de gestion propres.

³⁵ Bien que la CSFRS comble environ 20 emplois années/personnes, l'équipe de travail tel que nous l'entendons regroupe les professionnels et les techniciens s'occupant de la planification des travaux. Cette équipe était constituée de six membres en 2010 (lors de la réalisation du terrain).

CHAPITRE IV

RÉSULTATS DE L'ÉTUDE QUALITATIVE

Ce chapitre présente les résultats de l'analyse qualitative, réalisée à partir des points de vue récurrents exprimés lors des entretiens de recherche avec les acteurs des initiatives à l'étude. Nous y verrons un certain nombre de facteurs de succès (ex. expertise technique, mobilisation sociale), ainsi que des défis (relève et mobilisation, financement) vécus par les organisations. Nous soulèverons également quelques défis à propos de l'application éventuelle de la politique de forêt de proximité.

D'emblée, considérant les nombreuses similitudes entre les deux cas à l'étude, plusieurs des résultats présentés ci-dessous concernent à la fois la CSFRS de la MRC Domaine du Roy ainsi que les CLDMF et l'AGIR de la MRC Maria-Chapdelane. Néanmoins, nous discuterons des différences entre les deux cas lorsque cela sera pertinent.

4.1 Facteurs de succès

4.1.1 Mobilisation pour la création des initiatives

Comme nous l'avons entrevu lors de la présentation des cas à l'étude (section 3.2), les deux initiatives à l'étude ont été créées suite à un mouvement de mobilisation locale. Ce mouvement était en réaction à des coupes forestières qui étaient réalisées et planifiées près des municipalités concernées. Dans les années 1990, ce mouvement a amorcé la prise en charge de la gestion forestière sur les territoires de l'étude – ou tout au moins a montré la motivation à amorcer cette prise en charge – comme l'ont attesté plusieurs répondants rencontrés. Ceux-ci nous ont fait part de l'importance qu'a eue ce mouvement de

mobilisation qui s'est traduit par la création des corporations locales de développement en milieu forestier au milieu des années 1990.

La raison pour laquelle ça a été créé c'est qu'au début des années 90, il y a eu comme un mouvement local qui s'est créé par les corporations, qui ont été mises en place par les municipalités. Une s'est créée et après ça ça a créé l'engouement pour une 2^e, une 3^e et ainsi de suite. Ça a comme fait un effet boule de neige toute cette dynamique-là (Répondant #8).

Questionnés à savoir ce qu'étaient les conditions gagnantes de leur initiative respective, les répondants ont été nombreux à parler d'une volonté de prise en charge de la gestion forestière par les communautés :

Moi je pense qu'à La Doré il y avait du monde qui avait la volonté, qui avait vraiment une volonté réelle de faire quelque chose, vraiment. Peu importe les problèmes, peu importe que ce soit dur, pas dur. Ils avaient une volonté réelle. Une volonté de faire quelque chose avec la forêt et que La Doré se développe. (Répondant #7)

Les membres des initiatives cherchaient à avoir plus de « contrôle sur la ressource forestière » et à prendre en charge l'aménagement des différentes ressources. Par ailleurs, l'analyse des entretiens de recherche nous révèle que les initiatives ont été créées pour deux principales raisons : la création d'emploi et une préoccupation environnementale.

Pour bien comprendre les motivations des communautés à créer les corporations, il faut remonter au début des années 90, au moment où des territoires de forêt publique à l'intérieur des limites municipales ont été intégrés aux unités d'aménagement des compagnies forestières (CGFA, 2000) Ainsi, ces territoires forestiers se trouvaient à être gérés en vertu d'un Contrat d'aménagement et d'approvisionnement forestier (CAAF). Cette intégration a soulevé des inquiétudes chez certains citoyens qui craignaient que la forêt à proximité de leur communauté puisse faire l'objet de coupes forestières à grande échelle.

Ils [citoyens] voyaient arriver la grande industrie avec leurs coupes assez massives... au bout du rang chez eux, c'est vraiment de même qu'ils voyaient ça. Pour prendre les paroles d'un des présidents [d'une corporation] « ben » lui il ne voulait pas se ramasser avec un jardin de souches au bout du rang chez eux. (Répondant #8)

Avant l'établissement de CAAF sur les territoires municipaux, ceux-ci étaient utilisés par la population locale, qui y récoltait du bois (principalement du bois de chauffage) et y effectuait une panoplie d'activités : chasse, pêche, cueillette de petits fruits, etc. Aux dires de quelques répondants rencontrés, les opérations forestières étaient avant le début des années 1990,

réalisées à bonne distance des municipalités. Or, graduellement ces coupes se sont rapprochées, et certains citoyens ne « (...) *voulaient pas que ce soit aménagé d'une façon massive et qu'ils se ramassent avec plus rien* » (Répondant #8). En ce sens, plusieurs craignaient une éventuelle surexploitation de ces territoires :

À l'époque on est encore dans les coupes à blanc puis les bûcheuses avec des pinces puis des grandes scies qui coupaient « toute ». Les gens voyaient ce qui se passait dans la grande forêt et ils étaient proches de ces machines-là. « Chez nous, ça marchera pas de même certain ». (Répondant #10)

Cette préoccupation environnementale s'est d'ailleurs traduite par un désir d'aménager le territoire différemment de l'industrie.

Parallèlement, les transformations du secteur forestier dans lesquelles s'inscrit une mécanisation accrue ont provoqué des pertes d'emplois. Ces dernières affectaient particulièrement les abatteurs manuels, remplacés graduellement par des opérateurs de machinerie. La création des corporations visait également à créer de l'emploi dans la communauté et à permettre aux abatteurs manuels de continuer à vivre de leur métier :

Ben le premier rapport c'est la création d'emploi local. Autrement dit, c'était pour empêcher la grande industrie sur le territoire municipalisé, d'arriver avec une machine et dire « moi je bûche » 50 000 m³ puis il y a plus rien en arrière. C'était on va faire travailler des gens locaux. (Répondant #1)

Le répondant cité plus bas insiste également sur l'importance de la création d'emploi, tout en faisant écho à l'idée que les coupes forestières s'approchaient de plus en plus des municipalités, alors même que des travailleurs forestiers (principalement les abatteurs manuels et les débroussailliers) étaient sans emploi :

Puis avant ça tu avais des opérations forestières, mais c'était toujours au 30-35-40 km, au 100 km [sur les chemins forestiers]. C'était tout le temps loin tandis que là ça a commencé à se rapprocher. Ils en ont fait au 6, au 12 km. Ils en ont fait en arrière de la municipalité. Là le monde... on est entouré par ça puis nous on peut pas rien faire. On a plus de « job ». C'est un peu à partir de ça qu'on a essayé de récupérer du travail pour ces gens-là (Répondant #11).

En somme, nous constatons qu'un mouvement de mobilisation, porté par la population locale, s'est graduellement mis en place dès le début des années 1990. Ce mouvement était basé, d'une part, sur une volonté de créer de l'emploi localement, et d'autre part, sur une préoccupation environnementale.

4.1.2 Implication de la population et leadership

Le mouvement social ayant mené à la création des IFC s'est poursuivi par l'implication des membres de la communauté au fil des ans. Que ce soit au sein des instances décisionnelles de la CSFRS ou à l'intérieur des conseils d'administration des corporations locales de Maria-Chapdelaine, des citoyens bénévoles s'impliquent, pour certains depuis un bon nombre d'années. Certains leaders auraient d'ailleurs joué des rôles clés dans le succès des organisations. En effet, lors des entretiens, nombreux ont souligné l'importance qu'a eue l'implication de certains leaders dans leur communauté, étant « visionnaires » ou « avant-gardistes » : *« les conditions gagnantes c'est uniquement de la détermination, c'est d'avoir une vision et du leadership »* (Répondant #4). Ces leaders ont su rallier d'autres membres de la communauté afin de développer leur projet de gestion collective des forêts. L'implication de la population a également été importante pour le succès de ces initiatives. *« Il y a du leadership à quelque part, citoyens. Il y a du monde qui se sont impliqués là-dessus depuis le début, puis ils ont jamais manqué une réunion et ils viennent bénévolement tout le temps »* (Répondant #7).

4.1.3 Expertise technique et professionnelle

Nous l'avons vu dans la présentation des cas à l'étude (chapitre III), les initiatives de foresterie communautaire (IFC) se sont graduellement dotées d'une expertise technique qui leur a permis de structurer leurs activités et d'orienter leur développement. Pour ce qui est de la création d'AGIR, cette expertise répond à un besoin identifié dans l'étude de Lebrun (1999), mais également dans des propos qui furent recueillis sur nos terrains d'étude :

Nous autres notre corporation avec les autres on a démarré presque en même temps. On s'est vite aperçu qu'on était tous chacun dans notre coin... à essayer de faire nos affaires... On manquait au niveau de la technique, on manquait de gens formés pour nous diriger adéquatement. (Répondant #10)

Dans la MRC Maria-Chapdelaine, la création de l'AGIR a été un tournant dans l'action des corporations de développement en milieu forestier. Dès sa création, l'équipe de travail, en partenariat avec les corporations, a réalisé des études et des inventaires sur le territoire forestier et a élaboré des plans de développement de la gestion intégrée des ressources. Les

membres des corporations ont également planifié des interventions fauniques ou l'établissement d'infrastructures récréotouristiques. De l'avis des répondants de la MRC Maria-Chapdelaine, l'AGIR leur a permis de se doter d'une expertise qu'une corporation seule n'aurait pas eu les moyens de se payer : « *C'est pour ça [expertise technique] qu'on est membre de ça parce que tout seul on s'engagera pas un technicien forestier* » (Répondant #14). Cette mise en commun d'une expertise technique leur a permis de faire cheminer des projets et d'avoir une vision d'ensemble des activités à réaliser sur le territoire.

C'est comme ça qu'AGIR a commencé, avec la volonté de la MRC puis la volonté des corporations de se donner une expertise commune pour pousser les projets plus loin parce qu'il y a pas rien que la forêt, il y a la faune... on fait des diagnostics au niveau des lacs... au niveau des chemins, faire des expertises, des études... On n'avait pas les compétences. Ça nous prenait quelqu'un pour l'ensemble des corporations qui avait les compétences pour le faire. (Répondant #10)

Pour plusieurs répondants, la mise sur pied d'AGIR a également permis de rétablir un « rapport de force » avec l'industrie. En effet, les membres des corporations avaient à collaborer avec des techniciens forestiers des compagnies forestières et plusieurs ont affirmé qu'ils ne disposaient pas de suffisamment de connaissances techniques pour négocier efficacement avec l'industrie :

« On allait rencontrer des professionnels puis nous on était pleins de bonnes intentions excepté qu'au niveau technique on n'avait pas de connaissances. On s'est aperçu qu'on ne parlait pas d'égal à égal non plus. Ils nous planifiaient des travaux et c'est par là qu'on allait » (Répondant #13).

L'idée de l'importance d'une expertise et d'une connaissance du territoire lorsque vient le temps de négocier avec l'industrie revient ici :

Chaque territoire a été analysé avec tous les potentiels et les façons d'intervenir. Ça nous a permis vraiment d'être capable de rencontrer des compagnies forestières et analyser leurs plans d'intervention, leur quinquennal et leur annuel... pour voir s'il y avait pas des « bogues » là-dedans et dire : « on ne rentrera pas là, il y a un potentiel intéressant qui peut être sauvegardé » (Répondant #13)

Par ailleurs, l'AGIR – forte de son expertise technique en gestion intégrée des ressources – offre maintenant ces services à plusieurs clients pour des projets régionaux, tels Produits forestiers Résolu, Granules LG, le Conseil des Montagnais du Lac-Saint-Jean, la MRC Maria-Chapdelaine, le Site touristique de la Chute à l'Ours etc. Les services offerts par l'AGIR vont de la gestion intégrée des ressources à la gestion de l'eau et des services

environnementaux en passant par la valorisation de la biomasse forestière et le développement de produits forestiers non ligneux (AGIR, 2011). Cet organisme en vient à jouer un rôle de consultant et met à profit son expertise régionalement.

Du côté de la Coopérative de la Rivière-aux-Saumons, le développement du projet de Forêt habitée a nécessité une expertise technique professionnelle et variée. Selon plusieurs répondants, l'expertise technique et les connaissances développées sont d'ailleurs des points forts de leur organisme. En effet, les nombreuses études et inventaires réalisés ont permis d'asseoir le projet sur des bases solides et ont permis de donner une direction aux travaux du comité des usagers. Étant donné que les membres de la coopérative et le comité des usagers se sont clairement positionnés en regard d'une délégation éventuelle de droits forestiers, l'expertise et les connaissances développées démontrent à leurs yeux la capacité qu'ils ont de gérer efficacement le territoire :

Donc on a dit que la portion forêt est capable d'être viable parce qu'on a progressé suffisamment, on est rendu suffisamment compétent. On a des techniciens, on a des professionnels, on a des gestionnaires, on a des gars sur le terrain (répondant #4).

Un autre répondant nous fait état de l'importance qu'ont les inventaires réalisés afin de mieux intervenir :

Nous les activités qu'on a vraiment réalisées sur le territoire c'est des inventaires, de manière à connaître des caractéristiques du territoire et prendre des décisions d'aménagement dans le futur, parce qu'on n'a pas encore le mandat officiellement de gérer la forêt habitée (répondant #2).

Ainsi, le développement d'une expertise technique et professionnelle est intimement lié à l'élaboration ces dernières années du projet de forêt habitée de la Doré.

4.1.4 Relation entre les initiatives et l'industrie forestière

Comme nous l'avons vu jusqu'ici, sous le régime forestier actuel – au moment où le nouveau régime n'est pas encore totalement opérationnel – les relations entre l'industrie et les dirigeants semblent devoir être ouvertes. La grande majorité des répondants iront dans ce sens en la qualifiant de « bonne ». Dans le contexte actuel, les droits forestiers sont détenus

par l'industrie forestière³⁶ (Produits forestiers Résolu en grande majorité) et celle-ci n'est pas dans l'obligation de sous-traiter des opérations de récoltes (et certaines opérations sylvicoles) aux corporations de Maria-Chapdelaine et à la Coopérative de la Rivière-aux-Saumons. En ce sens, la création et la survie de ces organismes sont tributaires d'une collaboration et d'un partenariat avec l'industrie. *« C'était quand même pas mauvais en tant que rapport [avec l'industrie] parce que le départ des corporations a été... Ça vient quand même de la bonne volonté des gens qui étaient en place à ce moment-là »* (Répondant #13).

Au fil du temps, les différentes IFC ont démontré qu'ils étaient à même de réaliser les travaux demandés. Ils ont progressivement bâti leur crédibilité et une relation de confiance avec l'industrie :

Il s'est créé un climat de confiance autant au niveau de la corporation et dans sa relation d'affaires avec l'industrie. Petits à petits ces responsabilités-là ont augmenté. Les corporations voulaient en avoir plus puis l'industrie était à l'aise d'en donner un peu plus parce que le travail correspondait à ce qu'eux autres voulaient. (Répondant #8)

Par ailleurs, la bonne relation entre l'industrie et les membres des IFC se reflète également par la participation des industries détentrices de CAAF sur le territoire du projet de Forêt habitée de la Doré au processus de validation du plan d'aménagement 2009-2013 et du plan d'affaires : *« Ils [les détenteurs de droits forestiers] étaient tout le temps présents. Ils faisaient valoir leurs préoccupations là, puis ils ont été à l'écoute. Honnêtement j'ai pas un mot à dire sur eux autres »* (répondant #7).

De l'avis de certains membres, l'industrie forestière tirerait des avantages du partenariat avec les IFC, notamment du fait que ces dernières effectuent elles-mêmes des consultations avec les différents utilisateurs du territoire, dont les associations de villégiateurs. Ces dernières sont parfois réfractaires aux coupes forestières à proximité de leur lieu de villégiature, et surtout de l'impact visuel de ces coupes. Ainsi, le fait que les initiatives à l'étude effectuent elles-mêmes le travail de consultation des utilisateurs du territoire – et qu'ils adaptent en conséquence le type de coupes à y être effectuées – améliorerait l'acceptabilité sociale des

³⁶ Bien que le nouveau régime forestier laisse entrevoir une possible délégation de droits forestiers au niveau régional, rien ne garantit à l'heure actuelle que ce sera véritablement le cas.

coupes forestières. Un répondant donne ainsi l'exemple de coupes forestières réalisées près d'un lac comportant de nombreux villégiateurs. Selon lui, il n'était pas facile de convaincre les villégiateurs de la pertinence de réaliser des coupes forestières à proximité du lac : *« Ça a pas été facile. On a recommencé souvent, « hé boy » Quand tu as 150 propriétaires de chalets, tu en as de toutes les sortes là-dedans »* (répondant #11). Certains villégiateurs étaient ainsi inquiets de la régénération de la forêt et de l'impact visuel des coupes. Appuyée par AGIR, la corporation en question a approché les bords du lac en effectuant notamment des coupes partielles – ou de petites superficies replantées par la suite – avec des machineries adaptées.

4.2 Contraintes et défis

4.2.1 Absence de droits sur les ressources et dépendance envers l'industrie

Dès lors, la relation établie entre l'industrie forestière et les IFC a permis la création et le développement de ces dernières et cette relation est généralement jugée de manière satisfaisante par les répondants rencontrés. Néanmoins, plusieurs répondants déplorent la trop grande dépendance des IFC à l'industrie forestière. En effet, les travaux qu'ils effectuent d'une année à l'autre ne sont pas nécessairement garantis, et le processus doit parfois être repris lorsque les intervenants forestiers changent (notamment lorsqu'il y a la vente d'usines et que les droits forestiers sont transférés).

(...) on peut même pas appeler ça [rencontres entre industries et IFC] une négociation. Ils [IFC] rencontrent l'industrie à chaque année et ils s'entendent sur un volume de bois et sur un prix, mais ils n'ont pas le choix de leur envoyer. S'ils ne veulent pas le couper à ce prix là ben ils vont le faire faire par d'autres. Ça se passe pas mal comme ça. (Répondant #8)

Le bilan des activités des corporations locales de développement du milieu forestier faisait déjà état, en 1999, de l'avantage que représentent les bonnes relations d'affaires avec les bénéficiaires, tout en reconnaissant que la dépendance envers ces derniers était un inconvénient (Lebrun, 1999). Comme l'a démontré l'analyse des IFC à partir de l'outil d'évaluation, les initiatives disposent d'une marge de manœuvre limitée quant à

l'aménagement et la mise en valeur du territoire, principalement dû à l'absence de droits garantis sur les ressources.

4.2.2 Démobilisation et relève

Comme nous l'avons souligné dans les facteurs de succès, l'implication des membres de la communauté est facteur important à considérer, et elle explique en bonne partie l'existence et le développement des organisations impliquées. Or l'implication des membres de la communauté dans les IFC n'est jamais acquise et doit être maintenue dans le temps. En effet, la relève a été identifiée comme un défi pour plusieurs répondants. Ce point de vue semble toucher davantage les membres des corporations de Maria-Chapdelaine. D'ailleurs, leur organisation repose sur l'action de plusieurs bénévoles au sein des conseils d'administration. Le Bilan des interventions des CLDMF de 1999 stipulait d'ailleurs que le « bénévolat est très important pour le maintien et la continuité des CLDMF » (Lebrun, 1999 : 66) et que plusieurs personnes s'impliquent dans les organisations depuis leur début (ce qui est encore le cas aujourd'hui pour plusieurs). En conséquence, il importe selon Lebrun de préparer la relève avant l'essoufflement des bénévoles. Les points de vue exprimés dans le cadre de cette étude vont dans le même sens :

La moyenne d'âge je te dirais qu'elle n'est pas loin de 60 ans, bien 50 de moyenne comme il faut... la relève d'après moi ça sera pas si évident. C'est un peu de conscientiser le monde et les intéresser au projet. Les jeunes de les intéresser au projet forestier et le développement du côté forestier. (Répondant #11)

Certains répondants s'inquiètent d'une éventuelle démobilisation de la population et de membres des IFC. Du côté de la Coopérative de la Rivière-aux-Saumons, l'inquiétude est liée au fait que la mobilisation de la communauté en faveur du projet de forêt habitée et la concertation au sein du comité des usagers puisse s'essouffler considérant la durée du processus politique de refonte du régime forestier. En ce sens, les membres de l'équipe de travail de la coopérative se disent prêts dès maintenant à prendre une part accrue à la gestion forestière et à continuer à travailler avec le comité des usagers en vue de la mise en pratique de leur projet de forêt habitée. Or, il ne devrait pas avoir d'annonce pour d'éventuels projets-pilotes de forêts de proximité avant la mise en application de la loi 57, soit en 2013 si tout se passe comme prévu. Pour pallier ce possible essoufflement, l'équipe de travail de la

Coopérative de la Rivière-aux-Saumons poursuit ses efforts de caractérisation du territoire et d'harmonisation des intérêts et usages afin de faire progresser le projet. Ils travaillent d'ailleurs sur un plan de gestion du bois de chauffage sur le territoire de la Forêt habitée de la Doré.

Des répondants issus des Corporations de Maria-Chapdelaine craignent une démobilisation, mais dans une tout autre perspective. En effet, certains craignent une démobilisation qui pourrait subvenir advenant que les corporations perdent de leur autonomie au sein du nouveau régime forestier (nous y reviendrons à la section 4.3). Dans cette optique, les bénévoles impliqués dans ces initiatives sont notamment motivés par le développement local et sont fiers de réinvestir une partie des profits générés dans la communauté, et ce, de façon autonome. En ce sens, si l'application de la politique de forêt de proximité les prive de cette autonomie, quelques-uns ont affirmé qu'ils n'auraient pas la motivation nécessaire pour continuer à s'impliquer bénévolement.

4.3 Pistes de réflexion à propos des forêts de proximité

La possibilité éventuelle que les initiatives de foresterie communautaire puissent bénéficier d'une délégation de droits forestiers dans le cadre de la politique des forêts de proximité crée beaucoup d'attentes et d'enthousiasme dans la communauté. D'ailleurs, les membres des initiatives ont déjà entamé des démarches auprès du ministère des Ressources naturelles et de la Faune afin d'être reconnus comme projet-pilote dans le cadre de cette politique. Cette politique et une éventuelle délégation de droits représentent pour plusieurs la possibilité de continuer le processus de prise en charge des ressources forestières et du territoire amorcé depuis 10 ou 15 ans : « (...) *on est prêts. Je veux pas parler pour les autres cas. Moi je me dis que c'est juste un stade où, on est rendu là et c'est juste d'officialiser ce qu'on fait déjà depuis 15 ans* » (Répondant #8). En ce sens, la politique des forêts de proximité semble représenter une opportunité d'obtenir « *plus de contrôle sur la ressource forestière, qu'on n'a pas actuellement* » (Répondant #9). En contrepartie, les contraintes ont souvent été liées à cette obtention ou non d'un plus grand contrôle sur la ressource forestière. « *Ben contraintes... ce qu'on veut c'est être le projet-pilote qui va être accepté et qu'ils donnent les*

outils pour le développer. (...) Puis des contraintes... ils ont rien qu'à nous donner le pouvoir, parce qu'en réalité c'est ça » (Répondant #3).

Bien que plusieurs répondants soient enthousiastes à propos du potentiel qu'incarne le nouveau régime forestier et l'éventuelle politique de forêts de proximité, des inquiétudes sont présentes. Certains sont préoccupés par un rôle prépondérant que pourrait jouer les instances politiques régionales telles les MRC et les CRÉs dans l'application de la politique. De façon générale, plusieurs intervenants ont soulevé une crainte selon laquelle les MRC pourraient avoir un pouvoir d'influence trop élevé dans l'application éventuelle de la politique des forêts de proximité. En ce sens, la plupart des répondants croient qu'une délégation des droits sur les ressources forestières pourrait être contractée entre le gouvernement du Québec et les MRC³⁷. Comme l'indique le document de consultation sur la politique de forêts de proximité, les MRC font partie des trois acteurs (municipalité, MRC, conseil de bande autochtone) susceptibles d'obtenir une délégation de gestion (MRNF, 2011a).

Les éventuelles MRC délégataires de gestion pourraient alors se positionner selon diverses approches, et leurs responsabilités en regard de la gestion des forêts de proximité seraient variables. Par exemple, une MRC pourrait décider de s'adjoindre des partenaires locaux afin de leur confier des responsabilités de gestion et de planification tout en assurant une supervision. À l'opposé, une autre MRC pourrait décider de planifier elle-même les travaux et faire exécuter les travaux via des appels d'offres ouverts aux différentes organisations (sociétés sylvicoles, coopératives, entrepreneurs forestiers, etc.).

Pour certains répondants, le rôle de la MRC est perçu comme étant un intermédiaire vers une initiative de foresterie communautaire plus locale. Dans cette optique, la MRC est partie prenante du projet et agirait comme mandataire de gestion pour la forêt de proximité sur son territoire. L'initiative de foresterie communautaire et la MRC doivent, dans cette optique, trouver un modèle satisfaisant les deux parties. Cette vision semble contrebalancée par une inquiétude selon laquelle les éventuelles forêts de proximité puissent être gérées selon un

³⁷ Selon la loi sur l'aménagement durable du territoire forestier (Assemblée nationale, 2010), une délégation peut s'effectuer entre le gouvernement du Québec et une municipalité locale, une MRC, un conseil de bande autochtone ou un regroupement de l'une ou l'autre de ces dernières instances.

modèle qui ressemble à la gestion des terres publiques intramunicipales (TPI) par les MRC, soit par appel d'offres. *« On ne veut pas que ce soit : la MRC fait un appel d'offres pour 30 km de routes forestières dans 6 municipalités et là tu demandes une soumission. C'est pas ça qu'on veut »* (Répondant #11).

Plusieurs répondants ont ainsi argué qu'ils ne souhaitent pas être considérés comme des « contracteurs » (contractants), mais plutôt comme des organismes autonomes œuvrant sur un territoire donné, faisant appel à des entrepreneurs locaux et régionaux pour l'exécution des travaux et pouvant investir les profits générés de la manière dont ils le jugent nécessaire. Toujours dans une volonté d'autonomie, l'analyse révèle une inquiétude chez certains répondants indiquant que les profits pourraient se retrouver gérés par la MRC et, dans ce cadre, que les corporations doivent alors faire une demande formelle afin de réinvestir des fonds pour des projets locaux de leur choix.

En somme, bien que la plupart des répondants considèrent la politique des forêts de proximité comme étant une opportunité de développement intéressante, plusieurs s'inquiètent de l'éventuelle application de cette politique. Il sera intéressant d'analyser de quelle façon la transition s'effectuera, lors de la mise en application de la politique de forêts de proximité. Nous risquons d'assister à la création de différents modèles de gestion des forêts de proximité au sein des différentes MRC et régions administratives concernées qu'il sera pertinent d'analyser afin que la « régionalisation » de la gestion forestière puisse favoriser l'essor et de développement d'IFC.

CHAPITRE V

RÉSULTATS DE LA GRILLE DE CRITÈRES ET D'INDICATEURS

Au sein de ce chapitre, les initiatives de foresterie communautaire seront évaluées, à partir de la grille de critères et d'indicateurs. Cette évaluation se base sur les cinq concepts-clés de la foresterie communautaire.

D'emblée, rappelons que l'outil d'évaluation que nous développons dans ce mémoire est basé sur les cinq concepts-clés de la foresterie communautaire : gouvernance participative, bénéfices économiques locaux, gestion intégrée, gestion multiressource et viabilité écologique. Les seuils de chacun des indicateurs se déclinent en « faible », « moyen », ou « fort » selon le degré de performance. Veuillez consulter à cet effet l'*Appendice H – Outil d'évaluation des initiatives de foresterie communautaire*, qui fournit un résumé des seuils utilisés pour évaluer chacun des indicateurs.

L'outil sera d'ailleurs organisé de manière à distinguer d'une part, les indicateurs qui sont directement mesurables via les seuils de mesure et d'autre part les critères, qui eux sont des principes généraux découlant des concepts-clés et qui sont constitués de plusieurs indicateurs. Au sein de ce chapitre, les critères sont indiqués dans le titre des tableaux (excepté le tableau 5.1) qui résume les organisations évaluées dans le présent chapitre). Chacun des tableaux regroupe d'ailleurs les différents indicateurs liés aux critères associés. Consultez à nouveau l'*Appendice H – Outil d'évaluation des initiatives de foresterie communautaire* afin d'avoir une vue d'ensemble de ces critères et indicateurs.

En outre, tel que nous l'avons vu lors de la présentation des cas à l'étude, nous évaluerons d'une part, la CSFRS et le projet de Forêt habitée de la Doré de la MRC Domaine-du-Roy, et d'autre part, nous déclinerons le cas des CLDMF et de l'AGIR de la MRC Maria-Chapdelaine selon deux corporations ayant chacune leurs spécificités. Les deux corporations

évaluées dans le cas de la MRC Maria-Chapdelaine seront la Corporation aménagement forêt Normandin (CAFN) ainsi que la Corporation forêt environnement Saint-Thomas-Didyme (CFEST). Afin d'avoir un regard synthétique sur les organisations évaluées au sein de ce chapitre, consultez le tableau 5.1.

Tableau 5.1 Organisations évaluées par la grille de critères et d'indicateurs

	Organisations évaluées	Territoire d'intervention	Municipalité concernée
MRC Domaine- du-Roy	Coopérative de solidarité forestière de la Rivière-aux-Saumons (CSFRS) et Projet de la Forêt habitée de la Doré	72 392 ha	La Doré
MRC Maria- Chapdelaine	Corporation forêt environnement St-Thomas-Didyme (CFEST) et l'AGIR ¹	24 540 ha	St-Thomas-Didyme
	Corporation aménagement forêt Normandin (CAFN) et l'AGIR ¹	5533 ha	Normandin

¹ En tant qu'expertise technique en soutien aux corporations, les activités d'AGIR – pourvu qu'elles soient relatives aux corporations étudiées – seront également évaluées.

5.1 Gouvernance participative

La gouvernance participative en appelle à une participation de la population locale et des différentes parties prenantes à la gestion forestière locale. Le premier indicateur (voir tableau 5.2) vise à déterminer si les administrateurs et décideurs des initiatives proviennent de la localité ou de la région. Lorsque moins du tiers des preneurs de décisions sont issus de la communauté locale/régionale, une initiative obtient le résultat « faible », entre le tiers et le deux tiers, elle obtient le résultat « moyen », et plus du tiers, le résultat « fort ».

À cet égard, les deux initiatives obtiennent un résultat « fort » quant à ce dernier indicateur. En effet, la Coopérative de solidarité forestière de la Rivière-aux-Saumons est constituée de membres travailleurs et de membres de soutien issus de la communauté locale et régionale. En outre, le comité des usagers du projet de Forêt habitée de La Doré est formé de plusieurs représentants d'associations locales et régionales (Associations des trappeurs du Lac-Saint-

Jean, Club de VTT les Portes du Nord, MRC Domaine-du-Roy, etc.), de représentants régionaux de l'industrie forestière (Abitibi Bowater, Industrie TLT) ainsi qu'un représentant régional du ministère des Ressources naturelles et de la Faune. Ces représentants de l'industrie et du MRNF demeurent minoritaires au sein du processus décisionnel.

Du côté des deux corporations évaluées dans la MRC Maria-Chapdelaine, les conseils d'administration de la CAFN et de la CFEST sont composés uniquement de preneurs de décisions issus de la communauté locale et régionale. En effet, le conseil d'administration de la CAFN est composé de : deux sièges municipaux, un de la Chambre de commerce du secteur de Normandin, un d'une Association de villégiateurs ainsi que trois membres élus provenant de la communauté locale (membres de la CAFN). La composition de celui de la CFEST va comme suit : trois sièges municipaux, un de l'Association des propriétaires de chalets du Lac-à-Jim, un du Club sportif Élan de St-Thomas (club de chasse et pêche) ainsi que deux sièges élus parmi les membres locaux.

Le deuxième indicateur du critère de processus décisionnel local est celui de l'implication des participants à la conception du processus de gouvernance. Celui vise à mesurer jusqu'à quel point les IFC ont été créées localement. Cet indicateur sera jugé « faible » lorsque le processus de gouvernance est créé par une agence gouvernementale, « moyen » lorsqu'il est conçu par des élus municipaux, et « fort » lorsqu'il est créé par des élus municipaux et la collaboration du milieu. Les trois organisations évaluées ici entrent dans la dernière catégorie. En effet, les membres et participants des trois organismes de foresterie communautaire ont été fortement impliqués dans la création du processus de gouvernance. En ce sens, ils ont créé leur organisme eux-mêmes et ont décidé de leur fonctionnement. Finalement, des élus municipaux ont été présents au sein de chacun des processus de gouvernance et ont participé à leur création.

Tableau 5.2 : Processus décisionnel local

Indicateur	Seuils de mesure	CSFRS / Doré	CAFN	CFEST
Proportion des preneurs de décisions provenant de la communauté locale / régionale	Faible – 0-33% locale / régionale			
	Moyen – 34-66% locale / régionale	Fort	Fort	Fort
	Fort – 67-100% locale / régionale			
Implication des participants à la conception du processus de gouvernance	Faible – Conception par une agence gouvernementale			
	Moyen – Conception par les élus municipaux	Fort	Fort	Fort
	Fort – Conception par les élus et la collaboration du milieu			

Au sein du critère de représentativité du processus décisionnel (voir tableau 5.3), nous cherchons tout d'abord à évaluer dans quelle mesure les IFC possèdent des critères démocratiques au sein de ce processus. Les seuils de mesure vont comme suit : « faible » lorsque le processus décisionnel des IFC ne possède peu ou pas de critères démocratiques ; « moyen » lorsqu'elles impliquent des critères informels et « fort » lorsqu'il s'agit de critères formels.

À nouveau, les trois organisations évaluées ici obtiennent des résultats jugés « fort ». En effet, les conseils d'administration des deux corporations de Maria-Chapdelaine comportent des sièges municipaux ainsi que des sièges citoyens (élus parmi les membres des corporations). En outre, des assemblées générales annuelles ont lieu où les membres ont le droit de vote et des consultations publiques sont également réalisées. Nous considérons que le fait qu'une majorité de sièges soient réservés à des élus municipaux ou à des membres élus démontre que ces organismes possèdent des critères démocratiques formels au sein de leur processus décisionnel démocratique.

La Coopérative de solidarité forestière de la Rivière-aux-Saumons, quant à elle, est composée de membres utilisateurs des services de la coopérative, de membres travailleurs ainsi que de membres de soutien. Les membres de soutien ne peuvent détenir plus du tiers du nombre total des administrateurs de la coopérative. Ils ont un droit de vote et aucune ristourne ne leur est attribuée. Les membres de soutien sont élus en assemblée générale.

L'indicateur suivant vise à évaluer si les IFC se sont dotées de processus permettant une représentation des différentes parties prenantes quant à l'utilisation du territoire. Une organisation donnée obtiendra le résultat « fort » lorsqu'une majorité de parties prenantes sera impliquée. Cette représentation des parties prenantes est d'ailleurs l'une des forces des organisations à l'étude.

Du côté de la CAFN et de la CFEST de Maria-Chapdelaine, certaines parties prenantes concernées par l'utilisation du territoire (associations de villégiateurs, club de chasse et pêche) sont intégrées au sein même du conseil d'administration. De plus, des consultations périodiques ont lieu lorsque des travaux d'aménagement forestier sont susceptibles d'affecter les activités des utilisateurs du territoire et des consultations comprenant une majorité des parties prenantes ont été réalisées lors de l'élaboration des plans de développement de la gestion intégrée.

Par ailleurs, comme nous l'avons vu lors de la présentation des cas à l'étude, la représentation des différents utilisateurs du territoire est l'une des principales forces de la CSFRS. L'action du comité des usagers visant la validation par consensus du plan d'aménagement et du plan d'affaires du projet de forêt habitée de la Doré en témoigne.

Tableau 5.3 Représentativité du processus décisionnel

Indicateur	Seuils de mesure	CSFRS / Doré	CAFN	CFEST
Critères démocratiques au sein du processus décisionnel	Faible – peu ou pas de critères	Fort	Fort	Fort
	Moyen – critères informels			
	Fort – critères formels			
Représentation des diverses parties prenantes impliquées dans l'utilisation du territoire	Faible – aucunes ou quelques parties prenantes	Fort	Fort	Fort
	Moyen – la moitié des parties prenantes			
	Fort – plus de la moitié des parties prenantes			

Le critère suivant porte sur l'ampleur du pouvoir décisionnel (*voir* tableau 5.4). Le premier indicateur à ce sujet s'intéresse au niveau de délégation accordée au processus de gouvernance. Une organisation obtiendra le résultat « faible » lorsqu'elle ne possède aucune tenure formelle ; « moyen » dans le cas d'une tenure à base de volume (droit d'extraction) et « fort » lorsqu'elle détient une tenure à base territoriale (droit de gestion). Les trois initiatives à l'étude ont un niveau de délégation « faible ». En effet, les droits forestiers sont détenus par l'industrie forestière, principalement Produits forestiers Résolu. Les opérations forestières réalisées par les organismes sont possibles grâce à un partenariat avec l'industrie. Les organismes ne possèdent pas de droits sur les ressources fauniques, ni sur les produits forestiers non ligneux, excepté la CAFN qui a obtenu les droits sur des bleuetières sur terres publiques sous CAAF (Simard, 2010).

L'indicateur « pouvoir de décision considérant les droits alloués » évalue dans quelle mesure les initiatives de foresterie communautaire possèdent une marge de manœuvre dans l'aménagement des différentes ressources. Par exemple, cet indicateur sera jugé « faible » lorsqu'un organisme n'est responsable que de décisions opérationnelles alors qu'il sera jugé « fort » lorsque les objectifs et les plans d'aménagement sont réalisés par cet organisme pour l'ensemble des ressources. Les trois organismes à l'étude se situent entre ces deux gradients et tendent davantage vers une « faible » performance. En effet, ne disposant pas de droits sur la ressource forestière, les plans d'aménagements forestiers quinquennaux et annuels demeurent la responsabilité de l'industrie. Toutefois, les organismes à l'étude proposent fréquemment des modifications, en regard notamment de leur propre plan d'aménagement ou plan de gestion intégrée, et participent parfois à la réalisation de ceux-ci. Comme nous l'avons vu (section 4.3), en cas de coupes forestières prévues à proximité de lieux de villégiature, il arrive que les organismes effectuent eux-mêmes la consultation auprès des associations de villégiateurs et proposent à l'industrie forestière de réaliser les travaux en intégrant des mesures de mitigation ou de réduction de l'impact visuel des coupes.

Dès lors, les performances relatives des trois organismes en regard de l'ampleur du processus décisionnel semblent directement liées à l'absence de droits sur la ressource. Comme nous

l'avons vu lors de la présentation des cas à l'étude et à l'intérieur de l'analyse qualitative (section 4.5), il existe chez les membres des initiatives une volonté d'obtenir des droits sur les ressources, dont les droits forestiers. L'application en 2013 de la nouvelle loi forestière ainsi que de la politique des forêts de proximité pourrait en ce sens permettre une plus grande délégation, des droits forestiers notamment.

Tableau 5.4 Ampleur du pouvoir décisionnel

Indicateur	Seuils de mesure	CSFRS / Doré	CAFN	CFEST
Niveau de délégation (transferts de droits) accordé au processus de gouvernance	Faible – aucune tenure formelle	Faible	Faible	Faible
	Moyen – tenure à base de volume			
	Fort – tenure territoriale			
Pouvoir de décision considérant les droits alloués	Faible – décisions opérationnelles Moyen – élaboration plans d'aménagement et opérationnels Fort – élaboration plans d'amén. et opérationnels (toutes ressources)	Moyen	Moyen	Moyen

5.2 Retombées économiques locales

D'emblée, rappelons que par l'évaluation de ce concept, nous nous intéressons particulièrement aux bénéfices économiques générés par les IFC ainsi qu' à la viabilité économique de celles-ci.

Premièrement, le critère de création d'emplois locaux (*voir* tableau 5.5) ne compte qu'un seul indicateur, soit celui de « proportion d'emplois locaux ». Une organisation obtiendra un résultat « fort » à cet indicateur lorsque plus de la moitié des employés proviendront de la communauté locale, « moyen » lorsque la proportion d'emplois locaux se situera entre 25 à 50 %, et « faible » lorsque celle-ci sera inférieure à 25 %. Les trois organisations impliquées

entrent dans la première catégorie de résultats. En effet, toutes les initiatives emploient une majorité de travailleurs³⁸ provenant de leur municipalité d'attache.

Par ailleurs, dans le cas de la CAFN et de la CFEST de Maria-Chapdelaine, il arrive qu'il n'existe pas d'entrepreneurs locaux pouvant effectuer certains travaux³⁹. Lorsque cela se produit, ces CDLMF tentent de prioriser les entrepreneurs les plus près de leur territoire d'appartenance.

Tableau 5.5 Création d'emplois locaux

Indicateur	Seuils de mesure	CSFRS / Doré	CAFN	CFEST
Proportion d'emplois locaux	Faible – moins de 25 %	Fort	Fort	Fort
	Moyen – de 25 à 50 %			
	Fort – plus de 50 %			

Le critère de viabilité économique des organisations (*voir* tableau 5.6) se décline en deux indicateurs. Alors que le premier vise à déterminer si les activités des initiatives sont déficitaires ou profitables, le deuxième se penche sur le pourcentage des revenus provenant de programmes publics.

Les seuils de mesure relativement au premier indicateur se divisent en trois catégories : « faible » en cas de déficit, « moyen » en cas de parité, et « fort » advenant un surplus. Étant donné que la ventilation des revenus et des dépenses est susceptible de varier d'une année à l'autre, nous avons effectué les moyennes des années 2008, 2009 et 2010 (excepté dans le cas du CSFRS, où seules les données de 2010 étaient disponibles.

Pour la période de 2008 à 2010, les activités de la CAFN ont été déficitaires. En effet, les trois dernières années ont été particulièrement difficiles quant à la récolte de bleuets, tant pour la CAFN que pour les différents propriétaires de bleuetières conventionnelles. En effet,

³⁸ A titre indicatif, la CAFN a créé 3,06 emplois années/personnes en 2010, comparativement à 2,91 pour la CFEST et 20,34 pour la CSFRS. Spécifions ici que les chiffres d'emplois de l'AGIR ne sont pas comptabilisés ici.

³⁹ Rappelons que les CLDMF de Maria-Chapdelaine sous-traitent parfois des travaux à des entrepreneurs locaux.

des aléas climatiques (gel tardif, manque de précipitations, etc.) ont affecté la récolte et le prix de vente du bleuet a connu une baisse. Le déficit de la CAFN a été amorti par un fonds de roulement accumulé lors des années précédentes. Ainsi, cette évaluation doit être relativisée, car concentrée sur trois années de récolte et de ventes difficiles. La CFEST a connu deux années de surplus budgétaires après une année de déficit. Durant les trois dernières années, la corporation a cumulé un surplus de 58 494 \$. La Coopérative de solidarité Rivière-aux-Saumons, quant à elle, a généré un surplus de 50 000 \$ au cours de la dernière année financière.

Les seuils de mesure de l'indicateur « autosuffisance des organismes » varient selon la proportion de revenus provenant de programmes publics. Dans cette optique, les organisations dont cette proportion est la plus faible sont considérées les plus autosuffisantes. Plus spécifiquement, le résultat de l'indicateur est jugé « fort » lorsque la proportion varie entre 0 à 33 %, « moyen » lorsqu'elle se situe entre 34 et 66 %, et « faible » dans le cas où elle est au-dessus de 66 %. Alors que les données concernant la CFEST sont indisponibles⁴⁰, la CAFN et la CFEST obtiennent le résultat « fort », étant donné que le pourcentage des revenus provenant de programmes publics est faible : d'environ 14 % pour la CAFN et de moins de 1 % pour la CFEST. En ce sens, les deux CLDMF de Maria-Chapdelaine tirent la grande majorité de leurs revenus de leurs propres activités. Ce postulat demeure à nuancer dans la mesure où la ventilation des revenus et des dépenses de l'AGIR n'est pas prise en compte dans ce calcul.

⁴⁰ Néanmoins, à la lueur des informations disponibles, une part relative des revenus de la CFEST proviennent de fonds publics. En effet, la MRC Domaine-du-Roy a investi des fonds (via le PMVRF) pour la réalisation du projet de Forêt habitée de la Doré, notamment pour les études et inventaires réalisés sur le territoire ainsi que l'animation du comité des usagers.

Tableau 5.6 Viabilité économique de l'organisation

Indicateur	Seuils de mesure	CSFRS / Doré	CAFN	CFEST
Surplus ou déficit (2008-2009-2010)	Faible – déficit	Fort (2010)	Faible	Fort
	Moyen – parité			
	Fort – surplus			
Autosuffisance de l'organisme (% de revenus provenant de programmes publics)	Faible – 67 à 100 %	N/A	Fort	Fort
	Moyen – 34 à 66 %			
	Fort – 0 à 33 %			

Le critère « autres retombées » (voir tableau 5.7) regroupe des indicateurs relatifs au lieu de transformation de la matière ligneuse (fibre), à l'utilisation de cette dernière pour la fabrication de produits à valeur ajoutée et finalement à l'investissement d'une partie des revenus dans des projets communautaires.

Les deux premiers indicateurs – relatifs à la provenance et l'utilisation de la matière ligneuse – sont constitués de seuils de mesure similaires. En effet, plus la proportion de la matière ligneuse transformée localement (dans un rayon de 100 km) ou utilisée pour un produit à valeur ajoutée est élevée, plus les retombées sont considérées importantes. Plus spécifiquement, la correspondance entre la proportion identifiée dans les seuils de mesure et les résultats obtenus va comme suit : une proportion inférieure à 33 % est considérée « faible » ; une proportion variant entre 34 et 66 % « moyenne » et une proportion supérieure à 66 %, « forte ».

Au sein des trois organismes, la totalité de la matière ligneuse récoltée est transformée régionalement (dans un rayon de 100 km). Le volume de résineux récolté par la CSFRS est transformé directement à l'usine de Produits forestiers Résolu de La Doré. Toutefois, la récolte de matière ligneuse n'est pas utilisée pour la réalisation d'un produit à valeur ajoutée, au sein de toutes les organisations. Cela s'explique en partie du fait que les volumes de bois sont garantis à des industries qui effectuent une transformation primaire de la matière ligneuse, notamment du bois d'œuvre et du papier journal.

Finalement, le dernier indicateur du critère « autres retombées » vise à déterminer si les IFC investissent une partie de leurs revenus dans des projets communautaires (outre les projets gérés par les IFC elles-mêmes). Il n'est pas question d'évaluer ici la proportion des revenus réinvestis, mais bien de vérifier si les IFC investissent, et si oui, de façon régulière (résultat « fort ») ou irrégulière (résultat « moyen »). Dans le cas où aucun investissement n'est réalisé, l'organisation évaluée obtient le résultat « faible ».

La CSFRS et la CFEST obtiennent toutes les deux des bonnes performances relativement à cet indicateur. En effet, la CSFRS réserve annuellement 1 % de ses revenus pour des investissements sociaux ou environnementaux. De façon globale, les corporations de Maria-Chapdelaine œuvrent dans une perspective de création d'emploi et également de redistribution des profits à la communauté. La CFEST et la CAFN n'y font pas exception, bien que la CAFN ait davantage concentré l'investissement de ses profits dans les projets en cours (Forêt-bleuet). La CAFN n'a d'ailleurs pas été en mesure d'investir dans des projets communautaires lors des trois dernières années, à cause du bilan déficitaire de ses activités. Voilà pourquoi elle obtient ici le résultat « moyen », dû à l'irrégularité des investissements.

Tableau 5.7 Autres retombées

Indicateur	Seuils de mesure	CSFRS / Doré	CAFN	CFEST
% de la fibre transformée régionalement (rayon de 100 km)	Faible – 0 à 33 %	Fort	Fort	Fort
	Moyen – 34 à 66 %			
	Fort – 67 à 100 %			
% de la fibre liée à un produit à valeur ajoutée	Faible – 0 à 33 %	Faible	Faible	Faible
	Moyen – 34 à 66 %			
	Fort – 67 à 100 %			
Investissements dans des projets communautaires	Faible – jamais	Fort	Moyen	Fort
	Moyen – investissements irréguliers			
	Fort – investissements réguliers			

5.3 Gestion intégrée des ressources

Le concept de gestion intégrée concerne principalement une prise en compte des différents usages et valeurs des utilisateurs du territoire. Le premier critère utilisé (*voir* tableau 5.8) pour évaluer l'atteinte de la gestion intégrée des ressources par les IFC vise à vérifier si les IFC ont mis en place un processus menant à un plan de gestion intégrée prenant en compte des différents usages et valeurs du territoire. Il est composé de trois indicateurs. Ces derniers sont d'ailleurs intimement liés.

Tout d'abord, l'indicateur « processus de planification collaboratif » cherche à identifier si les IFC font appel ou non aux différents utilisateurs et groupes d'intérêts du territoire dans la planification de leurs activités. Le processus de planification collaboratif d'une organisation donnée est considéré « fort » lorsque ce processus est ouvert aux utilisateurs et groupes d'intérêt; « moyen » lorsqu'il est restreint à certains utilisateurs et groupes et « faible » lorsqu'il n'existe aucun processus à cet égard. Ensuite, l'évaluation porte sur la présence d'un processus pour identifier les différents usages et valeurs du territoire, et les seuils de mesure sont identiques à ceux de l'indicateur précédent. Finalement, le troisième indicateur cherche à voir si les organisations étudiées ont intégré ces valeurs et usages dans des portraits du territoire. Les seuils de mesure vont comme suit : « fort » lorsque les IFC ont réalisé un portrait complet du territoire; « moyen » lorsque ce portrait est partiel et « faible » lorsqu'il est inexistant.

Les trois organisations évaluées ont toutes obtenu de bonnes performances à l'égard des trois indicateurs résumés ci-haut. Tout d'abord – comme nous l'avons vu lors de la présentation des cas –, les organisations ont effectué maintes consultations avec des usagers et des utilisateurs du territoire en vue de la planification du territoire La CAFN et la CFEST, avec le soutien d'AGIR, ont réalisé des consultations avec différents détenteurs de droits et d'utilisateurs du territoire sur une période s'étendant de 2001 à 2003. Ces consultations visaient l'élaboration des plans de développement de la gestion intégrée des ressources. Des consultations avec les citoyens des municipalités concernées ont également eu lieu. Le processus d'adoption du plan d'aménagement du projet de Forêt habitée de la Doré a quant à lui pris place de 2006-2009 suite à une vingtaine de rencontres avec des détenteurs de droits,

des usagers et des utilisateurs du territoire. Ces processus collaboratifs réalisés par l'ensemble des trois initiatives illustrent également leur bonne performance dans la capacité d'identifier les valeurs et activités des utilisateurs de la forêt. Chacune de ces initiatives a également effectué des études pour favoriser l'identification et l'intégration des valeurs et des activités du territoire. Finalement, les organisations ont intégré les usages et valeurs identifiés dans des outils qu'elles ont développés (plans d'aménagement et GIR). Les organisations disposent de maints portraits détaillés sur différentes facettes de leurs territoires d'influence.

Tableau 5.8 Processus vers plan de gestion intégrée

Indicateur	Seuils de mesure	CSFRS / Doré	CAFN	CFEST
Présence d'un processus de planification collaboratif	Faible – aucun processus	Fort	Fort	Fort
	Moyen – processus restreint			
	Fort – processus ouvert aux utilisateurs et groupes d'intérêt			
Processus pour identifier les valeurs et activités des utilisateurs de la forêt	Faible – aucun processus mis en place	Fort	Fort	Fort
	Moyen – processus restreint			
	Fort – processus ouvert aux utilisateurs et groupe d'intérêt			
Portrait du territoire	Faible – aucun portrait autre qu'exigences légales	Fort	Fort	Fort
	Moyen – portrait partiel			
	Fort – portrait complet			

Le critère suivant (tableau 5.9) porte sur l'élaboration d'un plan de gestion intégrée des ressources et le suivi de ce dernier. Le premier indicateur vise à mesurer si les IFC ont développé un plan de gestion intégrée des ressources. Les seuils de mesure vont comme suit : « faible » lorsqu'une organisation ne dispose d'aucun plan ; « moyen » lorsqu'il s'agit d'un plan partiel et « fort » en cas de plan complet. Les trois initiatives de foresterie communautaire évaluées obtiennent des résultats « fort » à cet égard. En effet, elles ont toutes développé et mis en place un plan de gestion intégrée des ressources. Le plan d'aménagement 2009-2014 du projet de Forêt habitée a d'ailleurs été réalisé dans une optique de gestion

intégrée des ressources par bassin-versant. AGIR et les corporations ont quant à eux été des précurseurs de l'approche de gestion intégrée des ressources en milieu forestier.

Le deuxième indicateur s'intéresse, quant à lui, aux mesures de suivi des interventions réalisées quant à la gestion intégrée des ressources. Une organisation obtiendra un résultat « fort » lorsqu'elle effectue des mesures régulières ; « moyen » lorsque celles-ci sont irrégulières et « faible » lorsqu'il n'existe peu ou pas de mesures de suivi. Les organisations obtiennent un résultat « moyen » qui s'explique principalement par le fait que ne disposant pas de droits sur la ressource, leur marge de manœuvre quant à la possibilité d'effectuer des mesures de suivi reste limitée. Ceux-ci effectuent néanmoins des suivis des travaux – tel l'aménagement d'habitats fauniques – qu'ils réalisent sur le territoire.

Tableau 5.9 Élaboration d'un plan de gestion intégrée et suivi

Indicateur	Seuils de mesure	CSFRS / Doré	CAFN	CFEST
Développement et mise en place d'un plan GIR	Faible – aucun plan	Fort	Fort	Fort
	Moyen – plan partiel			
	Fort – plan complet			
Mesures de suivi pour suivre les interventions GIR	Faible – aucune ou peu de mesures	Moyen	Moyen	Moyen
	Moyen – mesures irrégulières			
	Fort – mesures régulières			

5.4 Gestion multiressource

La gestion multiressource implique une mise en valeur des différentes ressources du territoire forestier. Le premier critère (tableau 5.10) regroupe des indicateurs mesurant le nombre d'activités d'éducation, de récréotourisme ainsi que la fréquence de partenariats de recherche.

Les deux premiers indicateurs – « nombre d'activités récréotouristiques offertes » et « nombre d'activités d'éducation pour les écoles et le grand public », ont des seuils de mesure identiques. En effet, une organisation obtiendra un résultat « faible » lorsqu'elle ne réalise

aucune activité ; « moyen » lorsqu'elle effectue une ou deux activités et « fort » dans le cas de trois activités ou plus. La CAFN a porté une plus grande attention à l'aspect récréotouristique. En effet, elle a développé au fil des ans quelques infrastructures récréatives, tels des passerelles d'observation, un chalet-refuge disponible gratuitement à la population ainsi que l'aménagement d'un ruisseau pour la pêche. La CSFRS et la CFEST, quant à elles, n'ont pas réalisé elles-mêmes des aménagements ou des activités récréotouristiques, ce qui leur confère à cet égard un résultat « faible ». Néanmoins, il importe de spécifier qu'il existe plusieurs infrastructures récréatives au sein de chacun des territoires des initiatives de foresterie communautaire, tels des sentiers de VTT et de motoneige, des sentiers de ski de fond ainsi que de nombreux établissements de villégiature. Ceux-ci ont pour la plupart été réalisés par des organisations déjà présentes sur le territoire, et préalablement à l'action des IFC sur leur territoire d'influence. Les IFC ont d'ailleurs inventorié ces infrastructures dans leur planification.

Selon les données obtenues, la CFEST et la CSFRS réalisent occasionnellement des activités d'éducation, en moyenne une ou deux par année. La CAFN, quant à elle, réalise à plusieurs reprises annuellement des visites de bleuetière, dans le cadre du projet de recherche sur le concept forêt-bleuet. Ces activités d'éducation ont rejoint des groupes scolaires et diverses associations intéressés par le concept, des membres du Réseau canadien de forêt modèle par exemple (Simard, 2009 : 4).

Les trois organisations étudiées réalisent régulièrement des projets de recherche en partenariat avec des organismes externes, ce qui leur confère un résultat « fort » à cet égard. En effet, la CFEST collabore à un projet de recherche sur les champignons forestiers de la Forêt modèle du Lac-Saint-Jean. Comme nous l'avons vu, la CAFN réalise un projet de recherche expérimental sur le concept de Forêt-Bleuet. En outre, ils collaborent avec le MDDEP dans un projet sur la Hudsonie tomenteuse, une plante « typique des dunes de sable maritimes » (CAFN, 2011). Des mesures de conservation ont d'ailleurs été entreprises par la CAFN. L'Agence de gestion intégrée des ressources est également ouverte aux partenariats de recherche. Elle a collaboré, avec la CAFN, à un projet de recherche sur la paruline à gorge grise de l'UQAC. En outre, certains membres de l'équipe de travail (également de l'AGIR et

des corporations) ont collaboré à des projets de recherche de la FMSLJ, dont un portant sur l'évaluation comparative de la productivité du bleuet sauvage (FMLSJ, 2011).

Tableau 5.10 Récréotourisme, éducation et recherche

Indicateur	Seuils de mesure	CSFRS / Doré	CAFN	CFEST
Nombre d'activités récréotouristiques offertes	Faible – aucune ou occasionnellement	Faible	Fort	Faible
	Moyen – une ou deux activités			
	Fort – trois ou plus			
Nombre d'activités d'éducation pour les écoles et le grand public (annuellement)	Faible – aucune ou occasionnellement	Moyen	Fort	Moyen
	Moyen – une ou deux activités			
	Fort – trois ou plus			
Fréquence de projets et de partenariats de recherche	Faible – aucun	Fort	Fort	Fort
	Moyen – occasionnellement			
	Fort – régulièrement			

Le dernier critère associé à l'objectif de gestion multiressource est relatif au développement de produits forestiers non ligneux (tableau 5.11). Le premier indicateur s'intéresse à la quantité de produits forestiers non ligneux (PFNL) exploités par les initiatives. Lorsqu'une organisation n'exploite aucun PFNL, elle obtient le résultat « faible » ; le résultat « moyen » dans le cas d'un ou deux produits et le résultat « fort » advenant au moins trois PFNL exploités. Le deuxième indicateur s'intéresse aux revenus dégagés de l'exploitation de ces PFNL. Les seuils de mesure vont comme suit : « faible » pour des revenus inférieurs à 100 \$; « moyen » pour des revenus compris entre 100 et 1000 \$ et « fort » pour des revenus supérieurs à 1000 \$. Finalement, le troisième indicateur témoigne des efforts – notamment en termes de recherche et développement – consacrés par les organisations en vue de l'exploitation de PFNL. Les seuils de mesure relativement à cet indicateur se divisent en trois catégories : « faible » lorsque peu ou pas d'efforts sont consacrés ; « moyen » en cas de parité et « fort » advenant un surplus.

Parmi les trois organismes à l'étude, la CAFN se démarque par sa production de produits forestiers non ligneux. Comme nous l'avons vu, l'élaboration et l'expérimentation du concept de forêt-bleuet représentent bien la possibilité de diversification des activités via l'exploitation de produits forestiers non ligneux. Une bonne part des revenus de la corporation est d'ailleurs tributaire des bleuetières de type bleuet-forêt. Entre 2008 et 2010, la CAFN a dégagé 181 164 \$ de revenus de l'exploitation des bleuetières.

La CFEST et l'AGIR est partie prenante d'un partenariat de recherche chapeauté par la Forêt modèle du Lac-Saint-Jean. La démarche a d'une part, l'objectif « d'évaluer le potentiel en champignons forestiers comestibles et d'identifier des orientations pour la mise en valeur de la ressource » (Gévry, 2011 : 4), et d'autre part, celui de développer une expertise locale en commercialisation des champignons sauvages. L'une des avenues envisagées est le développement de produits prêts-à-manger à partir de champignons forestiers (FMLSJ, 2011). Le projet a nécessité la participation de la CFEST et s'est déroulé principalement sur son territoire d'influence. Des citoyens de la municipalité de St-Thomas-Dydime ont d'ailleurs été formés à la cueillette de champignons sauvages. Malgré ces efforts, il y a eu peu de retombées financières de l'exploitation de ces PFNL. En effet, la CFEST n'a dégagé aucun revenu de l'exploitation des champignons forestiers en 2010. Le projet suit son cours et un effort de commercialisation et de stimulation de la demande pour de tels produits est nécessaire selon Gévry (2011).

La Coopérative de solidarité forestière de la Rivière-aux-Saumons fonde également beaucoup d'espoir sur l'exploitation des produits forestiers non ligneux, bien qu'elle n'exploite aucun produit pour l'instant. Les dernières années ont été davantage consacrées à l'intégration des différents usages et valeurs du territoire, plutôt que le développement de projets d'exploitation des PFNL. Néanmoins, les répondants y voient un avenir prometteur, notamment par la récolte et la commercialisation de champignons forestiers⁴¹.

⁴¹ Rappelons qu'en 2012, la CSFRS s'est associée à la CFEST dans le but de commercialiser en commun des champignons récoltés sur leurs territoires respectifs (Roy, 2012). À l'heure actuelle, nous ne disposons pas de suffisamment de données nous permettant de témoigner de ces derniers développements. Or, l'évaluation la CFEST quant à l'exploitation de PFNL mériterait d'être actualisée à cet égard, ce secteur étant en développement accéléré ces dernières années et risque d'être également stimulé par le nouveau cadre forestier.

Tableau 5.11 Produits forestiers non ligneux

Indicateur	Seuils de mesure	CSFRS / Doré	CAFN	CFEST
Produits forestiers non ligneux exploités (2010)	Faible – aucun	Faible	Moyen	Faible
	Moyen – un ou deux produits exploités			
	Fort – trois ou plus			
Revenus de la vente de PFNL (2008-2009-2010)	Faible – moins de 100 \$	Faible	Fort	Faible
	Moyen – 100 à 1000 \$			
	Fort – plus de 1000 \$			
Efforts pour le développement de PFNL	Faible – pas ou peu d'efforts	Moyen	Fort	Fort
	Moyen – efforts moyens, irréguliers			
	Fort – efforts clairs et soutenus			

5.5 Viabilité écologique

Le concept de viabilité écologique implique que l'exploitation des différentes ressources du territoire s'effectue dans une perspective de développement durable et de respect de la capacité de régénération de la matière ligneuse. Nous évaluerons ici les processus de caractérisation et de documentation des différentes ressources du territoire (pour plus de détails, consultez le paragraphe 2.4.2.1). Cela se base donc sur l'hypothèse qu'une bonne connaissance des différentes ressources du territoire est un pas préalable à la viabilité écologique. En ce sens, le critère utilisé pour mesurer la viabilité écologique vise à évaluer la présence ou non (ainsi que la portée) d'inventaires et d'études sur les différentes ressources (tableau 5.12) ainsi que l'intégration de ces dernières dans l'aménagement du territoire.

Les trois premiers indicateurs sont relatifs à la réalisation d'études et d'inventaires relativement aux ressources ligneuses et fauniques. Les seuils de mesure sont identiques. En effet, une organisation obtiendra un résultat « faible » lorsqu'elle n'effectue aucun inventaire

ou étude; « moyen » lorsqu'elle réalise un inventaire partiel et « fort » lorsque des études complètes sont effectuées.

À partir des données disponibles – principalement les plans de gestion intégrée des ressources de la CAFN (CAFN, 2011) et de la CFEST (2011) et les divers documents⁴² publiés par la CSFRS⁴³ au cours des dernières années – nous constatons que la CSFRS semble avoir une longueur d'avance quant à la caractérisation du territoire et à la réalisation d'études et d'inventaires détaillés.

Relativement aux ressources ligneuses, la CAFN et la CFEST (via AGIR), ont regroupé une série d'informations et de données au sein de leur plan de développement de la gestion intégrée des ressources, tels les types de peuplement, leur âge et leur prépondérance ainsi que l'historique des opérations (récolte, travaux sylvicoles). Ils évaluent également une possibilité forestière, en se servant de données sur la possibilité forestière sur les unités d'aménagement du bénéficiaire de CAAF. La CSFRS, quant à elle, a réalisé des études plus en profondeur portant sur les ressources ligneuses. En ce sens, ils ont publié en 2008 un inventaire écoforestier regroupant notamment des estimations sur les volumes ligneux résineux et feuillus (CADLD, 2008). Le plan d'aménagement 2009-2013 du projet de Forêt habitée comporte également des informations sur le rendement forestier et la possibilité de récolte de matière ligneuse estimée sur un horizon de 150 ans. Finalement, il apparaît pertinent de préciser que les trois organisations évaluées sont limitées dans la réalisation de ces inventaires étant donné qu'aucune possibilité forestière n'est calculée pour leur territoire d'influence.

Les trois organisations évaluées ont effectué divers inventaires des espèces fauniques. Du côté de la CAFN et de la CFEST, les inventaires fauniques couvrent particulièrement des espèces faisant l'objet de chasse ou de trappe, tels le gibier (orignal) et la petite faune (gélinotte, martre) mais également des oiseaux forestiers (sittelle à poitrine rousse, grand pic). Au sein des plans d'aménagement de la gestion intégrée des ressources, peu de données sont

⁴² Rapport d'inventaire des milieux humides, aquatiques et particuliers (CDFLD, 2008); Rapport d'inventaire écoforestier de la Forêt habitée de La Doré (CADLD, 2008); Plan d'aménagement 2009-2013; Forêt habitée de La Doré (CSFRS, 2009b).

⁴³ Anciennement la CADLD (Corporation d'aménagement et de développement de la Doré) ou la CDFLD (Corporation de développement forestier de la Doré).

disponibles quant aux espèces vulnérables ou menacées. La CSFRS porte également une attention particulière aux espèces giboyeuses et à la petite faune faisant l'objet d'activités de chasse ou de trappe. Néanmoins, la CFEST a réalisé un projet portant sur une espèce menacée – l'engoulevent bois-pourri – en partenariat avec la FMLSJ (CSFRS, 2009b). En somme, nous considérons que les inventaires fauniques des organisations évaluées sont partiels, dans la mesure où ces inventaires portent davantage sur les espèces faisant l'objet de chasse ou de trappe que sur les espèces fauniques en général.

Finalement, des données sur les ressources hydriques sont également présentes au sein des plans de gestion intégrée des corporations et d'AGIR. Les plans présentent les réseaux hydrographiques et les principaux plans d'eau des territoires d'influence de la CAFN et de la CFEST. On y retrouve également des inventaires des principales espèces de poisson ainsi que les espèces associées aux milieux humides. On y retrouve à nouveau beaucoup d'information sur les espèces halieutiques et fauniques susceptibles de faire l'objet de chasse ou de pêche. En contrepartie, les portraits portent peu sur les caractéristiques globales et sur la qualité des ressources fauniques. La Coopérative Rivière-aux-Saumons (à l'époque la CDFLD) a quant à elle déposé en 2008 un rapport d'inventaire des milieux humides, aquatiques et particuliers (CDLFD, 2008). Ce rapport présente des résultats d'études et d'inventaires plus détaillés. Des portraits des différentes espèces floristiques et fauniques à statut particulier sont par exemple présentés. Des secteurs plus vulnérables aux perturbations sont également identifiés.

Le dernier indicateur relatif à la viabilité écologique porte sur l'intégration des données recueillies dans l'aménagement des ressources. Cette intégration demeure un défi à réaliser pour les organisations évaluées. En effet, la marge de manœuvre de celles-ci est limitée, considérant l'absence de droits alloués sur les ressources. Toutefois, les données issues des inventaires et des études réalisés peuvent servir à collaborer avec l'industrie forestière afin que les opérations de récoltes et de sylviculture soient davantage en harmonie avec les différentes ressources et fonctions du territoire. Par ailleurs, ces données peuvent mener à des interventions sur le territoire, tels l'installation de nichoirs à sauvagine et des aménagements pour la gélinotte huppée (réalisés par AGIR et les CLDMF).

Tableau 5.12 Inventaires, études et leur intégration

Indicateur	Seuils de mesure	CSFRS / Doré	CAFN	CFEST
Réalisation d'inventaires ligneux	Faible – aucun inventaire	Fort	Moyen	Moyen
	Moyen – inventaire partiel			
	Fort – inventaire complet			
Réalisation d'inventaires fauniques	Faible – aucun inventaire	Fort	Moyen	Moyen
	Moyen – inventaire partiel			
	Fort – inventaire complet			
Réalisation d'études sur les ressources hydriques	Faible – aucune étude	Fort	Moyen	Moyen
	Moyen – études partielles			
	Fort – études complètes			
Intégration des données dans l'aménagement	Faible – aucune ou peu d'intégration	Moyen	Moyen	Moyen
	Moyen – intégration occasionnelle			
	Fort – intégration régulière			

Au sein d'études ultérieures, ou dans une démarche de suivi des activités des initiatives de foresterie communautaire, il pourrait être pertinent de continuer la collecte de données sur les différentes ressources et sur les écosystèmes et ainsi d'évaluer dans quelle mesure ces initiatives réalisent des pratiques viables écologiquement. De plus, l'application de l'approche écosystémique dans la prochaine loi forestière créera une conjoncture intéressante pour mettre en place des pratiques plus respectueuses de l'environnement et effectuer l'évaluation et le suivi de celles-ci.

5.6 Conclusion du chapitre

Comme l'a révélé l'analyse à partir de l'outil d'évaluation, les IFC ont établi un système de gouvernement participatif, local et démocratique où les différentes parties prenantes sont en majorité impliquées. Malgré le faible niveau de délégation (transferts de droits) des IFC, les

initiatives parviennent à créer de l'emploi localement au sein d'organisations viables économiquement et investissant généralement une partie de leurs profits dans des projets communautaires. Bien que la totalité de la fibre soit transformée régionalement, ces fibres sont faiblement liées à des produits à valeur ajoutée. Nous pouvons émettre l'hypothèse que le développement éventuel d'une filière de transformation de produits forestiers à valeur ajoutée⁴⁴ – combiné à une éventuelle disponibilité accrue de volume de matière ligneuse – pourrait favoriser l'instauration d'unités de transformation créatrices d'emplois.

La gestion intégrée des ressources est l'une des principales forces des initiatives de foresterie communautaire. En effet, les organisations ont mis en place – à travers l'élaboration des plans de développement de la gestion intégrée des ressources et du projet de Forêt habitée – un processus collaboratif où les différents utilisateurs ont été représentés dans la planification du territoire. Bien que des plans de gestion intégrée aient été réalisés, les initiatives sont limitées dans les mesures de suivi qu'ils peuvent effectuer sur le territoire, ce qui s'explique notamment par l'absence de droits sur les ressources déléguées aux IFC.

À propos de la gestion multiressource, l'analyse révèle que les initiatives ont favorisé la poursuite et le développement d'activités récréotouristiques, notamment en établissant des infrastructures telles des sentiers pédestres, des aménagements pour la pêche, ou des points d'observation. Les IFC ont également intégré dans leur planification les tracés des sentiers de motoneige, de VTT et autres infrastructures créées par d'autres organisations sur le territoire de manière à ne pas nuire à leurs activités. Des activités d'éducation pour les écoles et le grand public sont également organisées sporadiquement, particulièrement par la CAFN. Les IFC à l'étude semblent ouverts à la participation à des projets de recherche, et sont même parfois les instigateurs de ces études. Malgré la réalisation par les IFC de projets de recherche quant à la mise en valeur des produits forestiers non ligneux,⁴⁵ cette filière demeure généralement marginale et peu exploitée. La CAFN se démarque en termes de revenus dégagés par l'exploitation de PFNL grâce à l'aménagement de bleuetières sur terres

⁴⁴ Il est bien entendu que la faisabilité de ce développement est grandement tributaire de la capacité des promoteurs ou des communautés à se tailler une place dans le marché national et mondial.

⁴⁵ Plusieurs projets sont en cours de réalisation.

publiques sous CAAF selon le concept forêt-bleuet. Toutefois, les trois dernières années d'activités ont été difficiles principalement à cause de conjonctures externes tels le prix de vente du bleuet ou les conditions climatiques.

La viabilité écologique des différentes organisations est un thème difficile à évaluer en termes de résultats, notamment en raison de la marge de manœuvre limitée des IFC quant à l'aménagement du territoire. Considérant cette difficulté, l'analyse a davantage porté sur l'existence ou non d'inventaires et de données réalisés sur les ressources ligneuses, fauniques et hydriques. C'est ainsi davantage le processus d'acquisition de connaissances et d'intégration des données dans la planification qui fut analysé. Nous avons vu que toutes les organisations évaluées ont réalisé des études et des inventaires portant sur les ressources ligneuses, hydriques et fauniques. La CSFRS a globalement eu de meilleurs résultats quant au concept de viabilité écologique. En effet l'analyse démontre qu'elle a généralement étudié plus en détail et en profondeur les caractéristiques du territoire et de ses ressources. Nous reconnaissons par ailleurs que les organisations évaluées ont intégré les données et informations recueillies dans leur planification et ils ont établi différents zonages et affectations qui ont leurs propres modalités d'aménagement. Toutefois, les IFC disposent d'une marge de manœuvre limitée quant aux aménagements et opérations qu'elles peuvent réaliser, d'autant plus qu'elles ne disposent d'aucun droit sur les autres ressources (excepté la CAFN, pour ce qui est d'un droit d'aménagement de bleuetières). Advenant que les IFC aient des responsabilités accrues suite à l'application de la politique des forêts de proximité, il serait pertinent d'analyser la viabilité écologique en termes de résultats, via une perspective de renouvellement de la matière ligneuse ou d'aménagement écosystémique par exemple.

CHAPITRE VI

DISCUSSION GÉNÉRALE

Au sein de cette discussion, nous soulignerons deux facteurs s'étant démarqués dans l'analyse des résultats, soit l'implication et le support des membres de la communauté ainsi que l'importance d'un soutien gouvernemental. Ensuite, nous nous questionnerons à propos de l'effet de la détention ou, non, de droits sur les ressources face au succès des IFC. Finalement, nous porterons un regard critique sur notre démarche méthodologique afin de donner des pistes de réflexion pouvant être utilisées lors d'études futures.

Après avoir présenté les résultats de nos études de terrain, il nous semble important de revenir à l'analyse des résultats afin d'en faire une réflexion critique en lien avec notre partie théorique issue de la revue de littérature. Deux parties marqueront ce chapitre.

La première s'intéressera aux facteurs majeurs s'étant démarqués dans nos résultats : 1) l'implication et le support des membres de la communauté et 2) l'importance du soutien gouvernemental et de l'expertise technique. À cette lecture des résultats empiriques, nous tenterons de comprendre l'effet possible quant à la détention – ou non – de droits sur les ressources en lien avec le succès des IFC. Au su de ces réflexions, nous porterons un regard critique sur notre démarche méthodologique afin de comprendre comment une future étude pourrait bonifier cette méthode et apporter de nouvelles réponses à certaines questions mises en lumière par ce travail.

La seconde partie portera une attention particulière à la question de gouvernance participative et aux défis qu'elle implique. Nous y verrons notamment que ce type de gestion implique une

collaboration entre différents acteurs ayant souvent des positions divergentes sur un enjeu donné, et possédant des capacités d'influence différentes. Cette collaboration est d'ailleurs potentiellement créatrice de conflits susceptibles de nuire au bon fonctionnement des IFC.

6.1 Retour sur les résultats

6.1.1 Support et la motivation de la communauté

Premièrement, nous avons vu dans le chapitre I que certains facteurs de succès à la foresterie communautaire se démarquent au sein de la littérature, notamment ceux liés à la participation de la communauté aux IFC. En effet, alors que l'étude de Padgee, Kim et Daugherty (2005) révélait l'importance de l'intérêt et de la motivation de la communauté, McIlveen et Brashaw (2009) utilisaient les termes de support et de participation pour illustrer l'importance qu'ont les membres de la communauté dans le succès d'une initiative de foresterie communautaire. Ces facteurs sont d'ailleurs ressortis clairement de l'analyse des entretiens de recherche auprès de membres des deux cas à l'étude. En effet, les deux initiatives étudiées ont été créées grâce à un mouvement de mobilisation locale qui visait la prise en charge de la gestion forestière. Quoiqu'aient été les raisons sous-tendant la création de ces organisations – *i.e.* la création d'emploi et la protection de l'environnement – force est de constater que, n'eut été l'implication des membres de la communauté (et la continuité de cette implication), les initiatives n'existeraient tout simplement pas. Ce postulat rejoint d'ailleurs un constat de Mallik et Rahman (1994), selon lequel aucune agence externe (ex. ministère, ONG, CRÉ, etc.) ne peut aider au développement de la foresterie communautaire sans qu'une communauté donnée soit organisée et déterminée à cet égard (Mallik et Rahman, 1994 : 734).

Par ailleurs, l'évaluation des IFC à partir de la grille de critères et d'indicateurs nous apprend que les organisations ont été créées localement et que la majorité des preneurs de décisions sont issus des communautés locales et régionales. Bien que nous ne puissions pas – sur la base de la présente étude – mesurer précisément la participation des membres de la

communauté⁴⁶, les initiatives à l'étude semblent bénéficier d'un bon support de la population locale. En effet, l'analyse qualitative et les résultats de la grille d'indicateurs ont révélé que plusieurs citoyens s'impliquent bénévolement au sein des IFC et participent aux activités de consultation.

Néanmoins, il apparaît que le support et la motivation des membres de la communauté demeurent tout de même un défi à maintenir dans le temps. En effet, plusieurs répondants ont identifié des enjeux qui pourraient poser problème à l'avenir, tels un manque de relève ou une possible démobilitation sociale. D'une part, cette démobilitation pourrait subvenir advenant que les CLDMF de Maria-Chapdelaine perdent de l'autonomie et de la marge de manoeuvre dans l'utilisation des profits dégagés. D'autre part, des membres de la CSFRS de Domaine-du-Roy s'inquiètent également d'une démobilitation si leurs démarches de prise en charge de la gestion forestière (incarnées par leur projet de Forêt habitée) ne sont pas reconnues par le gouvernement québécois. Ces constats nous portent à croire que les gens qui s'impliquent dans les IFC cherchent à être véritablement en mesure d'être de plus en plus autonomes. On y note également une volonté de se sentir « utile » dans le cadre de leur implication dans les IFC. Et finalement, les membres souhaitent avoir leurs mots à dire – et être écoutés – dans la transition entre le régime forestier actuel et le nouveau régime qui entrera en application en 2013.

Dans un texte réflexif portant sur la démocratie locale et la participation citoyenne, Blondiaux (2001) aborde d'ailleurs la question du maintien de l'implication dans le temps. Bien qu'il prenne l'exemple de conseils de quartier, les réflexions cadrent bien avec ce qui est discuté ici. En effet, celui-ci considère que les structures participatives ne doivent pas seulement permettre l'expression du public, mais également permettre à celui-ci d'intervenir dans le processus de décision politique (Blondiaux, 2001 : 47).

Elle [la délibération] exige que les responsables chargés de cette démocratisation de l'action municipale ne soient pas recrutés ou relégués au bas des hiérarchies formelles et informelles. Elle sous-entend que la compétence professionnelle et technique de ceux qui interviennent directement dans les quartiers sera reconnue et valorisée. (Blondiaux, 2001 : 51).

⁴⁶ Par exemple en termes de proportion des citoyens impliqués de près ou de loin au sein des initiatives, ou de citoyens participant à des séances de consultation et d'informations.

Poursuivons sur cette lignée. Malgré un contexte politique peu favorable à l'implantation et au développement d'IFC, nos deux cas à l'étude ont graduellement réussi à augmenter leur capacité d'influence quant à la gestion forestière locale, notamment grâce à un partenariat satisfaisant (mais fragile) avec l'industrie forestière détentrice des droits forestiers. En d'autres mots, les acteurs impliqués dans les IFC ont été en mesure d'intervenir dans le processus politique et d'influer sur la gestion forestière locale. Aujourd'hui, les membres de celles-ci souhaitent protéger leurs acquis et prendre de plus en plus en charge cette gestion. Nous considérons ici que l'un des moyens de maintenir l'implication et le support de la communauté dans les IFC est de permettre la continuation de ce processus de prise en charge. Les acteurs politiques gouvernementaux, locaux et régionaux auront d'ailleurs un rôle à jouer à cet égard.

6.1.2 Soutien gouvernemental

Les résultats de l'analyse qualitative ainsi que la revue de littérature sur les facteurs de succès et les contraintes à la foresterie communautaire nous démontrent bien l'importance qu'ont les autorités publiques dans le succès ou non d'une initiative de foresterie communautaire, que ce soit en supportant financièrement et techniquement les organisations, en mettant en place des politiques et règlements facilitant la gestion communautaire ou bien en déléguant des droits sur les ressources (Charnley et Poe, 2007). À cet égard, Gélinas (2001) identifiait également qu'un soutien gouvernemental sous la forme d'une flexibilité des normes a contribué au succès d'une IFC. Finalement, McCarthy (2006) nous apprend que plusieurs échecs sont attribuables à un manque de soutien gouvernemental. Cela s'exprime notamment par le fait que plusieurs gouvernements n'adaptent pas leurs régimes forestiers de manière à créer un environnement législatif et normatif adapté aux spécificités et au contexte particulier des IFC.

Dans le contexte québécois, force est de constater que le soutien politique du gouvernement est limité. En effet, encore aujourd'hui, les plans de gestion globaux des espaces forestiers ne prennent pas, ou peu en compte des initiatives de foresterie communautaire. Malgré quelques expériences isolées où des projets communautaires ont eu accès à des droits forestiers (ex. : la

Forêt de l'Aigle sous forme de CvAF⁴⁷), le régime forestier actuel ne prend généralement pas en compte des IFC dans la planification forestière. En outre, malgré le fait que le gouvernement a lancé des projets pilotes de forêt habitée en 1996, ces derniers n'ont pas fait l'objet de suivi constant, et plusieurs d'entre eux ont été des échecs. Ces échecs sont en partie explicables par un manque de soutien gouvernemental (Bérard, 2000). Ainsi, bien que la mise en application prochaine du nouveau régime forestier (loi 57) soit susceptible d'apporter une conjoncture plus favorable aux IFC, rien n'est acquis. L'avenir nous dira si le gouvernement intégrera efficacement les IFC dans la planification forestière, et si la conjoncture forestière sera plus propice à la foresterie communautaire.

Le financement des initiatives est un autre enjeu à tenir en compte, que ce soit lors de la création d'une organisation ou en vue de la réalisation d'inventaires, d'études et de portraits du territoire forestier. L'accessibilité à des fonds subventionnaires aiderait en outre des initiatives naissantes à se doter d'une expertise technique et d'une capacité à gérer efficacement les ressources, un des facteurs de succès identifiés dans la littérature et l'analyse des cas à l'étude. En effet, nous avons vu que les deux initiatives évaluées ont pu bénéficier du Programme de mise en valeur des ressources du milieu forestier (PMVRMF) ainsi que de l'apport de la Forêt modèle du Lac-Saint-Jean. Dans l'optique de la mise en application de la politique de forêt de proximité par le gouvernement du Québec, une aide financière accordée aux initiatives déjà en place ainsi qu'une aide au démarrage sont des moyens qui pourraient permettre d'aider à une prise en charge de la forêt par les communautés. Ce financement contribuerait à répondre à un des objectifs des forêts de proximité, soit de permettre aux communautés « de développer ou de consolider une expertise en matière de gestion du territoire forestier et de ses ressources » (MRNF, 2011a : 6).

En somme, les gouvernements nationaux – en tant que propriétaire des forêts publiques – ont un rôle important à jouer afin de favoriser la création et le développement IFC. À la lueur de la revue de la littérature et des analyses effectuées, nous considérons que le gouvernement doit avant toute chose reconnaître les initiatives de foresterie communautaire et intégrer celles-ci dans la planification des territoires forestiers.

⁴⁷ Convention d'aménagement forestier.

6.1.3 Expertise technique et professionnelle

Une expertise en gestion forestière est un facteur de succès abordé brièvement lors de la revue de littérature (McIlveen et Bradshaw, 2009) et confirmé par l'analyse qualitative ainsi que par l'évaluation à l'aide de la grille de critères et d'indicateurs. D'une part, plusieurs répondants ont souligné que l'expertise technique dont les organisations se sont graduellement dotées est l'une des principales raisons expliquant le succès de leur initiative. Cette expertise leur aurait notamment permis d'avoir un rapport de force avec l'industrie forestière en vue des négociations quant aux travaux à effectuer sur le territoire. D'autre part, les résultats de la grille de critères et d'indicateurs font état de bonnes performances des initiatives en ce qui concerne la gestion intégrée des ressources, la gestion multiressource ainsi que la viabilité écologique (nous relativiserons toutefois ces résultats et leur validité à l'article 6.1.5). Les bons résultats obtenus à cet égard s'expliquent notamment par cette expertise technique. Par exemple, l'intégration des intérêts multiples des parties prenantes dans des plans d'aménagement, ainsi que la réalisation de nombreuses études nécessite des compétences et une expertise spécialisée. Finalement, la description du contexte de création des initiatives fait état d'une structuration graduelle des activités des initiatives. Cette structuration est grandement tributaire de l'expertise technique développée au fil des ans, et de l'apport de travailleurs qualifiés dans les organisations.

6.1.4 Les droits sur les ressources

Alors que nous venons de voir des facteurs de succès étant cohérents avec les textes résumés dans la revue de littérature, prenons le temps de réfléchir à l'impact de la présence ou non de droits sur les ressources. À l'intérieur du chapitre I, nous avons vu l'importance qu'à la présence de droits de propriété clairs, définis par une régulation adéquate (Padgee, Kim et Daugherty, 2005). En outre, au sein de la littérature québécoise relative aux projets pilotes de forêt habitée, on retrouve un lien entre les projets disposant de droits sur les ressources forestières et la viabilité économique de ceux-ci (Bérard, 2000).

Toutefois, à l'analyse des résultats de la présente étude, force est de constater que de manière générale, les initiatives fonctionnent bien et se développent depuis 15 ans, et ce, dans un

contexte où ils ne sont pas détenteurs de droits sur les ressources. Les droits relatifs à la ressource la plus lucrative – la ressource forestière – sont détenus par l'industrie forestière. Tel que nous l'avons vu, les travaux forestiers effectués par les IFC sont possibles grâce à un partenariat avec cette industrie. Ainsi, dans la présente étude de cas, la présence de droits sur les ressources ne semble pas être un facteur déterminant le succès d'une initiative. Par ailleurs, les initiatives à l'étude ont dû dès le départ s'organiser dans un contexte où elles n'avaient pas de droits forestiers, nous pouvons supposer que dans un contexte où elles auraient été détentrices de droits, les initiatives auraient eu un parcours différent.

Néanmoins, les initiatives demeurent très dépendantes de l'industrie forestière et la possibilité de réaliser des travaux sur leur territoire d'intervention n'est aucunement garantie. La majorité des répondants souhaitent d'ailleurs obtenir plus de contrôle sur la ressource forestière et sont porteurs de beaucoup d'attentes quant au projet de réforme du régime forestier, notamment en regard de la politique de forêt de proximité. Dépendamment du type de gestion forestière régionale mis en place et expérimenté au cours des prochaines années (nous y reviendrons à l'article 6.2.4 du présent chapitre), nous pouvons effectivement émettre l'hypothèse que le projet de réforme du régime forestier a le potentiel – avec la mise en place d'une politique de forêts de proximité – d'aider à la consolidation et au développement des IFC.

Or, il ne faudrait pas nécessairement voir un lien de cause à effet entre l'obtention ou non de droits sur les ressources et le succès des projets de forêt habitée. Ce dernier point fut d'ailleurs l'objet de débats lors d'un Colloque sur la forêt habitée tenu à Maniwaki en 2000, et les avis ont été partagés (CGFA, 2000). Selon Christian Bélanger – administrateur d'une corporation d'aménagement oeuvrant sur un territoire où les droits sur les ressources sont détenus par l'industrie forestière sous la forme de CAAF –, la réussite de projets de forêt habitée est possible dans « le respect des droits consentis » (Ibid : 95). Un partenariat entre l'industrie et les projets de forêt habitée est dans cette optique un facteur de succès important.

Quoique cette analyse remette en question l'importance de la présence de droits sur les ressources dans le succès des deux IFC à l'étude, il demeure que la délégation éventuelle de droits pourrait devenir un outil de développement pour les communautés dépendantes de la

forêt, notamment pour les deux cas à l'étude. En effet, la présence de droits reconnus, en plus de consolider l'action des IFC sur leur territoire d'intervention, permettrait à celles-ci d'avoir davantage accès à du financement (via des subventions, mais également via des prêts dans une institution financière). Ensuite, advenant le cas où la nouvelle conjoncture forestière permette une plus grande flexibilité quant à l'achat et la vente de volumes de bois – issus d'une forêt de proximité par exemple –, des acteurs locaux à l'intérieur ou à l'extérieur des IFC à l'étude pourraient plus facilement transformer la ressource forestière et retirer des bénéfices de cette exploitation. Finalement, nous sommes d'avis que la détention de droits sur les ressources sur les territoires faciliterait l'harmonisation des coupes forestières avec les autres potentialités du territoire, telle la récolte de produits forestiers non ligneux.

6.1.5 Réflexion sur la démarche méthodologique

Dans un autre ordre d'idées, l'analyse des résultats de recherche nous mène à nous questionner sur notre démarche méthodologique, particulièrement en ce qui concerne l'évaluation d'un concept-clé de la foresterie communautaire traité par la grille de critères et d'indicateurs, celui de gouvernance participative. Rappelons que ce dernier concept était notamment évalué via un critère de représentativité du processus décisionnel. Les seuils de mesure utilisés visent à déterminer, d'une part, s'il existe des critères démocratiques au sein du processus décisionnel et d'autre part, si une majorité de parties prenantes y sont représentées⁴⁸. Toutefois, bien qu'il existe au sein de ces initiatives un processus permettant une représentation de la majorité des parties prenantes – et que celles-ci sont généralement impliquées dans la planification du territoire – cela ne nous renseigne ni sur l'état des relations entre ces parties prenantes, ni sur la présence ou non de conflits entre les intervenants. Cette même critique pourrait être reprise pour plusieurs critères et indicateurs de « processus », dans la mesure où la présence d'un processus ne garantit pas l'atteinte de l'objectif sous-jacent à celui-ci. Par exemple, la présence de nombreuses études et d'inventaires portant sur les différentes ressources ne garantit pas l'atteinte de la viabilité

⁴⁸ On retrouve également l'idée de représentation des parties prenantes, et surtout de leur participation à la planification du territoire dans l'évaluation du concept de gestion intégrée des ressources (Chapitre 5, section 3).

écologique. Néanmoins, nous pouvons émettre l'hypothèse que la présence de ces processus est préalable à l'atteinte de cet objectif.

En outre, nous sommes d'avis que chacun des concepts-clés de la foresterie communautaire pourrait être traité plus en profondeur. Bien que l'utilisation de la grille de critères et d'indicateurs soit pertinente pour avoir une vision d'ensembles des IFC, force est de constater qu'elle ne nous permet pas de statuer précisément quant à l'atteinte réelle ou non des objectifs associés aux concepts-clés de la foresterie communautaire. Néanmoins, nous sommes d'avis que la grille de critères et d'indicateurs et les concepts-clés pourraient servir de base à une étude réalisée par une équipe multidisciplinaire, où des chercheurs de différentes disciplines se pencheraient plus finement sur différents aspects de la foresterie communautaire. Par exemple, un ou une biologiste pourrait évaluer l'atteinte ou non de la viabilité écologique qui pour l'instant reste à un niveau de généralités qui apporte peu en termes opérationnels.

6.2 Gouvernance participative, relations entre acteurs-clés et conflits

Nous discuterons au cours de cette section d'enjeux liés aux approches participatives. À cet égard, nous réfléchissons à quelques moyens d'approfondir notre compréhension des dynamiques participatives en vue d'études ultérieures, et ce, en établissant des liens avec certains enseignements que l'on peut retirer des deux cas à l'étude dans ce mémoire.

Nous réfléchissons également à l'importance de prendre en compte les éventuels conflits et enjeux de pouvoir sous-jacents à ces études. Cette démarche rejoint d'ailleurs des points abordés brièvement par notre revue de littérature, indiquant que l'un des défis de la foresterie communautaire est une gestion participative impliquant les différentes parties prenantes en vue d'orientations communes de développement (Bullock, Hanna et Slocombe, 2009). Sachant également que ce type de gestion peut également créer ou exacerber des conflits dans la communauté (Bullock et Hanna, 2008).

6.2.1 Des communautés hétérogènes et des parties prenantes aux intérêts divers

Tout d'abord, il importe de rappeler que les communautés ne sont aucunement homogènes (Skutsch, 2000; Agrawal, 1997). Selon Barnaud, les communautés locales et régionales sont des systèmes sociaux hétérogènes et hiérarchisés « constitués d'individus ayant non seulement des intérêts différenciés, voire contradictoires, mais également des poids et des capacités d'influence variables dans les processus collectifs de prise de décision locale » (Barnaud, 2008 : 9). Par exemple, dans les cas à l'étude, les capacités d'influence de l'industrie forestière – détentrice des droits forestiers – sont supérieures à celle d'un citoyen ou d'un représentant d'une association de chasse; des acteurs ne détenant aucun titre ou droit formels sur le territoire. Par ailleurs, nous avons vu qu'il semble exister une bonne relation entre les membres des IFC et l'industrie forestière. Toutefois, advenant le cas où les communautés disposent de droits sur la ressource, cette bonne relation va-t-elle se maintenir? Par exemple, si les IFC obtiennent des responsabilités accrues en termes de récolte et d'aménagement forestier – tout en étant dans l'obligation de vendre la totalité ou une partie de la matière ligneuse à l'industrie forestière à un prix donné –, cela peut-il nuire aux bonnes relations entre ces deux intervenants? À l'opposé, si des IFC détentrices de droits forestiers décident de modifier certaines pratiques de récolte ou d'aménagement – et que cela provoque une hausse du prix de la matière ligneuse provenant des territoires délégués –, l'industrie forestière pourrait par exemple se sentir désavantagée dans ce système et cela pourrait nuire aux bonnes relations entre celle-ci et les IFC. Tout cela demeure hypothétique, mais il demeure que les répercussions des changements prévus au régime forestier méritent d'être bien prises en compte afin de diminuer les impacts négatifs quant aux relations entre les intervenants forestiers.

En outre, en considérant non seulement les parties prenantes participant aux processus de concertation des IFC à l'étude, mais également les différents acteurs concernés par le secteur forestier local et régional, nous nous rendons rapidement compte que la « scène » s'élargit à une large constellation d'organisations, d'associations, de localités et d'entreprises ayant des interrelations entre elles ainsi que des rapports, tantôt de coopération, tantôt de compétition. Par ailleurs, considérant que le nouveau régime forestier laisse présager un pouvoir accru aux

communautés représentées par les instances et organisations locales et régionales⁴⁹ – dont font partie les initiatives de foresterie étudiées dans le cadre de cette étude – les IFC vont s'inscrire dans une nouvelle conjoncture où elles pourraient entrer davantage en compétition avec d'autres organisations. En effet, alors même que la Coopérative de solidarité forestière de la Rivière-aux-Saumons ainsi que l'AGIR (incluant les corporations) interviennent sur une partie du territoire régional (identifié comme leur territoire d'influence), d'autres organisations effectuent des opérations forestières sur d'autres territoires. Par exemple, dans la MRC Maria-Chapdelaine, la Coopérative forestière Girardville existe depuis 1979 et emploie aujourd'hui plus de 400 personnes (Coopérative forestière Girardville, 2012) dans la récolte de bois, le reboisement et dans la mise en valeur d'autres ressources (épices forestières, huiles essentielles), alors qu'au sein de la MRC Domaine-du-Roy, la Société sylvicole Chambord réalise des interventions forestières depuis 1974 et compte plus de 200 employés réalisant des activités de récolte, débroussaillage et de reboisement (CSMOAF, 2012). Ainsi, advenant que les IFC à l'étude augmentent l'ampleur de leurs activités sur leur territoire d'intervention (voire même qu'ils disposent de plus grand territoire), cela pourrait nuire aux organisations mentionnées ci-haut et nuire aux relations sociales entre les intervenants régionaux.

À ce stade, nous pouvons émettre l'hypothèse que tous les organismes réalisant des opérations forestières – et dans certains cas de la mise en valeur des ressources forestières non ligneuses – sont porteurs d'attentes et d'intérêts parfois divergents qu'il serait pertinent de décrire. Dans le contexte forestier en transformation, cela pourrait être une avenue de recherche intéressante et nécessaire pour des études ultérieures. D'ailleurs, bien que l'analyse qualitative ne porte pas spécifiquement sur la question des relations entre les intervenants, des propos recueillis lors de la réalisation des entretiens de recherche et des observations réalisées laissent présager qu'il existe d'importantes divergences chez les intervenants forestiers au Saguenay-Lac-Saint-Jean, entre les MRC et à l'intérieur de celles-ci. Ces

⁴⁹ Rappelons que, selon la loi sur l'aménagement durable du territoire forestier, une délégation éventuelle du territoire forestier pourrait s'effectuer à l'une ou l'autre des instances suivantes: une municipalité locale, une municipalité régionale de comté ou un conseil de bande autochtone (Assemblée nationale, 2010).

divergences touchent notamment le partage des pouvoirs entre les intervenants forestiers dans l'optique d'éventuelle délégation de droits forestiers.

6.2.2 Approches participatives et conflits

À l'intérieur d'une réflexion sur les approches participatives appliquées au développement, Cleaver (1999) affirme que l'idée même de participation des communautés est rarement questionnée. Elle ajoute que des chercheurs s'y intéressant ont tendance à simplifier ces approches et à ne pas reconnaître suffisamment les enjeux de pouvoir et les enjeux politiques associés. En contrepartie, il suggère d'aborder l'entrée par les communautés d'une manière plus complexe: « More realistically, we may see the community as the site of both solidarity and conflict, shifting alliances, power and social structure » (Cleaver, 1999 : 604). Dans un texte à propos de la conservation basée sur les communautés (pouvant permettre l'utilisation des ressources), Schmink résume bien la complexité inhérente à une gestion communautaire des ressources :

Resource management for conservation therefore involves direct or indirect negotiation among multiple, often conflicting, groups of stakeholders, some who reside locally and some who do not, each of whom is endowed with different levels of economic and political power (Schmink, 1999 : 4).

Dans un processus participatif de gestion des ressources naturelles, les parties prenantes sont non seulement nombreuses et porteuses d'intérêts multiples, mais les relations qu'elles tissent les unes par rapport aux autres sont inégales (Buckles et Rusnak, 1999). Les intérêts des parties prenantes seraient d'ailleurs – de l'avis de Grimble et Chan – souvent incompatibles :

For example, forests and tree resources may have both productive and environmental benefits which are utilized by different sets of people; the timber of certain species may be required by a logging company, non-timber products by local people, the land on which the forest is found may be coveted by settlers (...) (Grimble et Chan, 1995 : 116).

En outre, les acteurs clés sont souvent en compétition les uns avec les autres, dans ce contexte les acteurs ayant le plus de pouvoir (l'industrie notamment) dans la gestion des ressources risquent d'influencer les décisions prises dans le cadre d'exercices participatifs de

manière à ce qu'elles les avantagent (Ibid). En contrepartie, il arrive fréquemment que des parties prenantes soient exclues des processus participatifs (Skutsch, 2000).

En théorie, la foresterie communautaire vise à harmoniser les intérêts des différentes parties prenantes et à minimiser les conflits entre celles-ci (Beckley, 1998). En pratique, les relations inégalitaires et les intérêts divergents, voire incompatibles entre les parties prenantes, provoquent souvent des conflits variant en intensité d'un cas à l'autre. Selon Anderson et al. (1996), l'établissement d'initiatives de foresterie communautaire peut mener à des changements (politiques, sociaux, économiques) potentiellement créateurs de conflits. Ceux-ci auraient tendance à se matérialiser lorsqu'ils sont en « compétition pour la ressource forestière et envers les pouvoirs décisionnels associés aux droits forestiers »⁵⁰ (Ibid). Dans la même veine, Bullock et Hanna affirment qu'une transition vers un mode de tenure communautaire a généralement pour effet d'augmenter les conflits d'intérêts (interest-based conflicts) au sein des communautés (2008 : 83).

La présence de conflits à l'intérieur des processus de concertation des IFC – ainsi qu'entre les IFC et d'autres intervenants forestiers – risque d'ailleurs de compromettre le succès de ces initiatives. À ce sujet, Skutsch affirme que « le manque de reconnaissance des conflits peut avoir été un facteur d'échecs de plusieurs projets de foresterie communautaire »⁵¹ (2000 : 190). En contrepartie, Grimble et Chan affirment qu'il est crucial de connaître les oppositions entre les parties prenantes ainsi que les conflits associés afin d'améliorer les programmes de gestion des ressources naturelles (Grimble et Chan, 1995 : 113-114). Finalement, selon Bullock et Hanna, la compréhension des bases d'un conflit est un élément essentiel au développement de stratégies visant la planification et l'établissement d'initiatives de foresterie communautaire fidèles aux objectifs associés à ce mode de gestion⁵² (2008 : 84). Finalement, les conflits seraient chose courante et normale dans la foresterie communautaire :

⁵⁰ Traduction libre de: « Conflicts in the arena of community forestry tend to revolve around competition for forest resources and related decision-making rights » (Anderson et al., 1996).

⁵¹ Traduction libre de: « It can be argued in fact that lack of recognition of conflict may have been a factor in the failure of many community forestry projects ».

⁵² Toujours selon Bullock et Hanna, les objectifs de la foresterie communautaire sont les suivants: « local control, sustainable community development, and multiple-use management plans that reflect diverse values and interests » (2008: 84).

(...) that conflict is *normal*. If conflict is not immediately visible, this does not mean that there is none: it is most probably simmering somewhere below the surface. What is needed is the means to anticipate and recognise conflict, and to understand where it comes from (Skutsch, 2000 : 202).

En somme, les conflits que l'on a tendance à vouloir nier ou masquer quant à l'utilisation des territoires forestiers semblent inévitables. Pour réussir à les régler, il est pertinent de les reconnaître et de tenter de les comprendre. Les conflits font partie d'un processus « normal ».

6.2.3 Analyse des relations entre les parties prenantes : l'analyse stratégique

Nous avons brièvement vu l'importance de prendre en compte les différents intérêts portés par les parties prenantes concernées par la gestion forestière tout en intégrant la présence éventuelle – et fort probable – de conflits. Dans cette optique, la réalisation d'études sociales portant sur les relations entre les parties prenantes est un bon moyen d'identifier les causes des conflits et les oppositions entre les différents acteurs impliqués, voire de contribuer à la gestion et la résolution de ces conflits (Buckles et Rusnak, 1999). En ce sens, une étude ultérieure pourrait porter sur l'analyse des parties prenantes et de leurs interrelations, de manière à identifier les conflits potentiels.

Pour ce faire, nous proposons ici l'analyse stratégique (Crozier et Friedberg, 1992). Ce type d'analyse vise à faire ressortir le portrait d'un système d'acteurs afin d'identifier les convergences et les divergences de points de vue entre les acteurs par rapport à une situation donnée. L'analyse stratégique de ces points de vue permet de faire ressortir la nature des compromis nécessaires pour dégager des orientations communes. L'analyse stratégique s'intéresse ainsi aux relations entre les acteurs et traite des enjeux de pouvoirs :

Il s'agit d'une vision des rapports humains comme médiatisés par des relations de pouvoir, c'est-à-dire par des relations d'échange inégal qui comportent toujours un noyau de négociation (Friedberg, 1994: 137-138).

En outre, selon Lazega, il ne suffit pas d'analyser les acteurs ou les parties prenantes locales – ou dans le cas qui nous intéresse celles impliquées au sein des IFC à l'étude –, mais bien d'inclure des facteurs externes influençant les organisations telle la présence de concurrents ainsi que l'influence des marchés, l'État et des institutions (1994, 308). En somme, l'analyse stratégique est, à nos yeux, un moyen d'identifier les multiples intérêts en jeu dans un

processus participatif constitué de plusieurs parties prenantes. En outre, cette méthode d'analyse permettrait d'identifier les causes d'un conflit – qu'il soit latent ou manifeste. Cela favoriserait la mise en place ou l'amélioration des processus participatifs utilisés par les IFC.

6.2.4 Contexte forestier en transformation : l'importance du « vivre ensemble »

Nous avons vu que les intervenants oeuvrant à l'intérieur des IFC à l'étude ont des intérêts multiples, parfois divergents et même contradictoires. En outre, ces initiatives et les intervenants qui y sont associés s'inscrivent dans un contexte régional plus large formé de plusieurs autres types d'acteurs. Dans l'optique d'une éventuelle délégation de droits sur les ressources aux communautés via la politique de forêt de proximité – et plus généralement en regard du nouveau régime forestier – plusieurs intervenants forestiers ont des attentes élevées quant au rôle qu'ils pourront jouer dans la dynamique régionale et dans le partage des responsabilités et des bénéfices de la gestion forestière « régionalisée ». En ce sens, les intervenants forestiers se positionnent actuellement par rapport au nouveau régime forestier, et comptent bien tirer profit d'éventuels nouveaux pouvoirs dévolus.

En ce sens, nous réitérons l'idée qu'il serait pertinent de produire une étude portant sur les relations entre les intervenants forestiers locaux et régionaux ainsi que sur le partage des pouvoirs au niveau régional – notamment les pouvoirs éventuels à être délégués dans le cadre de la politique de forêt de proximité. En outre, tel que nous l'avons vu lors de la présentation des résultats de l'analyse qualitative, les modèles régionaux de gestion d'une forêt de proximité varieront d'une région à l'autre, d'une MRC à l'autre. Nous sommes d'avis que le succès ou non des initiatives de foresterie communautaire dépendra fortement de la capacité et de la volonté des intervenants forestiers locaux et régionaux de se concerter. En d'autres mots, le succès d'un modèle de foresterie communautaire (ou de forêt de proximité) dépendra de la capacité pour ces intervenants de se doter d'orientations communes de développement. Cela passera assurément par la concertation et par l'élaboration d'un modèle où tous les intervenants et organisations locales et régionales auront la possibilité de participer à la gestion forestière communautaire, tout en tirant des bénéfices socioéconomiques de cette gestion. Voilà une tâche considérable à réaliser. Nous croyons en ce sens que des recherches sociales traitant de la question pourraient contribuer à cette tâche.

CONCLUSION

Particulièrement depuis le début des années 1980, le concept de foresterie communautaire s'est imposé à l'échelle mondiale comme une alternative viable au modèle de gestion forestière marqué par une centralisation des droits forestiers par les gouvernements nationaux. La foresterie communautaire appelle à une prise en charge de la gestion forestière par les communautés locales, afin que ces dernières tirent des bénéfices économiques, sociaux et écologiques de cette gestion.

La foresterie communautaire a fait l'objet de maintes publications à travers le monde. Au Canada, une attention particulière a été portée aux initiatives situées dans la province de la Colombie-Britannique, notamment en raison des changements institutionnels réalisés par le gouvernement provincial afin de favoriser la création et le développement d'initiatives de foresterie communautaire (IFC). La littérature portant sur les initiatives au Québec – encore à ce jour peu abondante – s'est quant à elle cristallisée autour du vocable de forêt habitée, reconnue par le gouvernement du Québec au milieu des années 1990. Dans le cadre de ce mémoire, l'une de nos principales préoccupations était de documenter cette problématique au Québec tout en la situant dans un contexte plus large. Pour ce faire, nous avons pris soin de faire appel – lors de la revue de littérature – à des courants de recherche provenant des États-Unis et du Canada, tout en ancrant solidement notre étude dans le contexte forestier québécois.

L'objectif général de ce mémoire était d'identifier les facteurs de succès et les contraintes à la foresterie communautaire. Pour répondre à cet objectif, nous avons sélectionné deux initiatives s'étant graduellement développées au cours des 15 dernières années dans la région

administrative du Saguenay-Lac-Saint-Jean au Québec. Nos objectifs spécifiques visent d'une part, à décrire le contexte de création et d'évolution des initiatives de foresterie communautaire et, d'autre part, à évaluer l'atteinte par celles-ci des objectifs inhérents à ce type de gestion.

Pour répondre à cette question, nous avons utilisé deux approches méthodologiques complémentaires. Premièrement, une approche qualitative basée sur la réalisation d'entrevues avec des acteurs des initiatives nous a permis de décrire le contexte de création et d'évolution des IFC. Le volet qualitatif visait également à identifier les préoccupations et les points de vue des membres. Ces données ont servi à identifier quelques facteurs de succès aux IFC ainsi que des défis vécus par celles-ci. Deuxièmement, nous avons utilisé un outil d'évaluation composé d'une grille de critères et d'indicateurs afin d'entrevoir l'atteinte par les initiatives des objectifs de la foresterie communautaire. Ces objectifs sont les suivants : gouvernance participative, retombées économiques locales, gestion intégrée des ressources, gestion multiresource et viabilité écologique.

La présentation détaillée des cas à l'étude au chapitre 3 nous a permis de voir qu'un mouvement de mobilisation locale s'est formé au milieu des années 1990 dans l'optique d'une prise en charge d'une partie de la gestion forestière. Au fil du temps, les responsabilités de ces initiatives ont augmenté et elles se sont dotées d'une expertise technique forte. Cette expertise, couplée à une approche de partenariat et de consultation avec plusieurs acteurs concernés par l'utilisation du territoire forestier, a débouché sur des plans de gestion intégrée ainsi qu'à un plan d'aménagement. Ces outils de planification visaient à inventorier des informations sur les différentes ressources du territoire, tout en identifiant les différents usages et intérêts du territoire. Des affectations ont d'ailleurs été élaborées sur la base des études et inventaires réalisés, et des modalités spécifiques d'aménagement ont été identifiées pour chacune des affectations.

Le chapitre 4 a d'ailleurs confirmé l'importance de la mobilisation de la population en faveur d'une prise en charge du territoire forestier ainsi que l'implication des membres de la communauté au sein des IFC à l'étude. Nous avons également vu qu'aux yeux des acteurs des IFC, le développement de ces dernières est grandement tributaire de l'expertise technique

développée au fil du temps. Un lien quelque peu paradoxal a d'ailleurs été identifié entre les initiatives et l'industrie. En effet, alors même que les membres des IFC jugent que la relation entre l'industrie forestière et leur organisation est satisfaisante (et leur permet de réaliser des travaux forestiers), ceux-ci déplorent la dépendance que cette relation présuppose. Par ailleurs, les IFC sont présentement dans des démarches politiques afin de se positionner quant à la mise en place du nouveau régime forestier. La politique de forêt de proximité – et la délégation éventuelle de droits forestiers – crée d'ailleurs beaucoup d'attentes au sein des IFC.

L'évaluation par la grille de critères et d'indicateurs (*voir* chapitre V) nous a permis de voir que les organisations évaluées ont généralement de bonnes performances quant à l'atteinte des objectifs de la foresterie communautaire. Il apparaît à nouveau opportun de rappeler que, dans le cas de plusieurs indicateurs, nous avons évalué davantage la présence ou non de processus (ex. de planification collaboratif) plutôt qu'un résultat spécifique (ex. investissements dans des projets communautaires). Ainsi, nous nous devons d'être prudents dans nos conclusions. Néanmoins, les résultats de la grille de critères et d'indicateurs nous révèlent les principales forces des organisations évaluées. En effet, celles-ci se démarquent par les processus qu'elles ont mis en place pour atteindre la gouvernance participative (critères démocratiques, implication des parties prenantes) ainsi que la gestion intégrée des ressources (identification des usages et valeurs du territoire). Nous considérons que les bons résultats obtenus quant à ces deux concepts-clés sont liés, dans la mesure où ceux-ci témoignent d'un souci d'intégration des points de vue et des opinions de plusieurs acteurs du territoire.

Les organisations évaluées via la grille de critères et d'indicateurs se démarquent également par les efforts soutenus qu'elles ont déployés afin de connaître les caractéristiques de leur territoire. À ce sujet, elles ont réalisé plusieurs études et inventaires dans le but de mieux connaître les spécificités du territoire et d'identifier des potentiels de mise en valeur des ressources. En outre, les connaissances dégagées ont été intégrées dans des outils de planification. Bien que les organisations disposent d'une marge de manœuvre limitée quant à l'intégration des données dans l'aménagement du territoire, elles réussissent néanmoins à adapter certaines interventions en regard des connaissances dégagées (ex. coupes partielles

pour diminuer l'impact visuel des coupes). Finalement, à l'égard de la viabilité écologique, les IFC ont généralement mis en place des processus pour bien connaître les différentes spécificités et ressources du territoire. Dès lors, la CSFRS s'est démarquée à ce sujet, en réalisant des études généralement plus complètes que celles des CLDMF et de l'AGIR.

Au sein de la discussion, nous avons abordé de nouveau certains facteurs de succès identifiés dans l'analyse qualitative et dans la revue de littérature. Parmi ceux-ci nous avons vu que trois facteurs ressortent clairement : le support et l'implication de la communauté, une expertise technique et professionnelle ainsi qu'un soutien gouvernemental. Tout d'abord, le support et la motivation de la communauté semblent être des conditions nécessaires au succès des IFC. Comme nous l'avons vu, sans une mobilisation de membres de la communauté, les deux initiatives à l'étude dans le cadre de ce mémoire n'existeraient tout simplement pas. Comme nous l'avons vu, sans le support d'autres membres de la communauté – notamment de plusieurs acteurs locaux et régionaux ayant participé au développement des initiatives ainsi qu'aux processus collaboratifs – le développement et la consolidation des IFC auraient été plus difficiles. Ensuite, l'expertise technique et professionnelle est un autre facteur ayant été identifié dans la revue de littérature et dans les résultats de recherche. Dans les deux cas étudiés, cette expertise leur a permis de structurer leurs activités, de réaliser maintes études et maints portraits du territoire et de développer des projets de mise en valeur des ressources. Finalement, le soutien gouvernemental apparaît un facteur de succès important. Ce soutien s'incarne notamment quant à la flexibilité des normes et par le financement des initiatives. Plus généralement, il concerne la reconnaissance par l'État des modèles de gestion communautaire et l'intégration de ceux-ci dans la planification des espaces forestiers.

Par ailleurs, bien que la détention par les IFC de droits sur les ressources soit un facteur identifié dans la littérature, force est de constater que dans les deux cas que nous avons évalués, ce facteur ne semble pas prédominant. En effet, les IFC à l'étude ont réussi à se développer dans une conjoncture où ils ne possédaient pas de droits sur les ressources. Néanmoins, nous avons vu dans les résultats de recherche que l'absence de droits sur les ressources limite les capacités d'intervention et de suivi des initiatives. Celles-ci sont d'ailleurs dépendantes de leur partenariat avec l'industrie forestière.

Finalement, la dernière partie de la discussion a consisté en une réflexion portant sur la gouvernance participative. Ce type de gouvernance, appliqué aux IFC, implique la participation des acteurs-clés à la gestion et à la planification du territoire. Ce type de gestion peut parfois réduire les conflits et les divergences entre des acteurs d'un territoire donné. Or l'application de processus inspirés de la gouvernance participative peut également créer des conflits ou aggraver des conflits déjà présents. En effet, il faut voir que les acteurs forestiers incarnent des intérêts multiples, parfois divergents, et les relations qu'ils ont les uns envers les autres sont inégales. Cette situation peut ainsi provoquer des conflits qui peuvent mener à mal les IFC et même conduire à des échecs. Ce qui nous amène à dire que le conflit se doit d'être mis de l'avant, processus normal qu'il ne faut pas masquer.

Bien que l'analyse qualitative ne porte pas spécifiquement sur les relations entre les acteurs forestiers, nous avons entrevu – lors de la réalisation du terrain de recherche et au sein des entretiens – certaines divergences entre les acteurs impliqués au sein même des initiatives. Plus encore, des divergences marquées sont visibles à partir du moment où l'on regarde plus globalement l'intégration des initiatives dans la dynamique régionale. Nous croyons que cette dynamique régionale devra être analysée plus en profondeur sous l'angle de la gouvernance participative.

Par ailleurs, rappelons que la conjoncture forestière est actuellement en transformation. Des mesures prévues dans la loi sur l'aménagement durable du territoire forestier – notamment la politique de forêts de proximité – risquent de permettre une délégation de droits forestiers et de nouveaux pouvoirs aux échelons locaux et régionaux. Ces nouveaux pouvoirs et droits gérés régionalement obligeront les acteurs forestiers à mettre en place des modèles de gestion définissant les rôles et les responsabilités de chacun. Nous croyons que cela ne sera pas une tâche aisée. En effet, nous émettons l'hypothèse que les différents acteurs tenteront de faire valoir leurs intérêts dans ce nouveau modèle, et tirer profit d'éventuels bénéfices socioéconomiques. Dans cette optique, certaines questions émergent. Comment réussir à développer un modèle permettant un partage équitable des responsabilités et des bénéfices? Comment s'assurer que les modèles de gestion des forêts de proximité soient représentatifs de la communauté, considérant le fait que cette dernière est hétérogène et constituée d'individus aux intérêts différenciés et parfois contradictoires? Dès lors, nous sommes d'avis

que d'autres études sont nécessaires afin d'appréhender des pistes de réponse. Nous croyons en outre que les sciences sociales auront un rôle primordial à jouer dans le développement de connaissances à cet égard.

Dans le cadre de ce mémoire, nous avons tenté – bien humblement – de contribuer à la documentation de la foresterie communautaire au Québec, en la situant dans une perspective plus large. Nous nous sommes ainsi intéressés autant à la littérature québécoise relative à la forêt habitée que celle provenant de différents courants de recherche au Canada, aux États-Unis et dans le monde. Devant le fait que la littérature québécoise relative à la foresterie communautaire et aux aspects sociaux de la forêt est limitée, nous considérons que ce travail mérite d'être continué et approfondi.

En définitive, nous croyons qu'une étude sociale regroupant une analyse des relations entre les différents acteurs forestiers et une réflexion sur le partage de pouvoir au niveau régional serait tout indiquée. Cela serait d'autant plus pertinent dans le contexte forestier en transformation, qui risque autant de créer des modèles de collaboration novateurs et équitables que de provoquer des conflits susceptibles de nuire au succès d'initiatives de foresterie communautaire.

APPENDICES

APPENDICE A

LISTE DES PROJETS TÉMOINS DE FORÊT HABITÉE

Tableau 1 : Les projets témoins de forêt habitée reconnus par le MRN

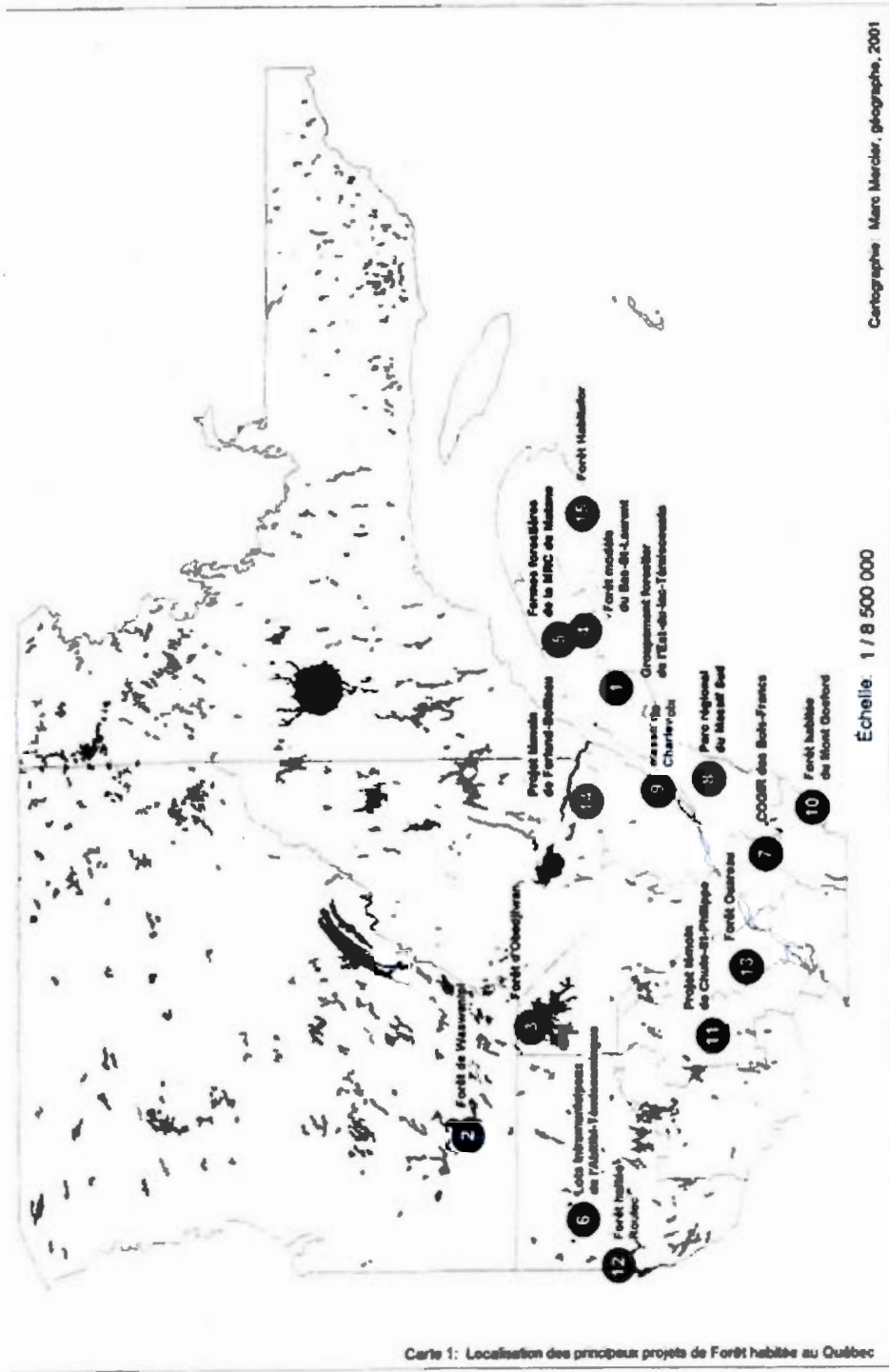
Régions administratives	Nom du projet témoin	Organismes promoteurs
01 Bas-Saint-Laurent	Fermes forestières	MRC de Matane
02 Saguenay-Lac-Saint-Jean	Ferland-Boilleau	Corporation de mise en valeur de la forêt de Ferland-Boilleau (Coopérative forestière de Ferland-Boilleau)
03 Québec	Massif de Charlevoix	MRC de Charlevoix
04 Mauricie	PARC récréoforestier de Saint-Mathieu	Coopérative forestière du Bas Saint-Maurice
05 Estrie	Mont Gosford	Municipalité de Woburn (Société d'aide au développement économique de la collectivité (SADEC))
07 Outaouais	Forêt de l'Aigle	Corporation de gestion de la Forêt de l'Aigle
08 Abitibi-Témiscamingue	Roulec 95	Roulec 95 Inc.
09 Côte-Nord	Iberville	Groupement agroforestier et touristique de la Haute-Côte-Nord
10 Nord-du-Québec	Chibougamau	Corporation des ressources intégrées de Chibougamau Inc. (Municipalité de Chibougamau)
11 Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Habitafor	Municipalité de Saint-Elzéar
12 Chaudière-Appalaches	Parc régional Massif du Sud	Société de gestion du parc régional Massif du Sud (MRC de Bellefleur)
14 Lanaudière	Forêt Ouareau	Corporation de la forêt Ouareau (MRC de Mattawinzie)
15 Laurentides	Chute-Saint-Philippe	Corporation d'exploitation des ressources de la Forêt habitée de Chute-Saint-Philippe
16 Monterégie	Projet à venir	
17 Centre-du-Québec	Arthabaska-Drummond	Société sylvicole Arthabaska Drummond Inc.

L'EXPIÉRIENCE PILOTE DE DÉCENTRALISATION

Région administrative	Nom du projet	Organisme promoteur
01 Bas-Saint-Laurent	Expérience pilote de gestion décentralisée et de mise en valeur des ressources forestières	MRC de La Matapédia

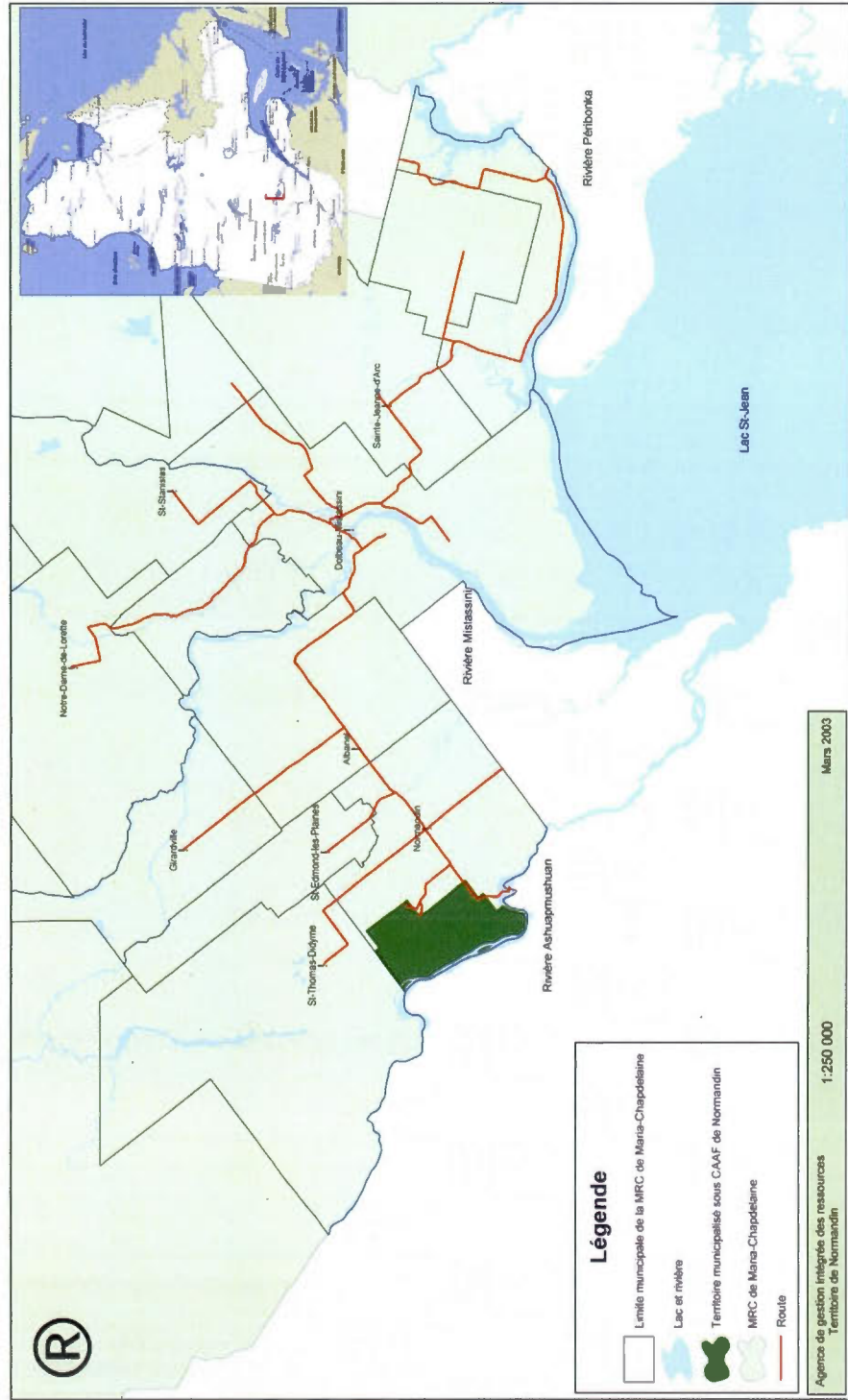
Tiré de Bérard (2000)

APPENDICE B LOCALISATION GÉOGRAPHIQUE DES PROJETS-PILOTES DE FORÊT HABITÉE

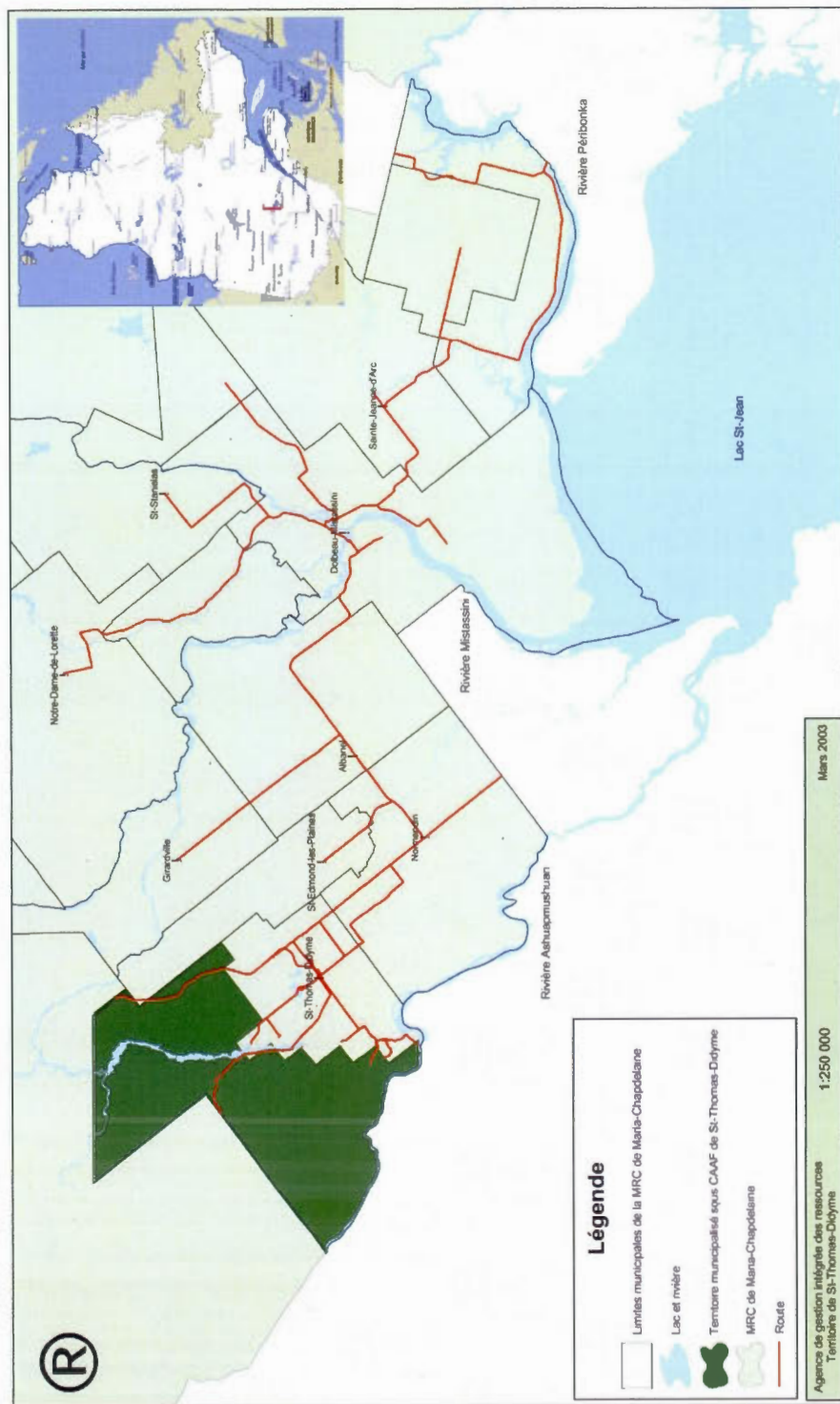


Tiré de Mercier (2002)

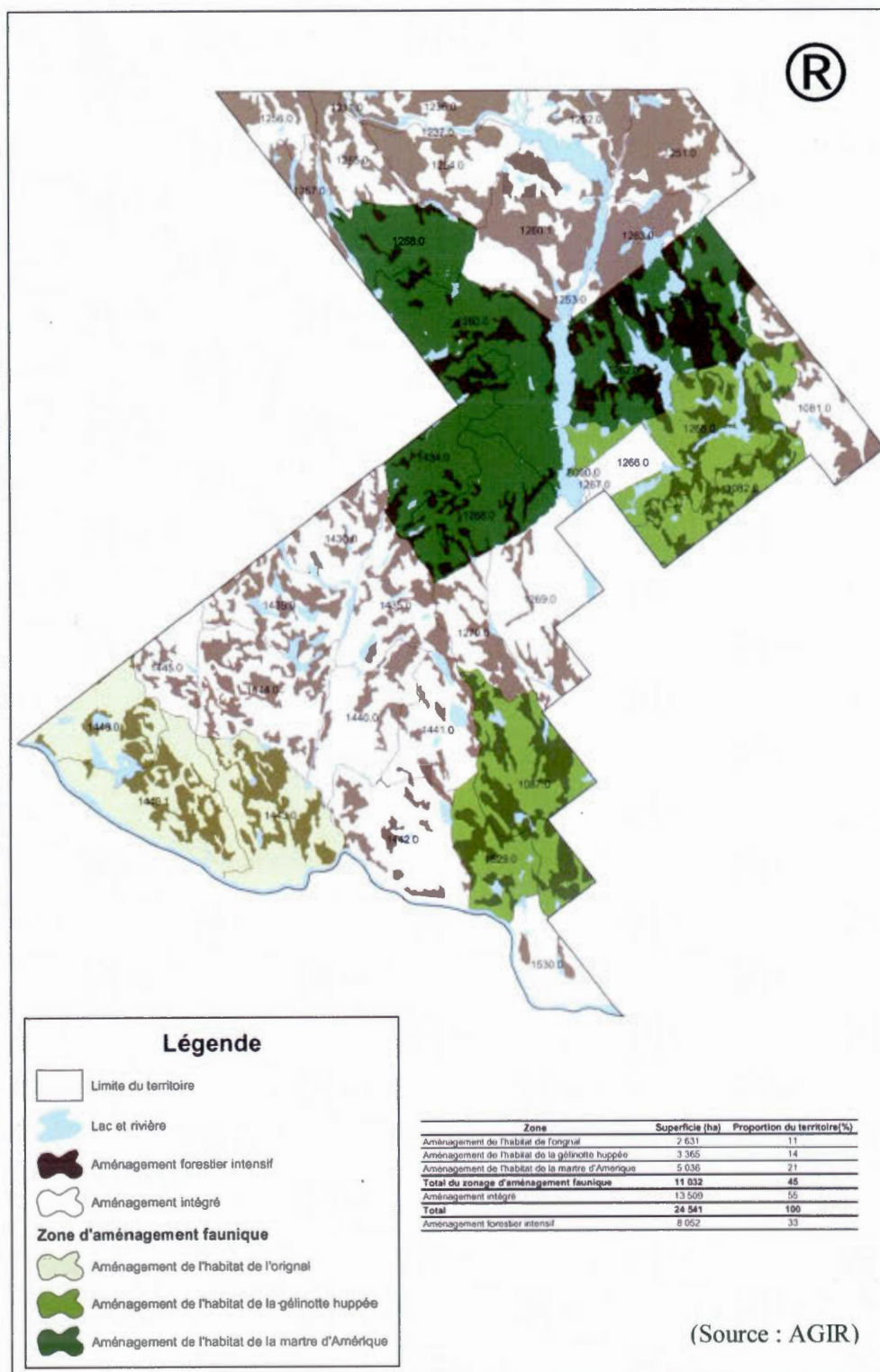
APPENDICE C TERRITOIRE DE LA CORPORATION AMÉNAGEMENT FORÊT NORMANDIN



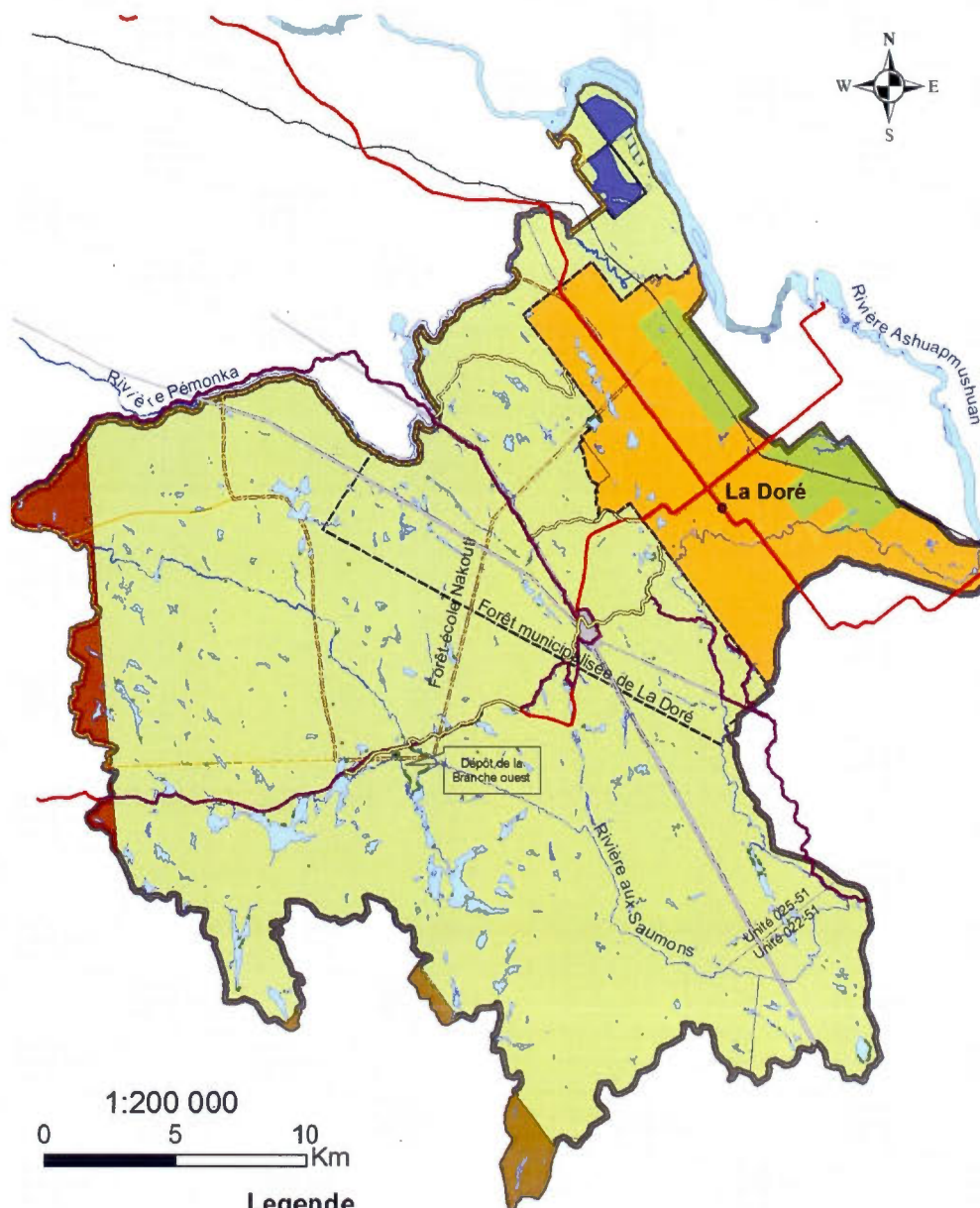
APPENDICE D TERRITOIRE DE LA CORPORATION FORÊT ENVIRONNEMENT ST-THOMAS-DIDYME



APPENDICE E ZONES D'AMÉNAGEMENT CORPORATION ST-THOMAS



APPENDICE F TERRITOIRE DU PROJET DE FORÊT HABITÉE DE LA DORÉ



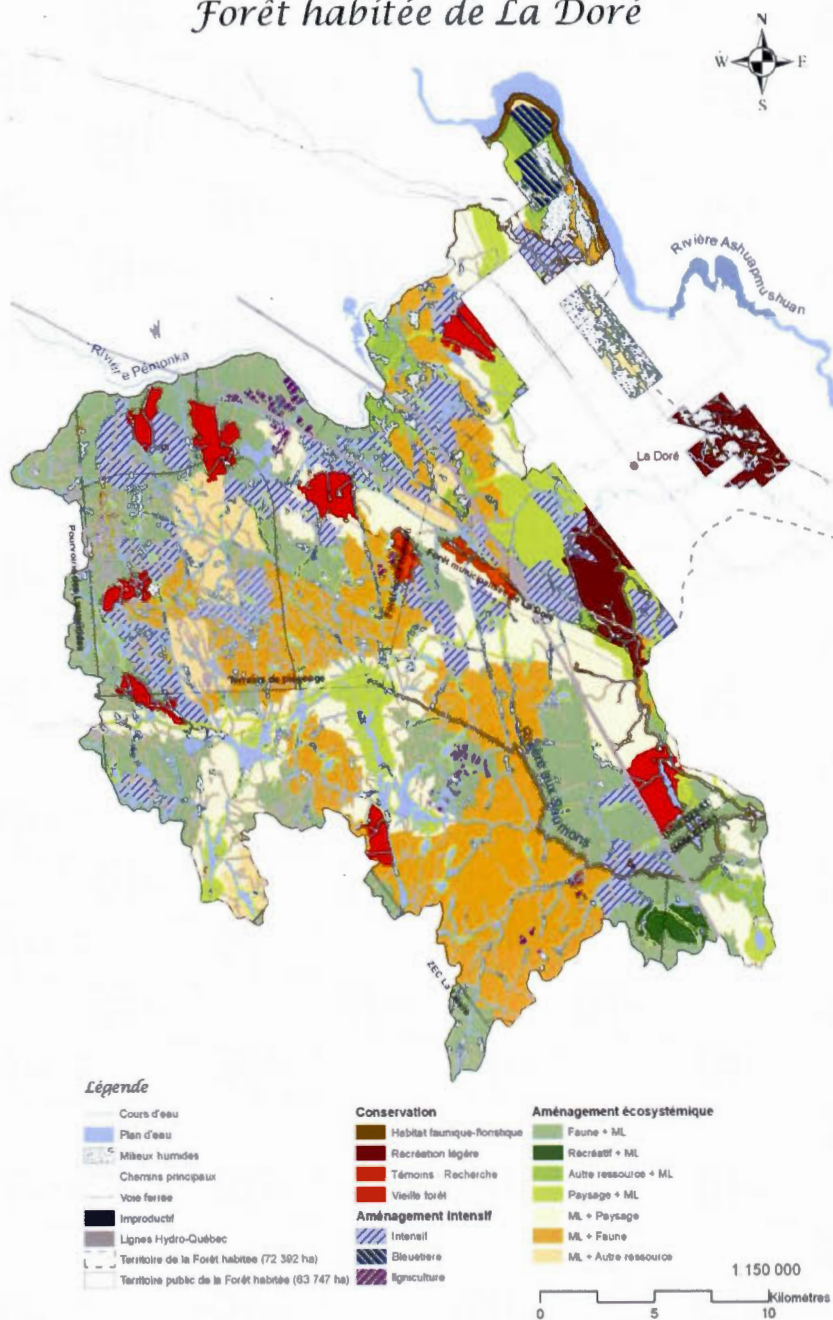
Legende

— Sentier de motoneige	□ Unité d'aménagement forestier
— Sentier de VTT	▤ Forêt municipalisée de La Doré (15 101 ha)
— Chemins	▥ Territoire public intramunicipal (1 902 ha)
— Voie ferrée	▧ Forêt bleuet (52 ha)
— Ligne hydro-Québec	▨ Bleuetière (450 ha)
— Rivière	▩ Forêt-école Nakouti (12 842 ha)
— Plan d'eau	▪ Terrain de piégeage
■ Forêt habitée de La Doré (72 392 ha)	• Baux de villégiature
■ Territoire public (63 747 ha)	■ ZEC La lievre (609 ha)
■ Territoire privé (10 645 ha)	■ Pourvoirie des Laurentides (1 283 ha)

(Source : Coopérative de solidarité Rivière-aux Saumons)

APPENDICE G
PLAN D'AFFECTATION DU TERRITOIRE PUBLIC LA DORÉ

Forêt habitée de La Doré



(Source : Coopérative de solidarité Rivière-aux Saumons)

APPENDICE H

OUTIL D'ÉVALUATION DES INITIATIVES DE FORESTERIE COMMUNAUTAIRE

Thèmes	Critères	Indicateurs	Sommaire de la méthode de mesure *	CSFRS/ Doré	CAFN	CFEST
Gouvernance participative	Processus décisionnel local	Proportion des preneurs de décisions provenant de la communauté locale/régionale	Faible – 0-33% locale / régionale			
			Moyen – 34-66% locale / régionale			
			Fort – 67-100% locale / régionale	Fort	Fort	Fort
		Implication des participants à la conception du processus de gouvernance	Faible – Conception par une agence gouvernementale			
			Moyen – Conception par les élus municipaux			
			Fort – Conception par les élus et la collaboration du milieu	Fort	Fort	Fort
	Représentativité du processus décisionnel	Critères démocratiques au sein du processus décisionnel	Faible – peu ou pas de critères			
			Moyen – critères informels			
			Fort – critères formels	Fort	Fort	Fort
		Représentation des diverses parties prenantes impliquées dans l'utilisation du territoire	Faible – aucunes ou quelques parties prenantes			
			Moyen – la moitié des parties prenantes			
			Fort – plus de la moitié des parties prenantes	Fort	Fort	Fort
Ampleur du pouvoir décisionnel	Niveau de délégation (transferts de droits) accordé au processus de gouvernance	Faible – aucune tenure formelle				
		Moyen – tenure à base de volume				
		Fort – tenure territoriale	Faible	Faible	Faible	
	Pouvoir de décision considérant les droits alloués	Faible – décisions opérationnelles				
		Moyen – élaboration plans d'aménagement et opérationnels				
		Fort – élaboration plans d'amén. et opérationnels (toutes ressources)	Moyen	Moyen	Moyen	

Thèmes	Critères	Indicateurs	Sommaire de la méthode de mesure *	CSFRS/ Doré	CAFN	CFEST
Bénéfices économiques locaux	Création d'emplois locaux	Proportion d'emplois locaux	Faible – moins de 25 %			
			Moyen – de 25 à 50 %			
			Fort – plus de 50 %	Fort	Fort	Fort
	Viabilité économique de l'organisation	Surplus ou déficit (2008-2010)	Faible – déficit			
			Moyen – parité			
			Fort – surplus	Fort	Faible	Fort
			Faible – 67 à 100 %			
			Moyen – 34 à 66 %			
			Fort – 0 à 33 %	N/A	Fort	Fort
	Autres retombées économiques	% de la fibre transformé régionalement (rayon de 100 km)	Faible – 0 à 33 %			
			Moyen – 34 à 66 %			
			Fort – 67 à 100 %	Fort	Fort	Fort
		% de la fibre lié à un produit à valeur ajoutée	Faible – 0 à 33 %			
			Moyen – 34 à 66 %			
Gestion intégrée	Processus vers plan de gestion intégrée	Investissements dans des projets communautaires	Fort – 67 à 100 %	Faible	Faible	Faible
			Faible – jamais			
			Moyen – investissement irréguliers			
		Présence d'un processus de planification collaboratif	Fort – investissement régulier	Fort	Moyen	Fort
			Faible – aucun processus			
			Moyen – processus restreint			
			Fort – processus ouvert aux utilisateurs et groupes d'intérêt	Fort	Fort	Fort

Thèmes	Critères	Indicateurs	Sommaire de la méthode de mesure *	CSFRS/ Doré	CAFN	CFEST
		Processus pour identifier les valeurs et activités des utilisateurs de la forêt	Faible – aucun processus mis en place			
			Moyen – processus restreint			
			Fort – processus ouvert aux utilisateurs et groupe d'intérêt	Fort	Fort	Fort
			Faible – aucun portrait autre qu'exigences légales			
			Moyen – portrait partiel			
		Portrait du territoire Développement et mise en place d'un plan GIR (application des résultats des inventaires dans le plan)	Fort – portrait complet	Fort	Fort	Fort
			Faible – aucun plan			
			Moyen – plan partiel			
			Fort – plan complet	Fort	Fort	Fort
			Faible – aucun ou peu de mesures			
Gestion multiressource	Récitotourisme éducation et recherche	Mesures de suivi pour suivre les interventions GIR	Moyen – mesures sporadiques			
			Fort – mesures régulières	Moyen	Moyen	Moyen
			Faible – aucune ou occasionnellement			
		Nombre d'activités récréotouristiques offertes	Moyen – une ou deux activités			
			Fort – trois ou plus	Faible	Fort	Faible
			Faible – aucune ou occasionnellement			
		Nombre d'activités d'éducation pour les écoles et le grand public (annuellement)	Moyen – une ou deux activités			
			Fort – trois ou plus	Moyen	Fort	Moyen
			Faible – aucun			
		Fréquence de projets et de partenariats de recherche	Moyen – occasionnellement			
			Fort – régulièrement	Fort	Fort	Fort

Thèmes	Critères	Indicateurs	Sommaire de la méthode de mesure *	CSFRS/ Doré	CAFN	CFEST
Viabilité écologique	Produits forestiers non ligneux (PFNL)	Produits forestiers non ligneux exploités (2010)	Faible – aucun			
			Moyen – un ou deux produits exploités			
			Fort – trois ou plus	Faible	Moyen	Faible
		Revenus de la vente de PFNL (2008-2009-2010)	Faible – moins de 100 \$			
			Moyen – 100 à 1000 \$			
			Fort – plus de 1000 \$	Faible	Fort	Faible
		Efforts pour le développement de PFNL	Faible – pas ou peu d'efforts			
			Moyen – efforts moyens, irréguliers			
			Fort – efforts clairs et soutenus	Moyen	Fort	Fort
		Inventaires, études et leur intégration	Réalisation d'inventaires ligneux	Faible – aucun inventaire		
	Moyen – inventaire partiel					
	Fort – inventaire complet			Fort	Moyen	Moyen
	Réalisation d'inventaires fauniques		Faible – aucun inventaire			
		Moyen – inventaire partiel				
Fort – inventaire complet		Fort	Moyen	Moyen		
Réalisation d'études sur les ressources hydriques		Faible – aucune étude				
	Moyen – études partielles					
	Fort – études complètes	Fort	Moyen	Moyen		
	Intégration des données dans l'aménagement	Faible – aucune ou peu d'intégration				
Moyen – intégration occasionnelle						
		Fort – intégration régulière	Moyen	Moyen	Moyen	

BIBLIOGRAPHIE

- AGIR. 2003a. « Plan de développement pour la gestion intégrée des ressources sur le territoire forestier de Normandin ». *Agence de gestion intégrée des ressources*, 126p. En ligne. <<http://cafn.info/ForetHabiteCAFN.html>>. Consulté le 14 mai 2012.
- AGIR. 2003b. « Plan de développement pour la gestion intégrée des ressources sur le territoire forestier de Saint-Thomas-Didyme ». *Agence de gestion intégrée des ressources*, 168p. En ligne. <<http://www.groupeagir.com/documenteque.html>>. Consulté le 22 avril 2012.
- AGIR. 2011. *Agence de gestion intégrée des ressources*. En ligne. <<http://www.cldmaria.qc.ca/agir/index.htm>>. Consulté le 10 mars 2011.
- Agrawal, Arun, Ashwini Chhatre et Rebacca Hardin. 2008. « Changing governance of the World's Forests ». *Science*. vol. 320, pp. 1460-1462.
- Agrawal, Arun. 1997. « Community in conservation : beyond enchantment and disenchantment ». Papier de discussion. *The Conservation & Development Forum*, Université de Floride, 100p.
- Agrawal, Arun. 2003. « Sustainable governance of common-pool resources: context, methods and politics ». *Annual Review of Anthropology*, vol. 32, pp. 243-262.
- Agrinova. 2009. « Expérimentation et mise en place du modèle de production forêt/bleuet ». Rapport présenté à la *Corporation d'aménagement forêt Normandin*, 86p.
- Alemagi, Dieudonne. 2010. « A comparative assessment of community forest models in Cameroon and British Columbia, Canada ». *Land Use Policy*, vol. 27, p. 928-936.
- Allan, Kim et Darrell Frank. 1994. « Community forests in British Columbia : Models that work ». *The Forestry Chronicle*, vol. 70, no. 6, pp. 721-724.
- Anderson, Jon, Michelle Gauthier, Garry Thomas et Julia Wondellock. 1996. « Addressing natural resource conflicts through community forestry : setting the stage ». Introductory issues paper. *Proceedings electronic conference on Addressing natural*

resource conflicts through community forestry, Forest Trees and People Programme, Forestry Department, FAO.

Angers, Maurice. 1996. *Initiation pratique à la méthodologie des sciences humaines*. Anjou : Les Éditions CEC, 2^{ème} édition, 381p.

Assemblée nationale. 2010. « Projet de loi n° 57; Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier ». *Éditeur officiel du Québec*, loi adoptée le 23 mars, 106p. Consulté le 25 mars 2011.

Assemblée nationale. 2011. « Loi sur les forêts ». *Éditeur officiel du Québec*, En ligne. <<http://www.canlii.org/fr/qc/legis/lois/lrq-c-f-4.1/derniere/lrq-c-f-4.1.html>>. Consulté le 23 mars 2011.

Barnaud, Cécile. 2008. « Équité, jeux de pouvoir et légitimité : les dilemmes d'une gestion concertée des ressources renouvelables ». Thèse de doctorat en ligne. Paris, Université Paris X, mai, 407p. En ligne. <<http://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00373633>>. Consulté le 24 août 2012.

Beckley, Thomas M. 1998. « Moving toward consensus-based forest management : a comparison of industrial, co-managed, community and small private forests in Canada ». *The Forestry Chronicle*, vol. 74, no. 5, pp. 736-744.

Bérard, Luc. 2000. « Les projets témoins de forêt habitée : forces et faiblesses ». pp. 17-25, In CGFA. 2000. Nouveau modes d'exploitation et d'aménagement des forêts au Québec : Actes du colloque sur la Forêt habitée (Maniwaki, 18-20 octobre): Actes, *Corporation de gestion de la forêt de l'Aigle*, Maniwaki, 18 au 20 octobre, 196p.

Blais, Mireille et Stéphane Martineau. 2006. « L'analyse inductive générale : description d'une démarche visant à donner du sens à des données brutes ». *Recherches Qualitatives*, vol. 26, no. 2, pp. 1-18.

Blondiaux, Loïc. 2001. « Démocratie locale et participation citoyenne: la promesse et le piège ». *Mouvements*, vol. 5, no. 18, pp. 44-51.

Borrini-Feyerabend. 1997. *Gestion participative des aires protégées : l'adaptation au contexte*. Séries sur les Politiques Sociales. Gland : Union Mondiale pour la nature (UICN), 79p.

- Bouthillier, Luc et Hugues Dionne. 1995. « La forêt à habiter – La notion de « Forêt habitée » et ses critères de mise en œuvre ». *Service canadien des forêts*, section Québec, 60 p.
- Bradshaw, Ben. 2003. « Questioning the credibility and capacity of community-based resource management ». *Canadian Geographer*, vol. 47, no. 2, pp. 137-150.
- Brundtland, G. Harlem. 1987. « Notre avenir à tous ». Rapport de la *Commission mondiale sur l'environnement et le développement de l'ONU*, avril.
- Buckles, Daniel et Gerett Rusnak. 1999. « Conflict and collaboration in natural resource management ». pp. 1-10. In Buckles, Daniel (ed.). 1999. *Cultivating peace : Conflict and collaboration in natural resource management*. Ottawa : International development research center, 285p.
- Bullock, Ryan et Kevin Hanna. 2008. « Community Forestry : Mitigating or Creating Conflict in British Columbia? ». *Society and Natural Resources*, vol. 21, no 1, p. 77-85.
- Bullock, Ryan, Kevin Hanna et Scott Slocombe. 2009. « Learning from community forestry experience: Challenges and lessons from British Columbia ». *The Forestry Chronicle*, vol. 85, no 2, p. 293-304.
- Bureau du forestier en chef. 2010. « Possibilités annuelles de coupe des unités d'aménagement pour la période 2008-2013 ». Résultats provinciaux, mise à jour le 6 mai. En ligne. <<http://www.forestierenchef.gouv.qc.ca>>. Consulté le 10 mars 2011.
- CADLD. 2008. « Rapport d'inventaire écoforestier de la Forêt habitée de La Doré », *Corporation d'aménagement et de développement de La Doré*, mars, 24p. En ligne. <<http://www.coopriviereauxsaumons.com>>.
- CAFN. 2011. *Corporation d'aménagement forêt Normandin*. En ligne. <<http://www.cafn.info/>>. Consulté le 17 avril 2011.
- CCMF. 2003. « Définir l'aménagement forestier durable au Canada; Critères et indicateurs 2003 ». *Conseil canadien des ministres des Forêt*, 20p. En ligne. <http://ccfm.org/francais/coreproducts-criteria_in.asp>. Consulté le 17 janvier 2012.
- CDFLD. 2008. « Rapport d'inventaire des milieux humides, aquatiques et particuliers ». Rapport de la *Corporation de développement forestier de la Doré* préparée pour le

- projet de Forêt habitée de la Doré, 51p. En ligne. <<http://www.coopriviereauxsaumons.com>>. Consulté le 24 octobre 2011.
- CGFA. 2000. « Colloque sur la Forêt habitée : Nouveau modes d'exploitation et d'aménagement des forêts au Québec ». Actes, *Corporation de gestion de la forêt de l'Aigle*, Maniwaki, 18 au 20 octobre., 196p.
- Charnley, Susan et Melissa R. Poe. 2007. « Community forestry in theory and practice : where are we now? ». *Annual Review of Antropology*, vol. 36. pp. 301-336.
- Chiasson, Guy, Caroline Andrew et Joanne Perron. 2006. « Développement territorial et forêts : la création de nouveaux territoires forestiers en Abitibi et en Outaouais ». *Recherches sociographiques*. vol. 47, no 3, p. 555-572.
- Chiasson, Guy, Jacques L. Boucher et Martin Thibault. 2005. « La forêt plurielle : nouveau mode de gestion et d'utilisation de la forêt, le cas de la forêt de l'Aigle ». *VertigO*, Vol. 6, no 2, septembre. En ligne. <<http://vertigo.revues.org/index4298.html>>. Consulté le 14 février 2011.
- Chiasson, Guy, René Blais et Jacques Boucher. 2006. « La forêt publique québécoise à l'épreuve de la gouvernance : le cas de l'Outaouais ». *Géocarrefour*, vol. 81, no. 2, pp. 114-120.
- Cleaver, Frances. 1999. « Paradoxes of participation : questioning participatory approaches to development ». *Journal of International Development*, No. 11, pp. 597-612.
- Comeau, Yvan. 1994. « L'analyse des données qualitatives ». Cahiers du CRISES, Collection Études théoriques, 31p.
- Comité Paillé. 2007. « Analyse du rapport du Forestier en chef sur la possibilité forestière 2008-2013 ». Rapport présenté au *Bureau de l'Ordre des ingénieurs forestiers du Québec*, mars, 60p.
- Coopérative forestière Girardville. 2012. *Coopérative forestière Girardville*. En ligne. <<http://www.epicea.org/index.htm>>. Consulté le 24 mai 2012.
- Coulombe, Guy. 2004. « Commission d'étude sur la gestion de la forêt publique québécoise ». *Gouvernement du Québec*, 261p. En ligne. <<http://www.commission-foret.qc.ca/rapportfinal.htm>>.

- CRÉSLSJ. 2011. *Conférence régionale des élus du Saguenay-Lac-Saint-Jean*. En ligne. <<http://www.creslsj.ca>>. Consulté le 18 avril 2011.
- Crozier, Michel et Erhard Friedberg. 1992. *L'acteur et le système*. Paris : Éditions du seuil. 500p.
- CSFRS. 2009a. « Plan d'affaires du projet de Forêt habitée de La Doré ». *Coopérative de solidarité forestière de la Rivière-aux-Saumons*, 51p. En ligne. <<http://www.coopriviereauxsaumons.com>>. Consulté le 26 mars 2011.
- CSFRS. 2009b. « Plan d'aménagement 2009-2013 Forêt habitée de La Doré ». *Coopérative de solidarité forestière de la Rivière-aux-Saumons*, 68p. En ligne. <<http://www.coopriviereauxsaumons.com>>. Consulté le 26 mars 2011.
- CSMOAF. 2012. *Comité sectoriel de main-d'œuvre en aménagement forestier*. En ligne. <<http://www.csmoaf.com/>>. Consulté le 24 mai 2012.
- Dietz, Thomas, Elinor Ostrom et Paul C. Stern. 2003. « The Struggle to Govern the Commons ». *Science*, vol. 302, pp. 1907-1912.
- Dionne, Hugues et Carol Saucier. 1995. « Intervention sociale et développement local : la Coalition urgence rurale du Bas-Saint-Laurent ». *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 8, no. 1, pp. 45-61.
- Duchesne, Luc C. et Suzanne Wetzel. 2002. « Managing timber and non-timber forest product resources in Canada's forests: Needs for integration and research ». *The Forestry Chronicle*, vol. 78, no. 6, pp. 837-842.
- Duinker, Peter N, Patrick W. Matakala, Florence Chege et Luc Bouthillier. 1994. « Community forests in Canada : An overview », *The Forestry Chronicle*, vol. 70, no. 6, pp. 711-730.
- Duinker, Peter N., Patrick W. Matakala et D. Zhang. 1991. « Community forestry and its implications for Northern Ontario ». *The Forestry Chronicle*. Vol. 67, no. 2, pp. 131-135.
- ESDSC. 1992. « National Strategy for Ecologically Development », *Ecologically Sustainable Development Steering Committee*, approuvé par le Council of Australian Governments, décembre. En ligne.

<<http://www.environment.gov.au/about/esd/publications/strategy/intro.html#WIESD>>.
Consulté le 22 mai 2011.

FAO, 1978. « Forestry for local community development ». Forestry papier no. 7, *Food and Agriculture Organization of the United Nations*, Rome. En ligne.
<www.fao.org/docrep/t0692e/t0692e00.htm>. Consulté le 24 mai 2011.

FAO. 1997. « Crafting institutional arrangements for community forestry ». *Food and agriculture organization of the United Nations*, Rome. En ligne.
<<http://www.fao.org/docrep/w7483e/w7483e00.htm>>. Consulté le 24 mai 2011.

FAO. 2010. « Foresterie communautaire : un examen de dix ans d'activités ». In *Organisation des Nations pour l'alimentation et l'agriculture*. En ligne.
<www.fao.org/index_fr.htm>. Consulté le 10 novembre 2010. Consulté le 24 mai 2011.

FMLSJ. 2008. « Le projet de Forêt école Nakouti : l'alternative pour travailler en forêt à l'année ». In *Forêt modèle du Lac-Saint-Jean*. En ligne.
<http://www.fmlsj.ca/index.php?id=38&id_nouvelle=26>. Consulté le 14 avril 2011.

FMLSJ. 2011. *Forêt modèle du Lac-Saint-Jean*. En ligne.
<<http://www.foretmodeledulacsaintjean.ca>>. Page consulté le 12 avril 2011.

Forest Trends, 2012. *Forest Trends*. En ligne. < <http://www.forest-trends.org/>>. Consulté le 12 février 2012. Consulté le 17 mars 2011.

Friedberg, Erhard. 1994. « Le raisonnement stratégique comme méthode d'analyse et comme outil d'intervention ». pp. 135-151, In Pavé, Francis (dir.). 1994. *L'analyse stratégique : Sa genèse, ses applications et ses problèmes actuels ; Autour de Michel Crozier*. Paris : Éditions du Seuil, 398p.

Frisque, Gilles. 1996. « Politiques forestières québécoises: le Québec est-il un Brésil du nord? ». In Cantin, Danielle et Catherine J. Potvin. 1996. *L'utilisation durable des forêts québécoise; de l'exploitation à la protection*. Québec : Les Presses de l'Université Laval, pp. 27-33.

Gareau, Priscilla. 2005. « Approches de gestion durable et démocratique des forêts dans le monde ». *Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement*. Vol. 6, no 2. En ligne. <<http://vertigo.revues.org/index4244.html>>. Consulté le 22 octobre 2010.

- Gélinas, Nancy et Luc Bouthillier. 2005. « La Forêt habitée : un modèle de gestion partenariale ? : analyse de la perception des participants à cinq projets au Québec », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 49, no. 137, pp. 157-175.
- Gélinas, Nancy. 2001. « La gestion partenariale : un nouveau mode de gestion pour les forêts québécoises ». Thèse de doctorat. Québec, Université Laval, 179p.
- Gévry, Marie-France. 2009. « Projet de mise en valeurs de produits forestiers non-ligneux dans la communauté de Saint-Thomas-Didyme – Les champignons forestiers comestibles ». *Comité Forêt Environnement de Saint-Thomas Didyme*, Saint-Thomas-Didyme, Québec, 48 p.
- Gévry, Marie-France. 2011 « Évaluation du potentiel de cueillette de champignons forestiers comestibles au Lac-Saint-Jean ». *Forêt modèle du Lac-Saint-Jean*, février, 54p. En ligne. <<http://www.foretmodeledulacsaintjean.ca>>. Consulté le 10 janvier 2011.
- Gibson, Clark C., John T. Williams et Elinor Ostrom. 2005. « Local enforcement and better forests ». *World Development*, vol. 33, no 2, pp. 273-284.
- Gingras, Patrick. 2007. « Entre innovation économique et cohésion sociale : Les coopératives forestières et le développement des régions périphériques du Québec ». Thèse de doctorat. Québec, Université Laval, 197 p.
- Glasmeier, Amy K. et Tracey Farrigan. 2005. « Understanding community forestry: a qualitative meta-study of the concept, the process, and its potential for poverty alleviation in the United States case ». *The Geographic Journal*, vol. 171, no 1, pp. 56-69.
- Grenon, Frank, Jean-Pierre Jetté et Marc Leblanc. 2010. « Manuel de référence pour l'aménagement écosystémique des forêts au Québec – Module 1 - Fondements et démarche de la mise en œuvre », Québec, *Centre d'enseignement et de recherche en foresterie de Sainte-Foy et ministère des Ressources naturelles et de la Faune*, Direction de l'environnement et de la protection des forêts, 51 p. En ligne. <http://www.mrnf.gouv.qc.ca/publications/forets/amenagement/manuel-ecosystemique.pdf>. Consulté le 23 novembre 2011.
- Grimble, Robin et Man-Kwun Chan. 1995. « Stakeholder analysis for natural resource management in developing countries ». *Natural Resources Forum*, vol. 19, no. 2, pp. 113-124.

- Groupe de travail interministériel sur la Forêt habitée. 1996. « La gestion des ressources du milieu forestier habité ». *Ministère des Ressources naturelles et de la Faune*, Québec.
- Hardin, Garret. 1968. « The Tragedy of the Commons », *Science*, vol. 162, 13 décembre, pp. 1243-1248.
- Hayter, Roger. 2003. « “The war in the woods”: Post-Fordist restructuring, globalization, and the contested remapping of British Colombia’s forest economy ». *Annals of the Association of American Geographers*, no. 93, vol. 3, pp. 706-729.
- Howlet, Michael et Jeremy Rayner. 2001. « The Business and Government Nexus: Principal Elements and Dynamics of the Canadian Forest Policy Regime ». In Howlet, Michael. 2001. *Canadian Forest Policy : adapting to Change*, Toronto. University of Toronto press, pp. 23-62.
- Kellert, Stephen R., Jai N. Mehta, Syma A. Ebbin et Laly L. Lichtenfeld. 2000. « Community natural resource management: promise, rhetoric, and reality ». *Society and Natural Resources*, vol. 13, no. 8, pp. 705-715.
- Kimmins, J.P. 2002. « Future shock in forestry ». *The Forestry Chronicle*, vol. 78, no.2, pp. 263-271.
- Laplane, Robert et Charles Provost. 2010. « Le cas de Champneuf et l’émergence de la notion de forêt de proximité ». *Institut de recherche en économie contemporaine*. En ligne. <http://www.irec.net/upload/File/Champneuf_fevrier_2010.pdf>. Consulté le 13 novembre 2010.
- Lazega, Emmanuel. 1994. « Analyse des réseaux et sociologie des organisations ». *Revue française de sociologie*, vol. 35, no. 2, pp. 293-320.
- Lazega, Emmanuel. 1994. « Analyse des réseaux et sociologie des organisations ». *Revue française de sociologie*, vol. 35, no. 2, pp. 293-320.
- Lebrun, Gérald. 1999. « Bilan des interventions des corporations locales de développement du milieu forestier (CLDMF) du territoire de la MRC de Maria-Chapdelaine pour la période de 1995-96 à 1997-1998 », *Cégep de St-Félicien*, 69p.
- Lewis, Nathalie et Maude Flamand-Hubert. 2011. « Entre les intentions et la mise en œuvre, la non-évidence d’une gestion forestière qui conjugue forêt et société ». In *Migrations et territoires : Actes du 48^e Congrès de l’Association de Science régionale de langue*

- française* (Schoelcher, 6-8 juillet 2011). Université des Antilles et de la Guyane. En ligne. <<http://asrdlf2011.com>>. Consulté le 3 juin 2012.
- Mace, Gordon et François Petry. 2000. *Guide d'élaboration d'un projet de recherche*. Québec : Presses de l'Université Laval, 2^e édition, Québec, 134p.
- Mallik, Azim U. et Hafizur Rahman. 1994. « Community forestry in developed and developing countries: A comparative study », *The Forestry Chronicle*, vol. 70, no. 6, pp.731-735.
- MAMROT. 2009. « La municipalité régionale de comté : Compétences et responsabilités ». *Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'occupation du territoire*, 2^{ième} édition, 78p. En ligne. < <http://www.mamrot.gouv.qc.ca/>>. Consulté le 10 juin 2011.
- McCarthy, James. 2006. « Neoliberalism and the Politics of Alternatives : Community Forestry in British Colombia States ». *Annals of the Association of American Geographers*, vol. 96, no 1, pp. 37-41.
- McIlveen, Kirsten et Ben Bradshaw. 2009. «Community forestry in British Columbia, Canada : the role of local community support and participation». *Local Environment*, vol. 14, no 2, pp. 193-205.
- MEA. 2007. « Ecosystems and human well-being », Biodiversity synthesis of the *Millenium Ecosystem Assesment*, 16p. En ligne. <<http://www.maweb.org/en/index.aspx>>. Consulté le 10 janvier 2012.
- MFLNRO. 2010. « The State of British Colombia's Forests; Third edition ». *Ministry of Forests, Mines and Lands*, Victoria, BC, 308 p. En ligne. <http://www.for.gov.bc.ca/hfp/sof/index.htm#2010_report>. Consulté le 28 mars 2012.
- MFLNRO. 2012. *Ministry of Forests, Lands and Natural Resource Operations*. En ligne. <<http://www.gov.bc.ca/for/>>. Consulté le 14 mars 2012
- MRC Domaine-du-Roy. 2011. *Municipalité régionale de comté du Domaine-du-Roy*. En ligne. <<http://www.domaineduroy.ca>>. Consulté le 9 mai 2011.
- MRC Maria-Chapdelaine. 2011. *Municipalité régionale de comté de Maria-Chapdelaine*. En ligne. <<http://www.mrcdemaria-chapdelaine.ca>>. Consulté le 9 mai 2011.
- MRNF. 2010a. « Guide sur la gestion intégrée des ressources et du territoire : son application dans l'élaboration des plans d'aménagement forestier intégré ». *Ministère des*

Ressources naturelles et de la Faune, 18p. En ligne.
 <<http://www.mrnf.gouv.qc.ca/publications/forets/amenagement/guide-GIRT.pdf>>.
 Consulté le 13 mai 2011.

MRNF. 2010b. « Ressources et industries forestières : portrait statistique ». *Ministère des Ressources naturelles et de la Faune*, 498p. En ligne.
 <http://www.mrnf.gouv.qc.ca/publications/forets/connaissances/stat_edition_complete/complete2010.pdf>. Consulté le 15 mai 2011.

MRNF. 2011a. « Orientations relatives à la sélection, à la mise en place et au fonctionnement des forêts de proximité ». Document de consultation. *Ministère des Ressources naturelles et de la Faune*, juillet, 48p. En ligne. <<http://consultation-forets-proximite.mrnf.gouv.qc.ca/pdf/document-consultation-proximite.pdf>>. Consulté le 12 janvier 2012.

MRNF. 2011b. *Ministère des Ressources naturelles et de la Faune*. En ligne.
 <<http://www.mrnf.gouv.qc.ca/accueil.jsp>>. Consulté le 25 avril 2011.

Ostrom, Elinor, Marco A. Janssen et John M. Anderies. 2007. « Going beyond panaceas ». *PNAS*, vol. 104, no. 39, pp. 15176-15178.

Ostrom, Elinor, Thomas Dietz, Nives Dolsak, Paul c. Stern, Susan Stonich et Elke U. Weber. 2002. *The Drama of The Commons*. Washington : Committee on the Human Dimensions of Global Change, 534p.

Ostrom, Elinor. 2009. « Par-delà les marchés et les états : la gouvernance polycentrique des systèmes économiques complexes », trad. de l'anglais par Éloi Laurent de la conférence d'Elinor Ostrom donnée à Stockholm en Suède le 8 décembre 2009. In 2012. *Revue de l'OFCE / Débats politiques*, vol. 120, pp. 15-78. En ligne.
 <<http://www.ofce.sciences-po.fr/pdf/revue/120/r120-2.pdf>>.

Padgee, Adcharaporn, Yeon-su Kim et P.J. Daugherty. 2005. « What makes a community forest management successful : a meta-study from community forests throughout the world ». *Society and Natural resources*, vol. 19, no. 1, pp. 32-52.

RCFM. 2012. *Réseau canadiens des forêts modèles*. En ligne.
 <<http://www.modelforest.net/>>. Consulté le 12 mai 2012.

- Ressources naturelles Canada, 2012. « Programme des collectivités forestières ». In *Ressources naturelles Canada*. En ligne. < <http://scf.mcan.gc.ca/pages/233>>. Consulté le 25 février 2012.
- Roy, Guillaume. 2012. « Des champignons payants ». *La Terre de chez nous*. 28 août. En ligne. <<http://www.laterre.ca/foret/des-champignons-payants/>>. Consulté le 3 septembre 2012.
- Roy, Marie-Élise. 2006. « Les fermes forestières en métayage sur le territoire public québécois ; Vers un outil d'évaluation pour les communautés ». Mémoire de maîtrise, Québec, Université Laval, 179 p.
- Roy, Simon N. 2004. « L'étude de cas ». chap. 7 In Gauthier, Benoît (dir.). 2004. *Recherche sociale : de la problématique à la collecte des données*, Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec, 4^e édition, pp. 159-184.
- Saumure, Éric. 2008. « Le développement des forêts à proximité des communautés forestières par la mise en application d'une approche territoriale basée sur la multifonctionnalité ». Essai de maîtrise, Sherbrooke, Université de Sherbrooke, 192 p.
- Savoie-Zajc, Lorraine. 2004. « L'entrevue semi-dirigée », chap. 12 de Gauthier, Benoît (dir.). 2004. *Recherche sociale : de la problématique à la collecte des données*, Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec, 4^e édition, pp. 293-316.
- Schlager, Edella et Elinor Ostrom. 1992. « Property-Rights and Natural Resources : A Conceptual Analysis », *Land Economics*, Vol. 68, No. 3, août, pp. 249-262.
- Schmink, Marianne. 1999. « Gender, community participation and natural resource management ; Conceptual framework for gender and community-based conservation ». *Managing Ecosystems and Ressources with Gender Emphasis*,
- Simard, Luc. 2009 « Expérimentation du concept de production forêt/bleuet dans un modèle de gestion intégrée des ressources au Lac-Saint-Jean », *Bulletin des PFNL*, vol. 1, no 2, 18p. En ligne. <<http://ntfpnetwork.ca/>>. Consulté le 12 avril 2011.
- Simard, Luc. 2010. « Expérimentation du concept de production forêt/bleuet dans un modèle de gestion intégrée des ressources au Saguenay-Lac-Saint-Jean ». Rapport de recherche. *Corporation d'aménagement forêt Normandin et Agence de gestion intégrée des ressources*. 72p. En ligne. < <http://www.groupeagir.com/documentequ.html> >. Consulté le 13 mars 2011.

- Skutsch, M. M. 2000. « Conflict management and participation in community forestry ». *Agroforestry Systems*, no. 48, pp. 189-206.
- Teitelbaum, Sara, Tom Beckley et Solange Nadeau. 2006. « A national portrait of community forestry on public land in Canada ». *The Forestry Chronicle*, vol. 82, no. 3, pp. 416-428.
- Teitelbaum, Sara. 2009. « An evaluation of the socio-economic outcomes of community forestry in the canadian context ». Thèse de doctorat. Fredericton, Université du Nouveau-Brunswick, 294 p.
- Tucker, Catherine M. 2009. « Exploring Forest Governance: Insights, Challenges, and Lessons Learned ». Texte préparé en vue du « Workshop on the Workshop IV ». Bloomington, Indiana. En ligne. <
http://www.indiana.edu/~wow4/papers/tucker_wow4.pdf >. Consulté le 12 décembre 2010.
- White, Andry et Alejandra Martin. 2002. « Who owns the world's forests? : Forest tenure and public forest in transition ». *Forest Trends*. Washington, 30p. En ligne. <
http://www.forest-trends.org/documents/files/doc_159.pdf > Consulté le 23 mars 2012.